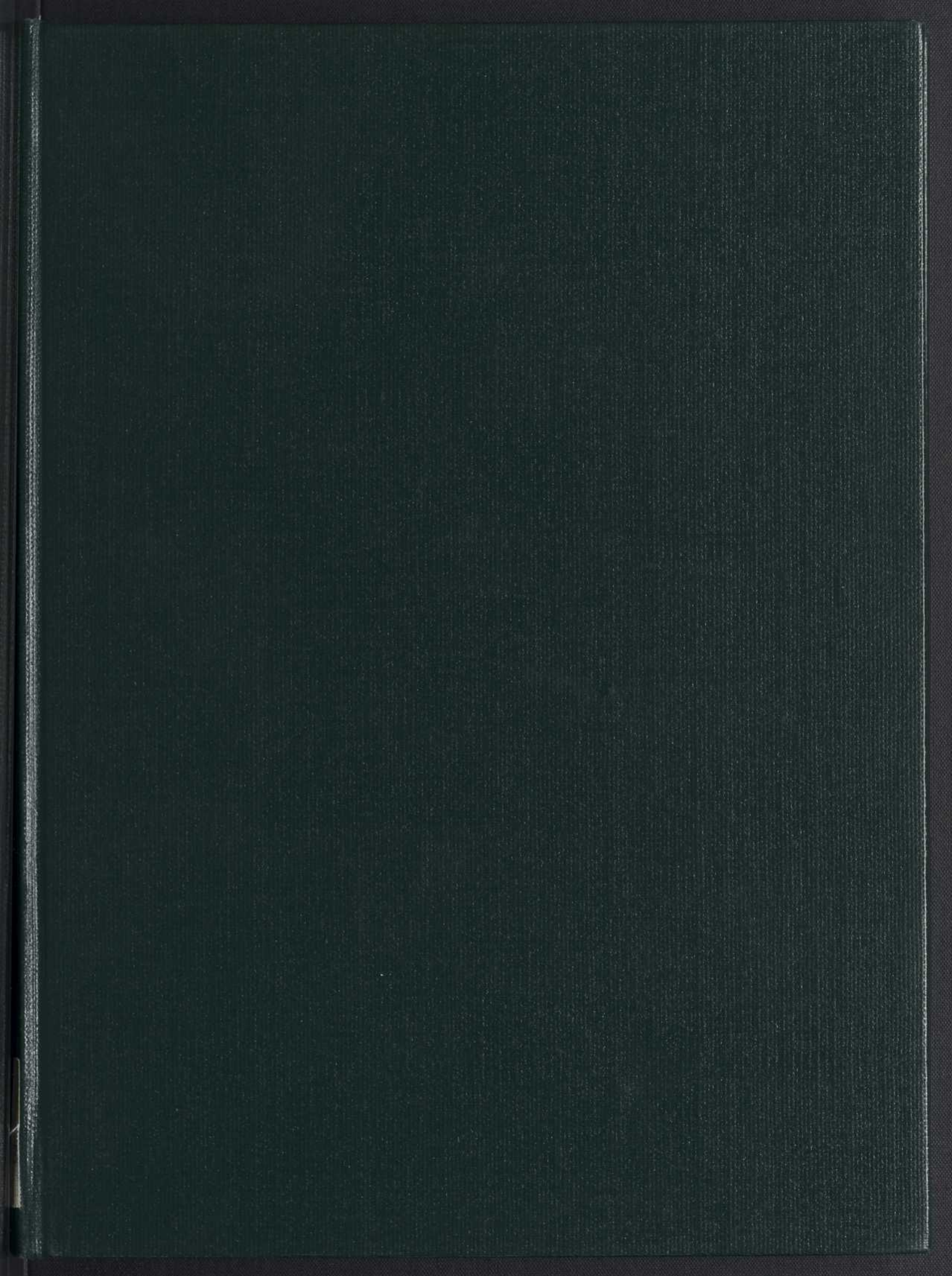






Bibliothèque Nationale du Québec

1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.

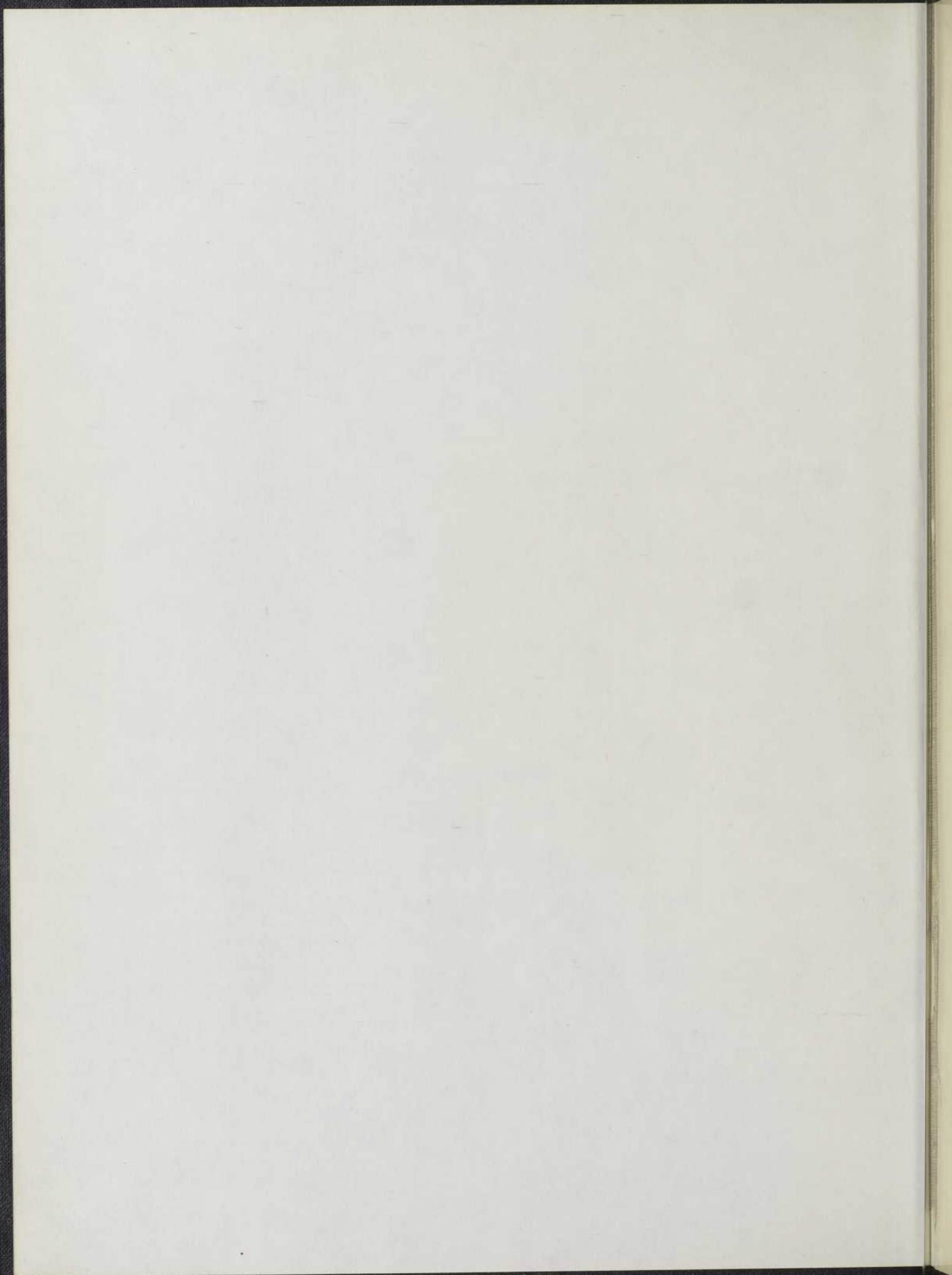
1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.

1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.

1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.

1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.

1900-1901. 1900-1901. 1900-1901.



COMMISSION DE RÉFORME DU CODE CIVIL

CIVIL CODE REFORM COMMISSION

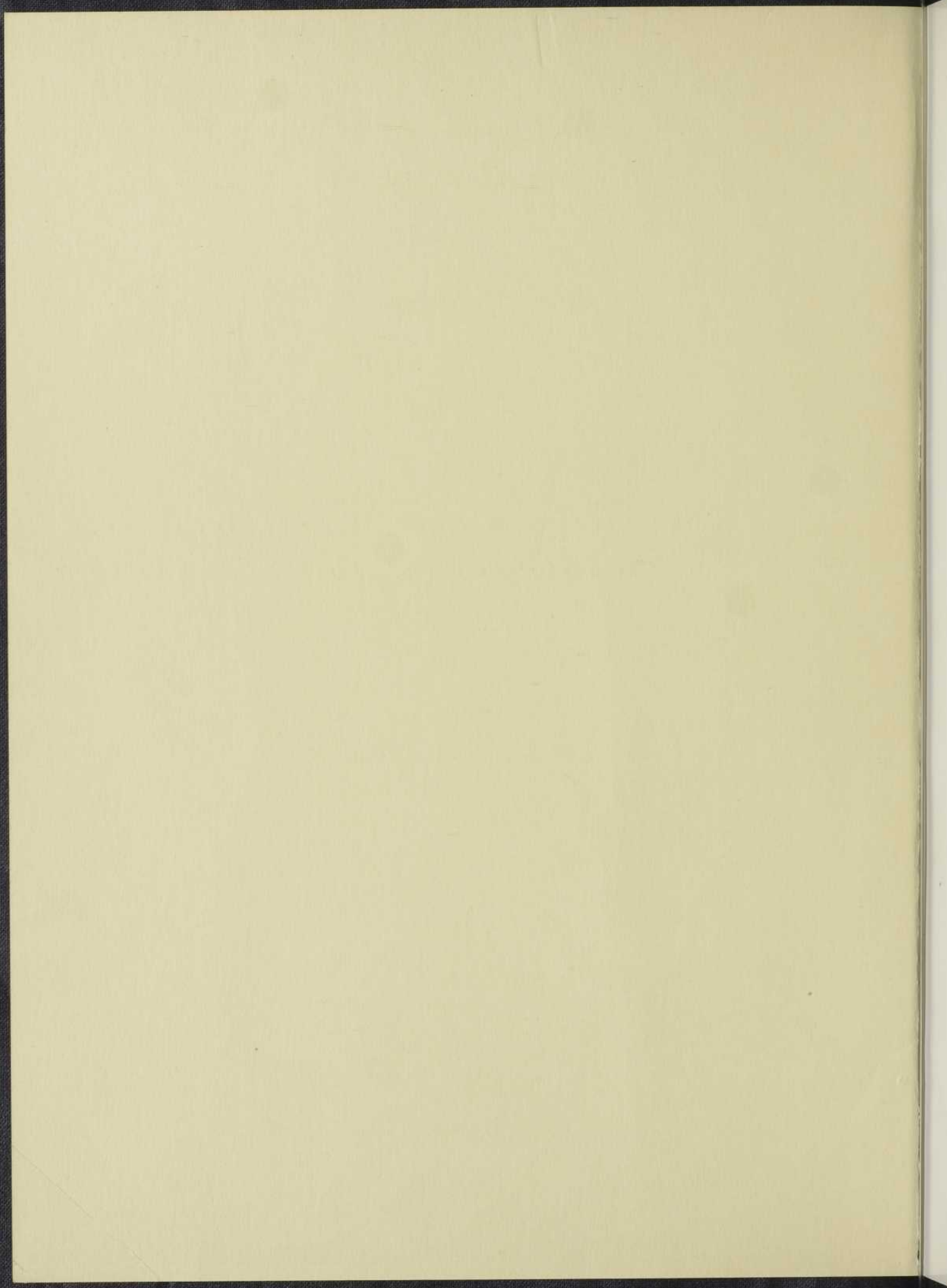
523

RAPPORT
du
COMITÉ DES RÉGIMES MATRIMONIAUX

REPORT
of the
MATRIMONIAL REGIMES COMMITTEE

Montréal

1966



COMMISSION DE REFORME DU CODE CIVIL

CIVIL CODE REFORM COMMISSION

RAPPORT

du

COMITE DES REGIMES MATRIMONIAUX

REPORT

of the

MATRIMONIAL REGIMES COMMITTEE

Montréal

1966



COMMISSION OF RECORDS IN CODE 1948

COMMISSION OF RECORDS IN CODE 1948

1948

COMMISSION OF RECORDS IN CODE 1948

1948

1948

COMMISSION OF RECORDS IN CODE 1948

OFF

38R39

A29/M3

LS



Monsieur le professeur Paul-A. Crépeau,
Président Commission de réforme du Code civil,
235 est, boulevard Dorchester,
Montréal 1, P.Q.

Monsieur le président,

Le Comité, chargé de préparer un projet de réforme des régimes matrimoniaux, a l'honneur de vous soumettre son rapport.

Vous constaterez que ce rapport comprend deux parties. L'une expose les motifs qui ont conduit à l'adoption de la société d'acquêts comme régime légal, et suggère un remaniement des dispositions relatives aux régimes communautaires et à la prohibition des contrats entre époux. L'autre propose des textes nouveaux touchant d'autres parties du Code civil, dans des matières connexes.

Les membres du Comité souhaitent vivement que ce projet soit très largement diffusé avant d'être remis aux autorités législatives. Un bon nombre d'individus et d'associations ont fait connaître leur intérêt pour ce projet de réforme des régimes matrimoniaux et, si le texte du présent rapport leur était remis, ils pourraient l'étudier et faire connaître leur opinion sur le projet. Il est à prévoir que les membres du Comité tireraient le plus grand profit de l'expérience et de la recherche des uns et des autres, et pourraient peut-être améliorer leur projet.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression de notre considération distinguée.

(signé) Roger Comtois
président

(") Louis Marceau

(") André Lesage

(") Louis Baudouin
secrétaire.

Montréal, le 1^{er} mai, 1966.

...in the ...
...the ...
...the ...

...the ...

...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

...the ...
...the ...

...the ...
...the ...

...the ...

...the ...

...the ...
...the ...

...the ...

T A B L E D E S M A T I E R E S

<u>INTRODUCTION</u>	1
Le choix du régime légal	3
Le remaniement des régimes communautaires et de quelques autres dispositions relatives au statut patrimonial des époux	11
 <u>PREMIERE PARTIE</u>	
Projet modifiant le Titre IV du Code Civil relatif aux conventions matrimoniales et à l'effet du mariage sur les biens des époux	18
Plan	19
Textes	23
Notes explicatives	24
 <u>DEUXIEME PARTIE</u>	
Projet modifiant quelques textes du Code Civil se rapportant directement ou indirectement au statut juridique des époux	128
Textes	129
Notes explicatives	130
 <u>TABLE DE CONCORDANCE</u>	148

THE HISTORY OF THE

CHAPTER I

In the year 1776, the first of the month of July, the British fleet, under the command of Admiral Lord Howe, arrived off the coast of Philadelphia.

The Continental Congress, which had fled from Lancaster and York, was then in session at Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

CHAPTER II

The British fleet, under the command of Admiral Lord Howe, arrived off the coast of Philadelphia, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

The Continental Congress, which had fled from Lancaster and York, was then in session at Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

The British fleet, under the command of Admiral Lord Howe, arrived off the coast of Philadelphia, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

CHAPTER III

The Continental Congress, which had fled from Lancaster and York, was then in session at Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

The British fleet, under the command of Admiral Lord Howe, arrived off the coast of Philadelphia, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

CHAPTER IV

The Continental Congress, which had fled from Lancaster and York, was then in session at Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster, and on the 26th of September, it fled to Lancaster.

TABLE OF CONTENTS

<u>INTRODUCTION</u>	2
The choice of the legal regime	4
Adjustments to the community regimes and to some other provisions relating to the patrimonial status of the consorts	12
 <u>FIRST PART</u>	
Draft modifying Title IV of the Civil Code relating to Marriage Covenants and to the Effect of Marriage on the Property of the Consorts	18
Outline	20
Texts	23
Explanatory notes	24
 <u>SECOND PART</u>	
Draft modifying certain texts of the Civil Code relating directly or indirectly to the juridical status of consorts	128
Texts	129
Explanatory notes	130
 <u>TABLE OF CONCORDANCE</u>	148

INTRODUCTION

1. - La condition respective des époux dans le mariage concerne à la fois leur personne et leurs biens, et la nécessité de réglementer juridiquement non seulement leurs rapports personnels mais aussi leurs rapports pécuniaires n'est plus aujourd'hui nulle part remise en question. On pourrait concevoir abstraitement une union matrimoniale qui n'entraînât aucune conséquence d'ordre pécuniaire, mais il n'y aurait là qu'une vue purement théorique, incompatible avec la réalité; l'union que crée le mariage engendre nécessairement entre le mari et la femme une certaine confusion de leurs intérêts matériels et un régime matrimonial, même réduit à quelques règles simples, paraît inéluctable.

2. - Il est aisé de se rendre compte que ce régime matrimonial sera plus ou moins complexe selon le degré de confusion plus ou moins grande qu'il aura pour but d'établir entre les biens des époux; et l'éventail des aménagements possibles s'étend d'un régime où tout est confondu en une masse commune - et c'est la communauté universelle -, à un régime où les patrimoines restent totalement distincts, sauf leur contribution respective aux charges familiales - et c'est la séparation de biens -.

3. - La loi n'impose pas aux gens mariés un système rigide et uniforme; elle préfère permettre aux époux de choisir, par contrat de mariage, le régime qui leur convient, se contentant de les guider à cette fin en décrivant, en guise d'exemples, un certain nombre de formules-types. Mais le législateur se devait d'en désigner un, dit régime légal ou de droit commun, pour les cas d'absence ou d'invalidité du contrat de mariage et, souhaitant entre les époux une union d'intérêts étroite et forte, il opta dès 1866 pour la communauté de meubles et acquêts (1).

4. - On sait, par ailleurs, que toute cette législation de notre droit matrimonial est restée chez nous, jusqu'à tout récemment, soumise à un principe fondamental. Le Code de 1866 avait puisé dans l'ancien droit l'idée ferme que le groupement familial nécessitait inévitablement la présence d'un chef, et il avait, à cette fin, nanti le mari de prérogatives spéciales formant ce qu'on appelait "la puissance maritale" et avait, en corollaire, dénié à la femme le droit de poser, sans autorisation, certains actes de la vie civile jugés plus importants pour la vie familiale. Cette suprématie du mari était en fait imposée indistinctement, quel que soit le régime matrimonial adopté, puisque la puissance maritale et l'incapacité corrélative étaient des conséquences directes du mariage, mais elle était, à la vérité, tout spécialement ressentie sous le régime légal où le mari, déjà maître des biens communs, se voyait confier par surcroît l'administration des propres mêmes de sa femme.

- - - - -

(1) Le régime de communauté de meubles et acquêts laisse à chacun des époux la propriété des immeubles qu'il possède au jour du mariage, mais il affecte aux besoins du ménage une masse commune composée, au départ, de tous les biens meubles et alimentée pendant l'union du produit des propres et des acquêts, masse soumise à l'administration du mari.

INTRODUCTION

1. - The respective status of consorts in marriage affects both their persons and their property. Today the necessity for the law to regulate both their personal and pecuniary relationships is no longer questioned anywhere. In the abstract, it would be possible to conceive of a conjugal union which involved no pecuniary consequences, but this outlook would be wholly theoretical and incompatible with reality; the union created by marriage necessarily gives rise to a certain mingling of the material interests of husband and wife, and a matrimonial regime, even one reduced to a few simple rules, appears to be a logical necessity.

2. - Evidently, the complexity of this matrimonial regime will depend on the extent to which the regime proposes to merge the property of the consorts. The variety of possible arrangements extends from a regime where all property is mingled in a common mass - universal community of property - to a regime where the patrimonies remain totally distinct, save for their respective contributions to the expenses of the family - that is, separation of property.

3. - The law does not impose a rigid and uniform system on married persons; it prefers to allow the consorts to choose, by contract of marriage, the regime suited to them, and limits itself to guiding them to this end by describing a certain number of typical forms by way of example. But the legislature felt it necessary to designate one form, the so-called legal regime or that of the ordinary law, in case of absence or invalidity of the marriage contract, and, desiring a close and strong union of interests between consorts, it opted for community of moveables and acquets¹ in 1866 (1).

4. - Moreover, it is known that the whole legislation in our matrimonial law has, until very recently, remained subject to one basic principle. From the former law the Code of 1866 took the well-established notion that the family unit inevitably required the presence of one head. To this end the Code granted the husband special prerogatives, known as "marital authority" and, as a corollary, it denied the wife the right, when unauthorized, to perform certain civil acts which were judged to be of major importance for family life. This supremacy of the husband was, in fact, imposed without distinction and whatever the matrimonial regime adopted, because marital authority, and the corresponding incapacity, were the direct consequences of marriage, but it was especially consecrated in the legal regime where the husband, already master of the common property, was also granted the administration of his wife's private property.

- - - - -

(1) The regime of community of moveables and acquets leaves to each of the consorts the ownership of the immoveables he possesses on the day of the marriage, but it appropriates to the needs of the household a communal mass composed, at the start, of all the moveables, and to which, during the marriage, are added the proceeds of their private property and acquets. This mass is subjected to the husband's administration.

5. - C'est précisément ce principe, combattu depuis déjà longtemps, que la loi du 18 juin 1964 (1) a voulu rejeter en proclamant la pleine capacité de la femme mariée et l'égalité des époux dans le mariage.

Une telle réforme, on le voit, atteint directement l'ensemble des rapports juridiques des époux, et non seulement les dispositions régissant leurs rapports personnels. C'est pour donner à cette réforme tout son sens qu'a été entreprise une réorganisation complète des règles relatives à leurs rapports pécuniaires.

I - LE CHOIX DU REGIME LEGAL:

6. - Limiter ce travail de révision à un réaménagement des textes du Code en fonction des principes nouveaux de la loi du 18 juin 1964 eut été nettement insuffisant. Un problème majeur devait d'abord être posé et résolu: celui du choix du régime de droit commun. Sans doute la loi laisse-t-elle les futurs époux libres de formuler leur contrat de mariage selon leurs goûts et leurs intérêts - liberté qu'il n'y a certes pas lieu de discuter -, mais le régime légal actuel est-il encore un régime approprié?

On sait en effet que, depuis déjà longtemps, notre régime de communauté de meubles et acquêts connaît une complète désaffection, et une compilation récente a même révélé que, depuis cinq ans, plus de 70% des époux québécois avaient préféré se marier sous un régime différent. Quelles que soient la valeur et la légitimité des motifs qui sont à la base de cette réaction populaire, il n'en reste pas moins que le fait brutal est là et qu'il doit en être tenu compte. Il est inadmissible que le régime de droit commun n'existe comme tel que pour le petit nombre de ceux qui, par ignorance, erreur ou imprudence, ne l'auraient pas formellement ou correctement répudié. En bonne politique législative, le régime légal doit non seulement traduire un certain idéal, il doit aussi convenir à la majorité.

7. - On aurait pu penser proposer en remplacement un régime de communauté construit sur des règles différentes. A cet égard, les possibilités étaient multiples, et le droit comparé en fournissait d'ailleurs de très bons exemples (2). Mais des enquêtes sérieuses ont montré que le mouvement était irréversi-

(1) 13 ELIZ. II, S. Qué., 1964, ch. 66.

(2) La communauté est adoptée comme régime légal dans un grand nombre de pays, mais avec des différences portant principalement sur l'étendue de la masse commune. La communauté de meubles et acquêts est suivie en Belgique; la communauté universelle est le régime des Pays-Bas, du Portugal et du Brésil; la communauté réduite aux acquêts a été adoptée en Espagne, dans la République Argentine, au Chili, et tout récemment (13 juillet 1965) en France. Par ailleurs, le Code civil suisse a admis, comme régime de droit commun, le régime d'union des biens qui accorde au mari l'administration et la jouissance des apports de la femme, celle-ci ayant droit, à la dissolution, au tiers du bénéfice réalisé.

5. - It is precisely this principle, opposed for a considerable time, that the law of June 18, 1964 (1) determined to reject by proclaiming the full capacity of married women and the equality of consorts in marriage.

It is readily seen that such a reform directly affects all of the juridical relationships of the consorts and not just the provisions governing their personal relationships. It was with a view to giving this reform its full import that a complete reorganization of the rules relating to their pecuniary relationships was undertaken.

I - THE CHOICE OF THE LEGAL REGIME:

6. - To limit this task of revision to re-arranging the text of the Code in light of the new principles of the law of June 18, 1964 would have been clearly insufficient. A major problem had first to be put and solved: the choice of the regime of the ordinary law. The law unquestionably leaves the future consorts free to draw their marriage contract according to their preferences and interests - a freedom that certainly requires no discussion - but is the present legal regime still a suitable one?

It has been known for a long time that our regime of community of moveables and of acquests has fallen into complete disfavour. A recent compilation even revealed that in the last five years more than 70% of married persons in Quebec preferred to marry under a different regime. Whatever may be the value and the legitimacy of the reasons for this popular reaction, the blunt fact remains and it must be taken into account. It is inadmissible that the regime of the ordinary law exist only for that small number of persons who, through ignorance, error or imprudence, did not formally or correctly repudiate it. As a matter of sound legislative policy, the legal regime must not only represent a certain ideal, it must also suit the majority.

7. - By way of replacement, a regime of community based on different rules could have been suggested. The possibilities in this respect were numerous and, moreover, some very good examples were provided by comparative law (2). But serious enquiries disclosed that the movement was irreversible and that any regime in the spirit of community would give rise to the same censure

(1) 13 Eliz. II, Statutes of Quebec, 1964, ch. 66.

(2) Community has been adopted as the legal regime in a large number of countries, but with differences bearing principally on the extent of the common mass. Community of moveables and acquests is followed in Belgium; universal community is the regime of the Netherlands, Portugal and Brazil; community restricted to acquests was adopted in Spain, the Argentine Republic, Chile and, just recently (July 13, 1965), in France. Moreover, the Swiss Civil Code has accepted, as the legal regime, that of the union of property which grants the husband the administration and enjoyment of the property brought by the wife, the latter having the right, upon dissolution, to one third of the gains.

ble et que tout régime d'esprit communautaire soulèverait la même réprobation et aboutirait au même échec. Il appert que la majorité des Québécois s'opposent à l'idée de sacrifier, en se mariant, une partie de leur autonomie juridique et ne croient pas que l'union des personnes, pour être complète, doive emporter nécessairement une confusion totale, ni même partielle, de leurs patrimoines.

8. - Faudrait-il rapidement déduire de là que le régime de droit commun le mieux adapté au milieu québécois serait la séparation de biens?

On l'a à maintes reprises préconisé, faisant grand état de la situation acquise dans le monde anglo-saxon et prenant argument du nombre croissant des époux québécois qui l'adoptent. Le régime de séparation n'est-il pas le régime de liberté et d'indépendance qui, à l'antipode de la communauté traditionnelle, respecte le mieux l'égalité des époux? Seulement, il arrive que la sauvegarde de cette liberté et de cette indépendance s'avère parfois extrêmement onéreuse pour l'un des conjoints et même, en certains cas, aboutisse à une véritable injustice. Il est encore normal dans les ménages québécois que la femme consacre tout son temps aux soins familiaux et que le mari reste le seul à pouvoir gagner des biens par son travail; il devient alors dangereux qu'au terme de la vie conjugale, la femme n'ait aucune part dans des économies dont elle a peut-être elle-même permis la sauvegarde et l'accumulation.

On aurait pu penser proposer l'adoption du régime de séparation, tout en limitant la liberté de tester du mari par l'introduction d'une réserve, d'une légitime ou d'une obligation alimentaire post mortem. Mais l'opportunité de bouleverser ainsi notre droit successoral a paru éminemment douteuse. D'autant plus que restent possibles, sous un régime de séparation, ces tractations plus ou moins frauduleuses au moyen desquelles un époux peut réduire sa succession à néant et rendre illusoire le droit de son conjoint. D'ailleurs il est clair que la protection qui résulterait d'une modification en ce sens du droit successoral ne jouerait que dans le cas où le régime est dissous par décès, ce qui n'est évidemment pas satisfaisant (1).

N'est-il pas plus convenable de promouvoir dès le mariage, entre deux personnes aussi intimement unies dans la poursuite d'un but commun, une certaine communauté d'intérêts, mais sans pour autant chercher à créer une

- - - - -

(1) Il ne faudrait pas s'imaginer que l'adoption de la séparation de biens, comme régime légal, aurait l'avantage de créer une situation simple et facile. La séparation de biens, non mitigée par contrat, laisserait subsister des situations ambiguës, voire anormales, que nous pouvons du reste déjà observer dans le système actuel de la séparation conventionnelle: confusion de fait des patrimoines personnels des conjoints; partage trop souvent fait au hasard des charges du ménage; administration mal définie par le mari des biens de son épouse; parfois même introduction d'une communauté partielle par le biais de procédés, tels le compte conjoint, l'achat de biens en communs, vers laquelle les époux, paradoxalement, tendent malgré eux.

and would conclude in the same failure. It appears that the majority of Quebecers is opposed to the idea of sacrificing, through marriage, a part of their juridical autonomy and does not believe that the union of their persons must, to be complete, necessarily involve a total, or even a partial, merging of their patrimonies.

8. - Must it be immediately concluded that the legal regime best adapted to the Quebec milieu would be one of separation of property?

It has on numerous occasions been advocated. Much is made of the present state of affairs in the English-speaking world in this respect, and the increasing number of Quebec consorts who adopt it is taken as support for this position. The regime of separation, diametrically opposed to the traditional system of community, is said to be one of freedom and independence which best respects the equality of the consorts. However, it does happen that the safeguarding of this freedom and independence sometimes proves extremely burdensome for one of the consorts and, in certain cases, even results in real injustice. It is still usual in Quebec households that the wife devote all her time to the care of the family and that the husband is the only one able to amass an estate by his work: there then exists the danger that at the end of their married life the wife will not receive any share in the savings, the accumulation and protection of which she herself perhaps made possible.

The adoption of a regime of separation might have been proposed, coupled with a limiting of the husband's freedom of willing by the introduction of a reserve, a légitime or an after-death alimentary obligation. But the advisability of thus upsetting our law of successions seemed highly doubtful, especially since it remains possible under a regime of separation for a consort to reduce his estate to nothing, and thus render the right of his consort illusory, by a variety of more or less fraudulent transactions. Moreover, it is clear that the protection which would result from such a change in the law of successions would only apply in the case where the regime is dissolved by death, and this is manifestly unsatisfactory (1).

Would it not be more suitable to promote between two persons so intimately united in the pursuit of a common objective, a certain community

- - - - -

- (1) It must not be imagined that the situation that would result from the adoption of separation of property as the legal regime would be simple and straightforward. Ambiguous and even abnormal situations, which moreover we can already observe in the present system of conventional separation, would continue to exist under separation of property unmitigated by contract: a de facto confusion in the personal patrimonies of the spouses; a partition of the expenses of the marriage that is too often left to chance; a badly defined administration by the husband of his wife's property; sometimes even an indirect introduction of a partial community arising from some of the ways in which their affairs are managed, such as joint accounts, the purchase of property in common - a community to which, paradoxically, the consorts tend in spite of themselves.

confusion, même partielle, de leur patrimoine? S'il était possible d'organiser un système matrimonial qui, tout à la fois, respecterait l'autonomie, l'égalité et l'indépendance des deux époux, et permettrait à chacun de participer, lors de la dissolution du régime, aux bénéfices réalisés pendant sa durée, n'y aurait-il pas là une formule-type permettant d'atteindre le but désiré et susceptible de rallier, comme il se doit, l'adhésion de la majorité? Le régime légal proposé, la société d'acquêts, traduit fondamentalement ces préoccupations.

9. - Ce régime de société d'acquêts est inspiré: d'une part, du régime de droit commun admis en Suède (Code du mariage du 11 juin 1920), au Danemark (Loi du 18 mars 1925), en Norvège (Loi du 20 mai 1927), en République fédérale allemande (Loi du 18 juin 1957); et, d'autre part, du régime de participation aux acquêts du projet français de 1932. Mais il en diffère sur un certain nombre de points d'importance.

Les régimes scandinaves font tous naître une multiplicité de patrimoines (cinq), puisque, dès l'origine, ils distinguent les biens du mari sur lesquels la femme a un "droit matrimonial" et ceux sur lesquels elle n'en a pas (biens personnels constitués par contrat de mariage ou acquis par donations, testaments ou successions); les biens de la femme sur lesquels le mari a lui aussi ce "droit matrimonial" et ceux sur lesquels il n'en a pas; enfin, les biens indivis acquis conjointement par les deux. En effet, le mari et la femme administrent leurs biens, mais avec d'importantes restrictions quant à ceux dits matrimoniaux, et chacun d'eux est tenu non seulement des dettes contractées par lui, mais aussi de toutes celles relatives à l'entretien de la famille qui sont communes. On a là un système qui paraît susciter des réserves sérieuses, tout spécialement à cause de cette multiplicité de patrimoines qui rend complexe l'application des règles de gestion; d'autant plus qu'il est souvent difficile aux tiers de connaître l'origine des biens, et partant les pouvoirs exacts de l'un ou l'autre des époux à leur égard.

Dans le régime de la République fédérale allemande (B.G.B. par. 1363), l'ensemble du patrimoine de chaque époux sans distinction entre biens personnels et biens matrimoniaux, est évalué au moment de la célébration du mariage, et puis plus tard au moment de sa dissolution: ce qui permet de calculer mathématiquement le gain réalisé pendant le mariage, sur lequel le conjoint a droit pour moitié. Il est vrai que pour permettre, en certains cas, une simplification des calculs et des preuves, la loi accorde au survivant, lorsque le mariage se dissout par la mort, le droit de demander le quart de la fortune du pré-mourant au lieu de la moitié de ses gains; à la vérité, la complexité n'est pas ainsi tellement réduite, et de toute façon le système dans son ensemble paraît peu adapté à nos moeurs.

La participation aux acquêts du projet Renoult proposé en France en 1935 ne confondait pas les biens des époux, mais divisait néanmoins chaque patrimoine en deux masses, sur l'une desquelles - les acquêts - le titulaire n'avait que des droits limités. On a eu raison de lui objecter notamment la difficulté d'administration qu'il soulèverait et la pénible nécessité de dis-

of interests from the time of the marriage without, however, attempting to create a confusion, even partial, of their patrimonies? If it were possible to organize a matrimonial system which would, at the same time, respect the autonomy, equality and independence of the two consorts, and permit each to participate, at the dissolution of the regime, in the gains realized in the course of its duration, would we not have a standard formula achieving the desired objective and capable of rallying, as it should, the support of the majority? These objectives are fundamentally reflected in the proposed legal regime, the partnership of acquests.

9. - This regime of partnership of acquests is drawn: on the one hand, from the legal regime adopted in Sweden (the Marriage Code of June 11, 1920), Denmark (law of March 18, 1925), Norway (law of May 20, 1927), the Federal Republic of Germany (law of June 18, 1957); and, on the other hand, from the regime of participation in acquests of the 1932 French draft. But it differs from them on a certain number of important points.

The Scandinavian regimes all give rise to a multiplicity of patrimonies (five) because, from the outset, they make a distinction between the property of the husband on which the wife has a "matrimonial right" and that on which she has no such right (property made personal by the marriage contract or that acquired by gift, will or succession); the property of the wife on which the husband in turn has this "matrimonial right" and that on which he does not; and, finally, undivided property acquired by them jointly. In effect, both the husband and the wife administer their own property, but with important restrictions as to that said to be "matrimonial". Each of them is bound not only for his own debts, but also for all those relating to the maintenance of the family which are common. This system gives rise to serious reservations, particularly by reason of the multiplicity of patrimonies which complicates the application of the rules of management, especially since it is often difficult for third persons to know the origin of property and, consequently, the exact powers of one or other of the consorts with respect to it.

According to the regime of the Federal Republic of Germany (B.G.B. par. 1363), the entire patrimony of each consort, without distinguishing personal and matrimonial property, is valued at the moment of the celebration of the marriage and again later at the moment of its dissolution: this makes possible a mathematical calculation of the gain realized during the marriage, to which the consort has a right to one-half. It is true that in certain cases, in order to provide for a simplification of the calculations and proof, the law grants to the survivor, when the marriage is dissolved by death, the right to ask for one quarter of the predeceased's estate in lieu of one-half of his gains; in truth, the complexity is not thereby much reduced and, in any event, the system as a whole appears little adapted to our customs.

The participation in acquests in the Renoult draft proposed in France in 1935 did not involve a mingling of the property of the consorts, but it nevertheless divided each patrimony into two masses, on one of which - the acquests - the holder only had limited rights. Quite rightly, objections were especially made to the difficulties of administration to which it would give

tinguer les propres des acquêts pendant tout le cours du mariage (1).

10. - Le régime de société d'acquêts préconisé par ce rapport se présente sous une forme beaucoup plus simple comme le démontrent les grandes lignes de son organisation.

Pendant le mariage, chaque époux conserve l'entière maîtrise de son patrimoine (2) et reste pleinement responsable de ses dettes: l'autonomie est totale, sauf évidemment la nécessité pour l'un et l'autre de contribuer, chacun selon ses moyens, aux besoins du ménage. Il n'y a donc aucune difficulté de gestion. Si d'aventure l'un des époux confie à l'autre l'administration de ses biens, celle-ci sera soumise aux règles générales relatives au contrat de mandat, avec obligation pour le mandataire de rendre compte, sauf quant aux fruits perçus qui seront présumés avoir été consommés pour les besoins du ménage. Ce n'est qu'à la dissolution du régime (par décès, séparation de corps, ou séparation de biens) que deviendra partageable une partie du patrimoine de chaque époux: celle qui aura été constituée des produits de son travail au cours du régime. Ainsi les biens possédés avant le mariage ou acquis depuis à titre gratuit ne seront pas soumis à partage, non plus que les fruits et produits de ces biens, ni les effets à caractère personnel, tels les souvenirs ou les instruments de travail; mais tous les autres biens, tous ceux dont le caractère de propre ne sera pas établi par une preuve légale, seront partageables. Et c'est en valeur, et non en nature, que ce partage devra avoir lieu si l'époux titulaire du patrimoine, ou ses héritiers, le préfèrent.

11. - L'organisation technique de ce régime nouveau sera mieux explicitée, dans les commentaires des textes suggérés, mais on peut voir dès maintenant que, pendant sa durée, il présente tous les avantages de la séparation de biens, à laquelle les époux québécois semblent s'attacher de plus en plus. Sans doute le mode de liquidation prévu pour réaliser le partage des acquêts au moment de la dissolution apportera quelques difficultés; mais celles-ci sont très réduites, et le fait que le partage pourra s'opérer en valeur préviendra le morcellement des héritages parfois si préjudiciable. De toute façon, ces inconvénients techniques de mise en oeuvre seront incontestablement moins grands qu'avec n'importe quel autre régime, sauf bien sûr la séparation pure et simple (3) qui, en définitive, équivaut à une absence de régime.

- - - - -

(1) Voir, à ce sujet, H., L. et J. Mazeaud, Leçons de droit civil, t. IV, 1963, No 559 et s., p. 461 et s.

(2) Sauf qu'il ne peut disposer à titre gratuit de ses acquêts, comme il sera dit plus loin.

(3) Cette dernière affirmation est d'ailleurs partiellement discutable, on le sait, car même sous un régime de séparation, il reste le problème du partage des biens possédés en commun, comme les meubles de ménage, et, en l'absence d'une clause expresse du contrat de mariage (ce qui serait général si la séparation de biens devenait le régime légal), ce problème peut être difficile à résoudre.

rise and to the troublesome necessity of distinguishing private property and acquests during the whole of the course of the marriage (1).

10. - The regime of partnership of acquests recommended by this report has, as the broad outline of its structure shows, a much simpler form.

During the marriage, each consort retains the entire control of his patrimony (2), and remains fully responsible for his debts: the autonomy of each is complete, save for the obvious need that each contribute, according to his means, to the needs of the household. There is, therefore, no difficulty as to management. If by chance one of the consorts entrusts the administration of his property to the other, the latter will be subjected to the general rules respecting the contract of mandate, under which the mandatary is obliged to render an account, save as to fruits received which will be presumed to have been consumed for the needs of the household. It is only on the dissolution of the regime (by death, separation from bed and board, or separation of property) that a part of the patrimony of each consort will become subject to partition: that part which will have been made up of the proceeds of his work during the course of the regime. Thus property possessed before marriage or acquired subsequently by gratuitous title will not be subjected to partition, nor will the fruits and proceeds of this property, nor effects of a personal character such as souvenirs or tools, implements or other things used in a trade or a profession; but all other property that has not been established by legal proof to be private property will be subject to partition. And it is in value, and not in kind, that this partition will take place if it is so preferred by the consort who is the holder of the patrimony or his heirs.

11. - The technical structure of this new regime will be set forth in greater detail in the commentaries on the recommended texts, but it can immediately be seen that, during its existence, it offers all the advantages of separation of property, to which Quebec consorts seem more and more attached. Without doubt the mode of liquidation designed for carrying out the partition of the acquests at the moment of dissolution will produce some difficulties; but these are much curtailed and the fact that the partition may be effected in value will forestall the breaking up of assets which is at times so injurious. In any event, these technical inconveniences of implementation will incontestably be less than those under any other regime, save of course pure and simple separation of property (3) which, in short, is equivalent to the absence of a regime.

- - - - -
- (1) See on this subject, H., L. and J. Mazeaud, Leçons de droit civil, vol. IV, 1963, no. 559 et seq., p. 461 et seq.
 - (2) Except, as will be seen later, that he cannot dispose of his acquests by gratuitous title.
 - (3) Moreover, this last statement is in part questionable, because, as is known, even under a regime of separation there remains the problem of the partition of property, such as household effects, possessed in common and, in the absence of an express clause in the marriage contract (which would be the general case if separation were the legal regime), this problem can be difficult to solve.

II - LE REMANIEMENT DES REGIMES COMMUNAUTAIRES ET DE QUELQUES AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU STATUT PATRIMONIAL DES EPOUX.

12. - Puisque les époux doivent rester libres de choisir le régime qui leur convient, l'adoption d'un régime de droit commun mieux adapté ne dispense pas le législateur de la nécessité de prévoir un certain nombre d'autres formules-types.

Au tout premier rang des régimes conventionnels possibles doit être prévue la communauté de meubles et acquêts qui, malgré toutes les critiques dont elle a été l'objet, est très loin de ne présenter que des inconvénients. Tous les régimes communautaires, en effet, accordent à la femme des avantages évidents que l'on a trop tendance à méconnaître: le droit strict qui lui est accordé d'accepter ou de répudier la communauté au moment de la dissolution, joint à son bénéfice d'émolument qui lui permet de ne payer les dettes communes qu'en proportion de l'actif qu'elle recueille, lui assurent en effet une protection extrêmement efficace. Il est vrai qu'au temps où la gestion de son patrimoine propre était laissée au mari, le système pouvait paraître peu séduisant. Mais la loi du 18 juin 1964 a déjà corrigé en partie cette situation, et il est possible qu'un remaniement complet de ses règles d'organisation, fait en fonction des principes nouveaux, en fasse un régime approprié aux goûts et aux besoins d'un plus grand nombre. Le projet s'emploie donc à compléter, à son égard la réforme de 1964.

13. - Il n'y avait pas lieu de rejeter le principe de l'unité de gestion du patrimoine commun, car il en aurait résulté une défiguration complète du régime; mais il fallait assurer à la femme l'exercice de sa pleine capacité juridique. Ainsi deux préoccupations majeures ont guidé la révision des textes. D'une part, le mari doit rester maître du patrimoine commun (sauf nécessité du concours de sa femme pour les actes gratuits et l'aliénation des immeubles), et il lui faut en assumer intégralement le passif; dès lors, lui seul doit pouvoir définitivement l'engager. D'autre part, la femme doit être capable d'accomplir tous les actes de la vie civile; c'est pourquoi elle doit non seulement conserver l'administration de ses propres et la gestion de ses biens réservés, c'est-à-dire ceux qui proviennent de son travail personnel, mais elle doit aussi avoir, dans tous les cas, le pouvoir de les engager.

Ces deux idées ont conduit à un certain nombre de conséquences, dont les plus importantes peuvent être dès maintenant mises en lumière. Tout d'abord, les restrictions à sa capacité que la loi du 18 juin 1964 avait maintenues pour la femme commune, celle, par exemple, d'accepter une tutelle ou une exécution testamentaire, ont été purement et simplement supprimées. La puissance maritale étant abolie, il n'y a en effet aucune raison de les maintenir. Le mari n'est plus le chef de l'association conjugale, il n'est que partiellement maître de la communauté, et tout ce qu'il faut lui préserver, c'est le droit d'empêcher que les biens communs ne soient engagés malgré lui: ce qui s'impose d'autant plus que lui seul reste définitivement tenu des dettes communes. Et l'on rejoint ici le contenu de la règle fondamentale que le projet met en oeuvre quant à l'effet des actes de la femme, règle à laquelle nous avons du reste déjà fait allusion: les actes d'une femme commune en

II - ADJUSTMENTS TO THE COMMUNITY REGIMES AND TO SOME OTHER PROVISIONS RELATING TO THE PATRIMONIAL STATUS OF THE CONSORTS.

12. - Since the consorts must remain free to choose the regime which suits them, the adoption of a better adapted legal regime does not relieve the legislature from the necessity of providing for a certain number of other typical forms.

Among the very first of possible conventional regimes provision must be made for the community of moveables and acquests which, despite all the criticism directed against it, is very far from offering only disadvantages. All community regimes, in effect, favour the wife with self-evident advantages which are too often misprized: her clear right to accept or renounce the community at the moment of dissolution coupled with the benefit which allows her to pay the common debts only in proportion to the assets she receives, assure her an extremely effective protection. It is true that while the administration of her private property was confided to the husband, the system had very little appeal. But the law of June 18, 1964 has already corrected this situation in part and it is possible that a thorough re-adjustment of its structural rules, made in conjunction with the new principles, may make this regime suitable to the tastes and needs of a larger number. In its regard, therefore, the present draft intends to complete the reform of June 18, 1964.

13. - It was not appropriate to reject the principle of the unity of management of the common patrimony, for a complete distortion of the regime would have resulted; but it was necessary to ensure the wife the exercise of her full legal capacity. Thus two major concerns have dominated the revision of the texts. On the one hand, the husband must remain master of the common patrimony (save for the necessity of his wife's concurrence for gratuitous acts and the alienation of immoveables), and he must wholly assume the liabilities; consequently, only he must be able to bind it definitively. On the other hand, the wife must be capable of accomplishing all civil acts; thus, she must not only retain the administration of her private property and the management of her reserved property, that which results from her personal work, but she must also have the power to bind it in all cases.

These two ideas led to a certain number of consequences of which the most important may be mentioned immediately. In the first place, the restrictions on the capacity of the wife in community, such as accepting a tutorship or a testamentary executorship, maintained by the law of June 18, 1964, were purely and simply done away with. Marital authority having been abolished, there is in effect no reason to maintain them. The husband is no longer the head of the conjugal association, he is only partial master of the community. All that need be preserved for him is the right to prevent that the common property be bound against his will: and this is all the more imperative in that he alone remains finally liable for the community's debts. Here again is encountered the tenor of that fundamental rule which the draft brings into play respecting the effect of the acts of the wife. It is a rule, moreover, to which we have already made allusion: the acts of a wife common as to property automatically and without restriction bind all her private property, as well

biens engagent automatiquement et sans restriction tous ses propres, de même que ses biens réservés, mais ils ne lient les biens communs que si le mari ne s'y est pas opposé dans un délai imparti. Il n'est pas question de consentement comme auparavant, mais d'une simple possibilité d'opposition dont le seul effet sera justement d'empêcher que les biens de la communauté ne soient engagés. Ainsi à l'avenir, la femme mariée sous un régime communautaire n'en restera pas moins pleinement capable, et son mari ne pourra d'aucune manière limiter juridiquement son droit d'agir.

14. - On sait que l'immutabilité des conventions matrimoniales a toujours été chez nous une règle impérative directement rattachée au principe de la liberté de choix du régime. La loi a permis aux époux d'aménager leur statut patrimonial au gré de leurs intérêts mais elle a également voulu, principalement en vue de protéger les tiers, qu'une fois le mariage célébré le régime des biens fût définitivement fixé et restât à l'abri de toutes modifications de nature conventionnelle. Le projet n'innove pas sur ce point. On a beaucoup plaidé en faveur de la possibilité d'une mutabilité sujette à contrôle et soumise à publicité, mais il ne semble pas qu'une telle innovation serait tellement utile, et au surplus son opportunité paraît douteuse si l'on songe à toutes les difficultés techniques qu'elle risque de faire naître et à ces tentatives de fraudes, tant à l'égard du fisc qu'à l'égard des tiers, qu'elle pourrait rendre possibles.

15. - De plus, sous l'empire du Code actuel, ce principe d'immutabilité est sanctionné en même temps qu'un certain nombre de règles prohibitives qui ont pour objet de limiter partiellement la liberté contractuelle des époux l'un à l'égard de l'autre. En effet, une femme ne peut cautionner son mari, et les époux ne peuvent non plus se donner, se vendre ou s'échanger leurs biens. Ces restrictions sont imposées surtout dans le but d'éviter des marchandages et des abus d'influence qui pourraient mettre en danger l'harmonie du ménage et elles visent en même temps à écarter la fraude à l'égard des tiers, fraude que l'intimité entre les époux pourrait grandement faciliter. Le projet propose l'abolition pure et simple de ces dispositions qu'on dit restreindre inutilement et vainement la liberté des époux. Il faut dire toutefois que l'un des auteurs du projet se déclare fermement opposé à une telle argumentation et aux conclusions qu'on en tire. S'il reconnaît qu'il n'y a aucune raison d'empêcher la femme de s'engager pour son mari: le cautionnement, malgré le danger qu'il recèle, étant avant tout un acte d'entraide tout à fait conforme à l'esprit du mariage; il est toutefois d'avis que les autres prohibitions sont de nature à protéger, non pas seulement les époux et les tiers, mais aussi et surtout l'union conjugale elle-même qui, pour s'épanouir et se maintenir, requiert un climat difficilement comparable à celui qui convient aux tractations d'affaires.

16. - Voilà donc les principales données du projet qui est ici présenté et dont on mesurera mieux la portée à la lumière des explications données au regard de chacun des textes qu'il propose.

Deux remarques préliminaires relatives à la forme s'imposent. D'une part, le plan adopté diffère quelque peu de celui du Code actuel; cela

as her reserved property, but they only bind the common property if the husband has not objected thereto within a given delay. There is no question of his consent as before, but the simple possibility of an opposition, the precise and sole effect of which will be to prevent the assets of the community being bound. Thus, in future, the married woman in a regime of community will remain fully capable and her husband will in no way be legally able to limit her right to act.

14. - In our law, the immutability of marriage covenants has always been an imperative rule directly connected to the principle of freedom of choice of the regime. The law has permitted the consorts to arrange their relationships as to property to suit their interests, but it has also determined, principally with a view to protecting third parties, that once a marriage is celebrated the property regime is definitively fixed and is to remain secure from all changes of a conventional nature. The draft introduces no changes on this point. Much has been put forward in favour of the possibility of mutability, subject to control and subjected to publicity, but it does not seem that such an innovation would be that useful. Moreover, its advisability appears doubtful if consideration is given to the technical difficulties to which it may give rise and the fraudulent endeavors which it might render possible as much with respect to the treasury as to third parties.

15. - Moreover, under the present Code, this principle of immutability is sanctioned along with a certain number of prohibitive rules the object of which is to partially limit the contractual freedom of the consorts with respect to each other. In effect, a wife cannot act as her husband's surety, nor can the consorts enter into gifts, sales or exchanges of their property with each other. These restrictions are imposed especially with a view to preventing deals and abuses of influence which could endanger the harmony of the household and they aim, at the same time, at preventing fraud in regard to third parties which the intimacy of the consorts might greatly facilitate. The draft proposes the pure and simple abolition of these provisions which are said to restrain, in vain and to no purpose, the freedom of the consorts. It must, however, be said that one of the authors of the draft has declared himself firmly opposed to this line of reasoning and to the conclusions drawn from it. While he acknowledges that there is no reason for preventing the wife from binding herself for her husband - suretyship, in spite of the danger it conceals, is, above all, an act of mutual aid entirely in conformity with the spirit of marriage - he is of the opinion that the other prohibitions are of a nature to protect not only the consorts and third parties but also, and above all, the conjugal union itself which, in order to flourish and to last, requires a climate which can hardly be compared to that favourable to business bargaining.

16. - These, then, are the basic principles of the draft presented, the full significance of which will be better appreciated in the light of the explanations given with respect to each of the proposed texts.

Two preliminary remarks concerning the form are necessary. First, the plan adopted differs to a slight extent from that of the present Code. This was done to ensure greater logic and clarity in the statement of the

a été fait pour assurer plus de logique et de clarté à l'énoncé des règles et pour éviter des répétitions lourdes et inutiles. D'autre part, les textes du Code actuel que le projet ne modifie pas dans leur substance ont été pour la plupart - malgré les critiques de forme qu'on peut parfois leur adresser - reproduits intégralement pour tenir compte de la jurisprudence élaborée à leur sujet et éviter de nouvelles difficultés d'interprétation.

Le rapport est divisé en deux parties: la première contient un projet modifiant le Titre IV du Code civil relatif aux conventions matrimoniales et à l'effet du mariage sur les biens des époux; la seconde propose quelques modifications à des textes du Code civil se reportant directement ou indirectement au statut juridique des époux.

rules and to avoid awkward and useless repetition. Further, the texts of the present Code not modified as to substance by the draft have been, for the most part, reproduced in their entirety - despite the criticisms as to form which may sometimes be levelled at them - in order not to disturb in their regard the already existing jurisprudence and to avoid fresh difficulties of interpretation.

The report is divided into two parts: the first contains a draft modifying the fourth Title of the Civil Code relating to marriage covenants and to the effect of marriage on the property of the consorts; the second proposes some modifications to texts of the Civil Code which bear directly or indirectly on the juridical status of the consorts.

PREMIERE PARTIE

FIRST PART

PROJET MODIFIANT LE TITRE IV

DRAFT MODIFYING TITLE IV

DU CODE CIVIL RELATIF

OF THE CIVIL CODE RELATING

AUX CONVENTIONS MATRIMONIALES

TO MARRIAGE COVENANTS

ET A L'EFFET DU MARIAGE

AND TO THE EFFECT OF MARRIAGE

SUR LES BIENS DES EPOUX

ON THE PROPERTY OF THE CONSORTS

P L A N

TITRE IV

DES CONVENTIONS MATRIMONIALES

ET DE L'EFFET DU MARIAGE SUR LES BIENS DES EPOUX

CHAPITRE I

Dispositions générales art. 1257 à 1265

CHAPITRE II

Du régime de la société d'acquêts -

Section 1: De ce qui compose la société d'acquêts art. 1266 à 1277

Section 2: De l'administration des biens et de la
responsabilité des dettes art. 1278 à 1281

Section 3: De la dissolution et de la liquidation
du régime art. 1282 à 1294

CHAPITRE III

De la communauté de biens -

Section 1: De la communauté de meubles et acquêts

S/S 1: De ce qui compose la communauté de meubles
et acquêts, tant en actif qu'en passif art. 1296 à 1314

S/S 2: De l'administration de la communauté de
meubles et acquêts et de l'effet des actes
des époux art. 1315 à 1329

Section 2: Des conditions les plus usuelles qui
peuvent modifier la communauté de
meubles et acquêts

S/S 1: De la clause de réalisation art. 1332 à 1336

S/S 2: De la communauté réduite aux acquêts art. 1337 et 1338

O U T L I N E

TITLE IV

MARRIAGE COVENANTS

AND THE EFFECT OF MARRIAGE UPON THE PROPERTY OF THE CONSORTS

CHAPTER I

General provisions art. 1257 to 1265

CHAPTER II

The regime of partnership of acquests -

Section 1: What things compose the partnership
of acquests art. 1266 to 1277

Section 2: The administration of the property and
the liability for the debts art. 1278 to 1281

Section 3: The dissolution and the liquidation of
the regime art. 1282 to 1294

CHAPTER III

Community of property -

Section 1: Community of moveables and acquests

S/S 1: What things compose the assets and
liabilities of the community art. 1296 to 1314

S/S 2: The administration of the community of
moveables and acquests and the effect
of the acts of consorts art. 1315 to 1329

Section 2: The most usual conditions which may
modify the community of moveables
and acquests

S/S 1: The clause of realization art. 1332 to 1336

S/S 2: Community restricted to acquests art. 1337 and 1338

S/S 3:	De la clause d'ameublement	art. 1339 à 1344
S/S 4:	De la clause de séparation de dettes	art. 1345 à 1348
S/S 5:	De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte	art. 1349
S/S 6:	Du préciput conventionnel	art. 1350 à 1354
S/S 7:	Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté	art. 1355 à 1360
S/S 8	De la communauté universelle ou à titre universel	art. 1361
Section 3: De la dissolution de la communauté		
S/S 1:	De la dissolution	art. 1362
S/S 2:	Du droit d'option de la femme.....	art. 1363 à 1378
S/S 3:	Du partage de la communauté	art. 1379
	I: Partage de l'actif	art. 1380 à 1393
	II: Partage du passif	art. 1394 à 1402
S/S 4:	De l'effet de la renonciation	art. 1403 à 1407
Section 4: Des biens réservés		
Section 5: Du douaire		

CHAPITRE IV

De l'usufruit légal du conjoint survivant	art. 1416 à 1424
---	------------------

CHAPITRE V

De la séparation de biens -

Section 1: De la séparation de biens conventionnelle ...	art. 1425 à 1428
--	------------------

Section 2: De la séparation de biens judiciaire.....	art. 1429 à 1439
--	------------------

S/S 3:	The clause of mobilization	art. 1339 to 1344
S/S 4:	The clause of separation of debts	art. 1345 to 1348
S/S 5:	The right given to the wife of taking back free and clear what she brought into the community	art. 1349
S/S 6:	Conventional preciput	art. 1350 to 1354
S/S 7:	The clauses by which unequal shares in the community are assigned to the consorts	art. 1355 to 1360
S/S 8:	Universal community or community by general title	art. 1361
Section 3: The dissolution of the community		
S/S 1:	Dissolution	art. 1362
S/S 2:	The right of option of the wife	art. 1363 to 1378
S/S 3:	The partition of the community	art. 1379
	I: Partition of the assets	art. 1380 to 1393
	II: Partition of the liabilities	art. 1394 to 1402
S/S 4:	The effect of renunciation	art. 1403 to 1407
Section 4: Reserved property		
Section 5: Dower		

CHAPTER IV

The legal usufruct of the surviving consort	art. 1416 to 1424
---	-------------------

CHAPTER V

The separation of property -

Section 1: The conventional separation of property	art. 1425 to 1428
Section 2: The judicial separation of property	art. 1429 to 1439

CHAPITRE I

CHAPTER I

DISPOSITIONS GENERALES

GENERAL PROVISIONS

1257 La capacité juridique des époux n'est pas diminuée par le mariage; seuls leurs pouvoirs peuvent être limités par le régime matrimonial.

(nouveau)

1257 The legal capacity of the consorts is not diminished by marriage. Only their powers can be limited by the matrimonial regime.

(new)

1258 La loi ne fixe le régime matrimonial qu'à défaut de contrat de mariage.

Les époux qui n'ont pas fait de contrat de mariage sont soumis au régime de la société d'acquêts prévu au chapitre II du présent titre. -Art. 1260 C.C.

1258 The law only determines the matrimonial regime in the absence of a marriage contract.

Consorts who have not entered into a marriage contract are subjected to the regime of partnership of acquets provided for in Chapter II of the present title. -Art. 1260 C.C.

1259 Le régime matrimonial, qu'il soit légal ou conventionnel, prend effet du jour de la célébration du

1259 The matrimonial regime, whether it be legal or conventional, takes effect from the day the marriage is

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Ce chapitre correspond au chapitre I du Titre IV du Code actuel et couvre les mêmes matières.

Article 1257:

Il importe, au regard de cet article, de souligner une méprise assez commune quant à l'effet d'un régime matrimonial sur la capacité des époux. La capacité est une chose; les effets du régime matrimonial en sont une autre. Seuls les pouvoirs des époux peuvent être affectés par le choix d'un régime, de la même manière d'ailleurs que le propriétaire qui, ayant concédé un droit d'usufruit sur son bien, voit ses pouvoirs diminués sans pour autant avoir perdu sa capacité. La femme peut et doit être capable sous tous les régimes. C'est ce que l'article 1257 veut mettre en lumière.

Article 1258:

Cet article correspond à l'article 1260 C.C. Il énonce le principe traditionnel de liberté de choix du régime. Il affirme par ailleurs qu'à défaut par les époux d'avoir opté pour un régime particulier, ils seront considérés comme étant mariés sous le régime de la société d'acquêts.

Article 1259:

Le texte suggéré reproduit la règle de l'article 1269 C.C. en la généralisant.

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

This chapter corresponds to chapter I of Title IV of the present Code and covers the same subject-matter.

Article 1257:

With regard to this article, it is important to point out a quite common misapprehension respecting the effect of a matrimonial regime on the capacity of the consorts. Capacity is one thing; the effects of the matrimonial regime are another. Only the powers of the consorts can be affected by the choice of a regime, in the same way as the owner who, having granted a right of usufruct on his property, has his powers diminished without suffering a corresponding loss of capacity. The wife can and must have full capacity under all regimes. This is what article 1257 wishes to emphasize.

Article 1258:

This article corresponds to article 1260 C.C. It sets forth the traditional principle of the freedom of choice of the regime. It also affirms that where the consorts have not opted for a particular regime, they will be considered as married under the regime of partnership of acquests.

Article 1259:

The proposed text reproduces, and makes general, the rule contained in article 1269 C.C.

mariage; on ne peut stipuler qu'il prendra effet à une autre époque.
-Art. 1269 C.C.

1260 Il est permis de faire, dans les contrats de mariage, toutes sortes de conventions, même celles qui seraient nulles dans tout autre acte entre vifs; telles sont: la renunciation à une succession non ouverte, la donation de biens futurs, l'institution contractuelle et autres dispositions à cause de mort.
-Art. 1257 C.C.

1261 Sont cependant exceptées de cette règle toutes conventions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou interdites par quelque loi prohibitive.

Ainsi les époux ne peuvent déroger aux droits qui leur sont conférés au titre Des obligations qui naissent du mariage et à ceux de la Puissance paternelle, de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation.
-Art. 1258 et 1259 C.C.

1262 Toutes conventions matrimoniales doivent être constatées avant la célébration du mariage, par acte notarié portant minute.

Toute modification apportée au contrat de mariage original avant la célébration du mariage doit être constatée également par acte notarié portant minute, en présence et avec le consentement de tous ceux qui y ont été parties.

Toute convention matrimoniale passée en violation de la présente disposition est nulle d'une nullité absolue.-Art. 1264 et 1266 C.C.

1263 Le mineur habile à contracter mariage peut passer toutes conventions matrimoniales, pourvu qu'il soit assisté de son tuteur ou de son curateur, s'il en a un, ceux-ci devant être autorisés à cet effet par le juge, sur avis du conseil de

solemnized; the parties cannot stipulate that it will take effect at any other period.-Art. 1269 C.C.

1260 All kinds of agreements may be lawfully made in contracts of marriage, even those which, in any other act inter vivos, would be void; such as the renunciation of successions which have not yet opened, the gift of future property, the conventional appointment of an heir and other dispositions in contemplation of death.
-Art. 1257 C.C.

1261 All covenants contrary to public order or to good morals, or forbidden by any prohibitory law, are, however, excepted from the above rule.

Thus the consorts cannot derogate from the rights which are conferred on them in the titles The obligations arising from marriage, Paternal authority, Minority, Tutorship and Emancipation.-Art. 1258 and 1259 C.C.

1262 All marriage covenants must be established before the solemnizing of the marriage by notarial deed en minute.

Any alteration made in the original marriage contract before the solemnizing of the marriage must likewise be established by a notarial deed en minute in the presence, and with the consent, of all those who were parties to it.

Any marriage covenant violating this provision is absolutely null.
-Art. 1264 and 1266 C.C.

1263 A minor capable of contracting marriage may make any marriage covenant, provided he is assisted by his tutor or curator, if he has one, who must be authorized for this purpose by the judge on the advice of a family council, and by those persons

Articles 1260 et 1261:

Il s'agit ici d'une reproduction intégrale des articles 1257, 1258 et 1259 C.C., sous réserve d'une légère modification de forme.

Articles 1260 and 1261:

These articles reproduce articles 1257, 1258 and 1259 C.C., subject to a slight alteration as to form.

Article 1262:

Les dispositions des articles 1264 et 1266 C.C. sont ici reproduites, sauf que le texte met fin à une controverse en précisant, d'une part, que l'acte ne peut être fait en brevet et, d'autre part, que la nullité dont il s'agit est une nullité absolue.

Article 1262:

The provisions of articles 1264 and 1266 C.C. are reproduced, save that the text puts an end to a controversy by specifying, first, that the deed cannot be made en brevet and further, that the nullity in question is absolute.

Article 1263:

Le premier alinéa énonce la règle de l'article 1267 C.C. mais en ajoutant que le tuteur ne peut agir seul et qu'il doit être autorisé.

Le deuxième alinéa prend partie sur le caractère de la nullité et limite à une année à compter de la majorité le délai accordé pour l'invoquer.

Article 1263:

The first paragraph states the rule of article 1267 C.C., while adding that the tutor cannot act alone and must be authorized.

The second paragraph decides the nature of the nullity and limits the right to invoke it to one year from the coming of age of the minor.

famille, et des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité de son mariage.

La nullité des conventions passées en violation des prescriptions du présent article ne peut être invoquée que par le mineur ou par les personnes dont le consentement était nécessaire, et elle ne peut plus l'être lorsqu'il s'est écoulé une année depuis la majorité du mineur. -Art. 1267 C.C.

1264 Le prodigue et le faible d'esprit ne peuvent passer de conventions matrimoniales sans l'assistance de leur conseil judiciaire ou curateur, ce dernier devant être autorisé à cet effet par le juge, sur avis du conseil de famille.

Les conventions passées en violation du présent article ne peuvent être attaquées que par le prodigue, le faible d'esprit, le curateur ou le conseil judiciaire selon le cas, et ce dans l'année de la célébration du mariage.

(nouveau)

1265 Après le mariage, il ne peut être apporté aucune modification aux conventions matrimoniales des époux ou au régime légal auquel ils sont soumis. - Art. 1265 C.C.

whose consent is necessary to the validity of the marriage.

The nullity of the covenants made in violation of the rules of this article can only be invoked by the minor or by those persons whose consent was necessary. It can no longer be invoked after a year has elapsed following the coming of age of the minor. -Art. 1267 C.C.

1264 Prodigals and persons of weak intellect cannot make marriage covenants without the assistance of a judicial adviser or curator, the latter being authorized for this purpose by the judge on the advice of a family council.

Covenants made in violation of the present article can be attacked only by the prodigal, the person of weak intellect, the curator or the judicial adviser as the case may be, and only within a year of the solemnizing of the marriage.

(new)

1265 After marriage, no alterations can be made to the marriage covenants of the consorts, nor to the legal regime to which they are subjected. -Art. 1265 C.C.

Article 1264:

Cet article est de droit nouveau. Il a paru essentiel de prévoir explicitement le cas du prodigue et du faible d'esprit, ce que ne fait pas le Code actuel.

Article 1264:

This article is new law. It appeared essential to provide explicitly for prodigals and persons of weak intellect, which the present Code does not do.

Article 1265:

L'article réaffirme la règle traditionnelle de l'immutabilité des régimes matrimoniaux, dont il est fait mention au rapport général. En revanche, il ne reproduit pas l'ancienne prohibition relative aux donations que l'article 1265, alinéa 2, contenait et que les auteurs du projet proposent d'abolir.

Article 1265:

The article reaffirms the traditional rule respecting the immutability of matrimonial regimes, mentioned in the general report. On the other hand, it does not reproduce the former prohibition relating to donations contained in article 1265 C.C. and of which the authors of the draft propose the abolition.

CHAPITRE II

DU REGIME LEGAL DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

Le rapport général a déjà précisé l'économie générale du régime légal proposé. On a vu qu'il s'analyse au premier examen en une séparation de biens qui se termine par un partage des économies du ménage.

En effet, comme sous la séparation de biens, la société d'acquêts, pendant sa durée, laisse aux époux la complète maîtrise de leur patrimoine respectif. Tous les avantages de la séparation de biens auxquels les époux québécois sont si attachés s'y retrouvent. La liberté des conjoints est complète sous la seule réserve des actes à titre gratuit. D'autre part, les dettes restent personnelles à chaque époux qui n'est tenu sur ses biens que de celles nées de son chef avant ou pendant le mariage. Mais le régime se terminera néanmoins à sa dissolution par un partage: chaque époux aura droit à la moitié du produit du travail de son conjoint pendant le mariage.

Il s'agit donc d'un régime original qui concilie les avantages de la séparation de biens et ceux de la communauté, en laissant les époux libres l'un à l'égard de l'autre, tout en les associant aux gains du ménage.

Il reste cependant certain qu'il est fondé sur la règle essentielle du régime de communauté issu de notre tradition, à savoir le droit

CHAPTER II

THE LEGAL REGIME OF PARTNERSHIP OF ACQUESTS

The general policy of the proposed legal regime has already been stated in the general report. It was seen that it may, on first impression, be analysed as a separation of property which concludes with a partition of the savings of the couple.

In effect, during its existence the partnership of acquets leaves to the consorts, as does separation of property, the complete control of their respective patrimonies. The new regime embodies all the advantages of the separation of property to which Quebec consorts are so attached. The freedom of the consorts is complete with the sole exception of acts by gratuitous title. Furthermore, the debts remain personal to each consort, whose property is only liable for those debts he has himself incurred before or during the marriage. But the regime will, nevertheless, upon dissolution, conclude with a partition: each consort will have the right to one-half of the proceeds of his spouse's work during the marriage.

Consequently, this is a new type of regime which reconciles the advantages of separation of property and those of community by leaving consorts free with respect to each other while it associates them in the earnings of the household.

It remains unquestionable that it is based upon that essential principle of our traditional community regime, namely the direct right of each consort to obtain a partition

immédiat de chacun des conjoints au partage des biens acquis pendant le mariage. Sans doute n'y a-t-il pas de masse commune, mais l'existence de cette masse administrée par le mari n'est pas un élément nécessaire de la communauté. L'essence de la communauté, c'est qu'il y ait des biens à partager une fois que l'union conjugale a pris fin.

Selon le projet, les acquêts ne comprennent que le produit du travail des époux et n'inclut pas le produit des propres. Il a paru conforme à la psychologie des époux québécois qu'ils soient associés pour ce qu'ils ont gagné en commun, mais que ce qui provenait de leur travail antérieur au mariage ou de biens de famille leur reste personnel. Sans doute la distinction entre les acquêts et les biens propres présentera-t-elle quelques difficultés du fait qu'ils seront confondus dans un même patrimoine, mais c'est là, comme le souligne le rapport général, une difficulté inhérente à tout régime matrimonial et qui, du reste, sera amoindrie par l'existence d'une présomption d'acquêts. Sans doute aussi, restait-il une possibilité de fraude de la part d'un époux à l'égard de l'autre, mais cette possibilité a paru minime et, de toute façon, la situation à cet égard ne pourrait être rendue plus désavantageuse que celle qui résulte d'un régime de séparation de biens pure et simple.

of the property acquired during the marriage. It is true that there is no common mass, but the existence of such a mass administered by the husband is not a necessary component of community. The essence of community is that there be property to be partitioned once the conjugal association has ended.

According to the draft, only the proceeds of the work of the consorts, and not that of their private property, are included in the acquests. It seemed in keeping with the psychology of Quebec consorts that they share what they have earned in common, but that they retain as their own what came from their work previous to marriage and property coming from their families. The distinction between acquests and private property will doubtless present a few difficulties since both will be mingled in any one patrimony; but, as is emphasized in the general report, this difficulty is inherent in all matrimonial regimes and it will, moreover, be mitigated by a presumption in favour of acquests. Undoubtedly, there also remains the possibility of fraud by one consort towards the other, but this possibility seemed minimal and, in any event, the situation could hardly be more disadvantageous in this respect than that resulting from a regime of separation of property pure and simple.

Section 1

DE CE QUI COMPOSE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

1266 Sous le régime de la société d'acquêts, les biens que chacun des époux possède lors du mariage ou qu'il acquiert par la suite, constituent des propres ou des acquêts, selon les règles prévues ci-après. -Art. 1266 C.C.

1267 Les acquêts comprennent le produit du travail des époux pendant le mariage, ainsi que les revenus et les biens qui en proviennent.

(nouveau)

1268 Restent propres à l'époux:

1) les biens dont il a la propriété ou la possession au jour de la célébration du mariage, ainsi que les revenus et fruits qui en proviennent;

2) les biens qui lui étoient pendant le mariage, par succession, legs ou donation;

3) les biens qu'il acquiert en remploi d'un propre ou à même les revenus ou fruits d'un propre;

4) ses vêtements, son linge personnel, ainsi que ses décorations, ses diplômes et sa correspondance.

(nouveau)

1269 Est également propre le bien acquis en échange d'un propre sauf récompense au profit des acquêts, s'il y a soulte.

Si toutefois la soulte est supérieure à la moitié de la valeur du

Section 1

WHAT THINGS COMPOSE THE PARTNERSHIP OF ACQUESTS

1266 Under the regime of partnership of acquests, the property each of the consorts possesses at the time of the marriage or subsequently acquires constitutes private property or acquests, according to the following rules. -Art. 1266 C.C.

1267 The acquests include the proceeds of the work of the consorts during the marriage as well as the revenues and property arising therefrom.

(new)

1268 There remains as private property of each consort:

1) property owned or possessed by him on the day when the marriage is solemnized, as well as the revenues and fruits arising therefrom;

2) property which falls to him during the marriage by succession, legacy or gift;

3) property acquired by him by way of replacement of private property or out of the revenues or fruits of private property;

4) clothing, personal linen, as well as decorations, diplomas and correspondence.

(new)

1269 Property acquired in exchange for private property is also private property, saving compensation in favour of the acquests in the case of a difference.

If, however, the difference is greater than half the value of the

Articles 1266 à 1277:

La société d'acquêts se compose uniquement du produit du travail des époux pendant le mariage, ainsi que des revenus qui en proviennent. Tous les autres biens restent à chaque époux.

L'article 1267 énonce le principe, les autres ont pour but de l'expliquer au regard de certaines catégories de biens afin d'éviter des difficultés d'interprétation éventuelles. Les solutions adoptées sont pour la plupart tirées de celles qui sont déjà en vigueur pour le régime de la communauté de biens. Quelques-unes, notamment celles du deuxième alinéa de l'article 1269 et du deuxième alinéa de l'article 1274, ont été proposées par la doctrine et suggérées par la Commission de réforme du Code civil français.

Il importe de remarquer, cependant, que l'article 1272 du projet, qui reproduit la règle de 1279a du code actuel, ne se limite pas au cas de dommages-intérêts résultant de délits, mais couvre les deux sources de responsabilité, tant la responsabilité contractuelle que la responsabilité délictuelle. A noter enfin la solution proposée relativement au produit des polices d'assurance (qui sera sans doute réétudiée à l'occasion de la révision des lois relatives à l'assurance), et celle concernant les droits de propriété intellectuelle et industrielle (art. 1273, 1274 et 1277).

A la dissolution du régime, comme il sera vu ci-après, un système de récompenses rétablira l'équilibre entre les propres et les acquêts: d'où les réserves prévues dans certains cas.

Articles 1266 to 1277:

The partnership of acquests consists only of the proceeds of the work of the consorts during marriage, as well as the revenues arising therefrom. All the other property remains the private property of each consort.

Article 1267 states the principle; the object of the other articles is to be explicit concerning certain categories of property in order to avoid possible difficulties of interpretation. For the most part the solutions adopted were drawn from those already in force for the regime of community of property. Some of them, notably those in the second paragraphs of articles 1269 and 1274 were proposed by the doctrine and recommended by the Commission of Revision of the French Civil Code.

However, it is important to notice that article 1272 of the draft, which reproduces the rule of article 1279a C.C. of the present Code, is not limited to the case of damages resulting from delicts, but covers the two sources of responsibility, the contractual as well as the delictual. Finally, attention is drawn to the solutions proposed with respect to the proceeds of insurance policies (which will, no doubt, be restudied upon the revision of the laws relating to insurance) and to intellectual and industrial property rights (art. 1273, 1274 and 1277).

As will be seen below, the balance between private property and acquests will be re-established at the dissolution of the regime by a system of compensation: whence the provision for reserves in certain instances.

bien qui fait l'objet de l'échange, ce bien devient acquêt à charge de récompense.

(nouveau)

1270 Lorsque l'époux acquiert pendant le mariage une part d'un bien dont il était copropriétaire en propre, la part ainsi acquise lui reste propre, sauf récompense s'il y a soulte.

(nouveau)

1271 Les pensions alimentaires, les pensions d'invalidité, de retraite ou autres droits de même nature dont bénéficie l'époux lui restent propres.

(nouveau)

1272 Sont également propres à l'époux les indemnités perçues après la célébration du mariage à titre de dommages-intérêts pour injures, torts personnels ou blessures corporelles, ainsi que le droit à ces indemnités et les actions qui en découlent.

(nouveau)

1273 Le bénéfice de l'assurance de personnes contractée par l'époux, soit à son profit personnel, soit au profit de son conjoint, reste propre à celui des époux qui est appelé à le recueillir, et aucune récompense n'est due en raison des sommes ou primes payées à même les acquêts, à moins qu'elles n'aient été manifestement exagérées eu égard à ses facultés.

(nouveau)

1274 Les biens propres acquis à titre d'accessoires ou d'annexes d'un bien propre, ainsi que les constructions faites sur un immeuble propre,

property acquired in exchange, such property becomes an acquet subject to compensation.

(new)

1270 When a consort acquires during marriage a share in property of which he was privately co-owner, such acquired share remains private property saving compensation in the case of a difference.

(new)

1271 Alimentary and disability allowances, retirement pensions or other rights of a similar nature profiting a consort remain private property.

(new)

1272 Compensation received by a consort after the solemnizing of marriage as damages for injury, personal wrongs or bodily injuries, as well as the right to such compensation and the action consequent thereon, shall likewise be private property.

(new)

1273 Benefits resulting from a consort's personal insurance, whether the insurance was for his personal profit or that of his consort, is the private property of the consort who is entitled to them, and no compensation is due by reason of the sums or premiums paid out of the acquets unless they were manifestly exaggerated in relation to his means.

(new)

1274 Private property acquired as accessories or annexes to private property, as well as constructions erected on an immoveable which is

restent propres, sauf récompense s'il y a lieu. Si c'est à même les acquêts qu'a été acquis l'accessoire ou l'annexe, ou qu'a été faite la construction, et que sa valeur soit supérieure à celle du bien propre, le tout devient acquêt à charge de récompense.

(nouveau)

1275 Le produit de toute capitalisation de réserves ou de surplus, de toute distribution de nature capitale ainsi que toute prime de rachat ou de remboursement anticipé et tout droit de souscription, afférents à des valeurs mobilières propres à l'un des époux, lui restent propres.

(nouveau)

1276 Les produits des mines et carrières ouvertes sur un fonds de terre propre à l'époux lui restent propres.

(nouveau)

1277 Les droits de propriété intellectuelle et industrielle sont propres; seuls sont acquêts les produits et revenus qui en proviennent et qui sont perçus au cours du régime.

(nouveau)

Section 2

DE L'ADMINISTRATION DES BIENS ET DE LA RESPONSABILITE DES DETTES

1278 Chaque époux a l'administration, la jouissance et la libre disposition de tous ses biens propres et de ses acquêts. Il ne peut cependant, sans le concours de son conjoint, disposer de ses acquêts entre vifs à titre gratuit, si ce n'est de sommes modiques et de pré-

private property, remain private saving compensation when it is due. If the accessory or annex was acquired, or the construction made, from acquests and its value be greater than that of the private property, the whole becomes an acquest subject to compensation.

(new)

1275 The proceeds of any capitalization of reserves or surplus, of any distribution of a capital nature as well as any redemption or prepayment premiums and any subscription warrants, pertaining to securities belonging to one of the consorts, remain his private property.

(new)

1276 The products of mines and quarries opened on land which is the private property of a consort are also his private property.

(new)

1277 Intellectual and industrial property rights are private property; only the proceeds and revenues arising therefrom received during the regime are acquests.

(new)

Section 2

THE ADMINISTRATION OF THE PROPERTY AND THE LIABILITY FOR DEBTS

1278 Each consort has the administration, enjoyment and free disposal of all his private property and acquests. He cannot however, without the concurrence of his consort, dispose of his acquests by gratuitous title inter vivos, with the exception of modest sums and customary presents.

Articles 1278 à 1281:

Pendant la durée du régime, chaque époux reste maître de son patrimoine et peut disposer de ses biens tant propres qu'acquêts. Il a paru toutefois nécessaire de limiter le droit de chacun de disposer de ses biens à titre gratuit.

Articles 1278 to 1281:

Each consort is master of his patrimony during the continuance of the regime and may dispose of his property whether it be private property or acquests. It appeared necessary, however, to limit the right of each consort to dispose of his property by gratuitous title.

sents d'usage.

(nouveau)

1279 Chacun des époux est tenu, tant sur ses biens propres que sur ses acquêts, de toutes les dettes nées de son chef avant ou pendant le mariage; pendant la durée du régime, il n'est pas tenu des dettes nées du chef de son conjoint, sous réserve des dispositions des articles 178 et 180.

(nouveau)

1280 Si l'un des époux a eu la jouissance des biens de son conjoint, il n'est comptable que des fruits existants, et non de ceux qui ont été consommés avant qu'il n'ait été mis en demeure de rendre compte.

(nouveau)

1281 Les époux contribuent aux charges du ménage en proportion de leurs ressources respectives. A défaut d'accord entre eux, le tribunal peut, sur requête, déterminer la part contributoire de chacun.

(nouveau)

Section 3

DE LA DISSOLUTION ET DE LA LIQUIDATION DU REGIME

1282 La société d'acquêts se dissout:

- 1) par la mort de l'un des époux;
- 2) par le jugement qui prononce la séparation de corps ou la séparation de biens;
- 3) par l'absence de l'un des époux dans les cas prévus aux articles 109 et 110.

(nouveau)

(new)

1279 Each consort renders liable both his private property and acquests for all the debts incurred by him before or during the marriage; he is not liable during the continuance of the regime for the debts incurred by his spouse, saving the provisions of articles 178 and 180.

(new)

1280 If one of the consorts has had the enjoyment of the property of his consort, he is accountable only for the fruits then existing and not for those consumed before he has been put in default to render an account.

(new)

1281 The consorts contribute to the expenses of the household in proportion to their respective means. In the case of disagreement, the court may, on motion, fix their contributory portions.

(new)

Section 3

THE DISSOLUTION AND LIQUIDATION OF THE REGIME

1282 The partnership of acquests is dissolved:

- 1) by the death of one of the consorts;
- 2) by a judgment pronouncing separation from bed and board or separation of property;
- 3) by the absence of one of the consorts in the cases provided for in articles 109 and 110.

(new)

Par voie de conséquence, les dettes restent personnelles. Il peut arriver que l'un des époux soit appelé en vertu d'un mandat à agir pour l'autre, et c'est ce que prévoit la dernière proposition de l'article 1279.

As a consequence, the debts are personal. It may happen that one of the consorts is called to act for the other under a mandate and this is provided for in the final clause of article 1279.

L'article 1280 est fondé sur le principe que, dans l'hypothèse envisagée, il existe une présomption à l'effet que les fruits ont été utilisés pour l'entretien du ménage. C'est pourquoi le conjoint n'est pas comptable des fruits consommés avant d'avoir été mis en demeure de rendre compte.

Article 1280 is based on the principle that there exists a presumption that the fruits, in the hypothesis envisaged, were applied to the maintenance of the household. Thus the consort is not accountable for the fruits consumed before having been put in default to render an account.

L'obligation de chacun des époux de contribuer aux charges du ménage est édictée dans les mêmes termes que sous le régime de la séparation de biens.

The obligation of each of the consorts to contribute to the expenses of the household is enacted in the same terms as under the regime of separation of property.

Article 1282:

La société d'acquêts se dissout pour les mêmes causes que la communauté sous l'empire du Code actuel, et cet article 1282 doit se lire avec les articles 1429 et suivants du projet.

Article 1282:

The partnership of acquets is dissolved for the same causes as community under the present Code, and this article 1282 must be read with articles 1429 and following of the draft.

1283 Après la dissolution du régime, chaque époux conserve ses biens propres.

Il a la faculté d'accepter le partage des acquêts de son conjoint ou d'y renoncer, nonobstant toute convention contraire.

(nouveau)

1284 L'acceptation peut être expresse ou tacite. L'acceptation tacite peut résulter notamment de l'immixtion de l'époux dans la gestion des acquêts de son conjoint, postérieurement à la dissolution du régime. Les actes conservatoires ou de pure administration n'emportent point immixtion.

(nouveau)

1285 La renonciation doit être faite par acte notarié portant minute ou par déclaration judiciaire dont il est donné acte par le tribunal. Elle doit être enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où se trouve le domicile conjugal.

L'époux qui n'a pas enregistré sa renonciation dans un délai d'un an à compter du jour de la dissolution est réputé acceptant.

(nouveau)

1286 Si l'époux renonce, la part à laquelle il aurait eu droit dans les acquêts de son conjoint reste acquise à ce dernier.

Toutefois les créanciers de l'époux peuvent attaquer la renonciation faite par lui ou ses héritiers en fraude de leurs droits et accepter de leur chef. Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers et jusqu'à concurrence de leurs créances.

(nouveau)

1283 After the dissolution of the regime, each consort retains his private property.

He has the option of accepting or renouncing the partition of the acquests of his consort, notwithstanding any agreement to the contrary.

(new)

1284 Acceptance may be either express or tacit. In particular, tacit acceptance may result where a consort intermeddles in the management of the acquests of his consort subsequent to the dissolution of the regime. Conservatory acts or those of mere administration do not constitute intermeddling.

(new)

1285 The renunciation must be made by a notarial deed en minute or by a judicial declaration which is recorded by the court. It must be registered in the office of the registration division where the conjugal domicile is situated.

The consort who has not registered his renunciation within a delay of one year from the day of the dissolution is deemed to have accepted.

(new)

1286 If a consort renounces, the share of his spouse's acquests to which he would have been entitled remains vested in the latter.

The creditors of the consort may, however, impugn the renunciation made by him or his heirs in fraud of their rights and may accept in their own right. In such case, the renunciation is annulled only in favour of the creditors and to the extent of the amount of their claims.

(new)

Articles 1283 à 1289:

A la dissolution du régime, chaque époux a la faculté d'accepter le partage des acquêts de son conjoint ou d'y renoncer; toute convention contraire est nulle. Les modalités de cette acceptation ou de cette renonciation sont analogues à celles qui régissent actuellement le droit d'option de la femme sous le régime de la communauté. Il est à noter que les auteurs du projet ont hésité à maintenir cette faculté de renonciation: il aurait suffi de décider qu'un époux ne pourrait être tenu des dettes de son conjoint au-delà de son émolument. Ils ont toutefois pensé que le droit de renoncer contribuerait en certaines hypothèses à simplifier les opérations de liquidation.

Articles 1283 to 1289:

On the dissolution of the regime each consort has the option either to accept or renounce the partition of the acquets of his consort; any agreement to the contrary is null. The acceptance or renunciation is to be effected in a manner analogous to that presently governing the right of option of the wife under the regime of community. It is to be noted that the authors of the draft hesitated before retaining this right of renunciation: it would have sufficed to decide that a consort could not be held liable for the debts of his spouse over and above the advantage he received. They felt, however, that under certain circumstances the right of renunciation would tend to simplify the operations of liquidation.

1287 L'époux qui a diverti ou recélé des acquêts de son conjoint est déclaré acceptant, nonobstant toute renonciation de sa part.

(nouveau)

1288 L'acceptation ou la renonciation une fois faite est irrévocable.

(nouveau)

1289 Lorsque le régime est dissous par le décès, les héritiers de l'époux décédé ont la faculté d'accepter le partage des acquêts du conjoint survivant ou d'y renoncer, et les dispositions des articles 1282 à 1286 leur sont applicables. Si, parmi les héritiers, l'un accepte et les autres renoncent, celui qui accepte ne peut prendre que la portion d'acquêts qu'il aurait eue si tous avaient accepté.

Lorsqu'un époux décède alors qu'il est encore en droit de renoncer, ses héritiers ont, à compter du décès, un nouveau délai d'un an pour enregistrer leur renonciation.

(nouveau)

1290 Si l'époux, ou ses ayants droit, acceptent le partage des acquêts du conjoint, il doit d'abord être formé deux masses des biens du patrimoine du conjoint, l'une constituée des propres, l'autre des acquêts.

Tout bien est réputé acquêt, sauf preuve contraire établie, tant entre les époux qu'à l'égard des tiers, selon les règles du droit commun.

(nouveau)

1287 The consort who has abstracted or concealed acquests belonging to his spouse is declared to have accepted, notwithstanding any renunciation on his part.

(new)

1288 An acceptance or a renunciation once made is irrevocable.

(new)

1289 When the regime is dissolved by death, the heirs of the deceased consort have the option of accepting or renouncing the partition of the acquests of the surviving spouse, and the provisions of articles 1282 to 1286 apply to them. Where one of the heirs accepts and the other heirs renounce, he who accepts can only take the portion of the acquests which he would have had if all had accepted.

When a consort dies without having lost the right to renounce, his heirs have a further delay of a year from the date of the death within which to register their renunciation.

(new)

1290 If the partition of the acquests of the consort is accepted by his spouse or those who succeed to his rights, the property of the patrimony of the spouse must first be divided into two masses, one consisting of private property and the other of acquests.

All property is deemed to constitute acquests, save proof to the contrary which, both respecting consorts as well as third parties, shall be made according to the ordinary rules of law.

(new)

Articles 1290 à 1293:

La liquidation est envisagée par rapport à chaque patrimoine comme l'exige le principe de base du régime, à savoir le droit d'un époux à la moitié des acquêts de son conjoint. La première opération consiste donc à distinguer dans le patrimoine de chacun des époux les propres et les acquêts, ce que prévoit l'article 1290. Le deuxième alinéa de cet article édicte la présomption d'acquêts à laquelle il a été fait allusion précédemment.

Articles 1290 to 1293:

The liquidation is considered in relation to each patrimony as required by the basic principle of the regime - that is to say, the right of each consort to one-half of the acquests of his spouse. The first step, therefore, is to distinguish the private property from the acquests in the patrimony of each consort; this is provided for by article 1290. The second paragraph of this article enacts the presumption in favour of acquests, mentioned previously.

1291 Il est ensuite dressé un compte des récompenses dues par les deux masses ainsi formées, l'une à l'égard de l'autre, en raison de l'enrichissement dont l'une aurait bénéficié au détriment de l'autre.

L'enrichissement est évalué au jour de la dissolution du régime; mais, en aucun cas, la récompense à laquelle il donne lieu ne peut excéder le montant de la dépense réellement effectuée.

Les dettes non acquittées, encourues au profit des propres, donnent lieu à récompense comme si elles avaient été payées à même les acquêts.

Aucune récompense n'est due en raison d'impenses n'ayant servi qu'à l'entretien ou à la conservation des biens.

Le paiement, aux dépens des acquêts, d'une amende encourue en vertu de quelque disposition pénale de la loi donne, dans tous les cas, lieu à récompense.

Si le compte accuse un solde en faveur des acquêts, l'époux titulaire du patrimoine, ou ses ayants droit, en font rapport à la masse partageable, soit en moins prenant, soit en valeur, soit à même les propres. Si le compte accuse au contraire un solde en faveur des propres, l'époux, ou ses ayants droit, prélèvent parmi les acquêts des biens jusqu'à concurrence de la somme due.

(nouveau)

1292 Le règlement des récompenses effectué, la masse des acquêts se partage par moitié entre les époux, ou leurs ayants droit, suivant les règles prévues au titre des successions pour les partages entre cohéritiers, à moins que l'époux titulaire du patrimoine, ou ses ayants droit, ne préfèrent désintéresser le conjoint, ou ses ayants droit, pour la totalité ou pour une part de ce

1291 A statement is then prepared of the compensation owed by each of the two masses so formed by reason of the enrichment of one at the expense of the other.

The value of the enrichment is established on the day of the dissolution of the regime, but the compensation to which it gives rise shall in no case exceed the expenditure really made.

The unpaid debts incurred for the benefit of private property give rise to compensation as if they had been paid by the acquests.

No compensation is owed for expenditures which have been made only for the maintenance or conservation of property.

The payment out of acquests of a fine incurred in virtue of any penal provision of the law gives rise to compensation in all cases.

If the statement shows a balance in favour of acquests, the consort who holds the patrimony, or those who succeed to his rights, makes a return to the mass to be partitioned either by taking less, or in value or from his private property. If, on the contrary, the statement shows a balance in favour of private property, the consort, or those who succeed to his rights, pretakes assets from his acquest up to the amount owed.

(new)

1292 Once the adjustment of compensation has been carried out, the mass of acquests is divided in half between the consorts, or those succeeding to their rights, according to the rules provided for in the title of Successions for partitions between coheirs, unless the consort who holds the patrimony, or those succeeding to his rights, prefers to reimburse his spouse, or those suc-

Une fois cette opération complétée - laquelle peut n'être que comptable - il faut procéder aux récompenses. Le principe des récompenses est à l'effet que, dans chacun des patrimoines, une des deux masses de biens doit à l'autre la valeur de l'enrichissement dont elle aurait bénéficié au détriment de l'autre. Il est entendu que l'enrichissement d'une masse doit être évalué au moment de la dissolution du régime, mais que le montant de la récompense ne doit pas excéder le montant du déboursé réel. Ainsi quand un époux a fait sur son immeuble propre des améliorations à même ses acquêts, la récompense due par la masse des propres à la masse des acquêts sera égale au plus faible des deux montants: soit le montant de la plus-value actuelle, soit le montant déboursé par les acquêts.

A noter que le rapport d'une masse à une autre peut se faire en valeur, puisqu'en définitive le partage lui-même pourra se faire en valeur. Ainsi toute cette liquidation est en somme un procédé comptable, beaucoup plus simple que la liquidation de la communauté traditionnelle.

L'article 1292 prévoit les opérations de partage une fois le règlement des récompenses effectué. Le premier alinéa affirme la possibilité d'un partage en valeur au choix du titulaire du patrimoine dont les acquêts sont partagés. Mais le deuxième alinéa implique une réserve pour la maison d'habitation et les biens de caractère familial lorsque la dissolution du régime résulte du

Once this step has been completed - it may amount to no more than a matter of accountancy - the compensations must then be proceeded with. The principle of compensation is that in each patrimony the mass of property enriched at the expense of the other owes the latter the amount of such enrichment. It is, of course, understood that such enrichment must be valued at the moment of the dissolution of the regime, but that the amount of the compensation must not exceed the amount of the actual outlay. Thus, when a consort has made improvements on an immoveable forming part of his private property out of his acquests, the compensation will be equal to the lesser of the two amounts: either that of the current additional value or the amount paid with the acquests.

It is to be noted that the return from one mass to another can be effected in value, since in the final analysis the partition itself can be effected in value. Thus, this whole liquidation is an exercise in accounting, much simpler than that of the traditional community.

Article 1292 provides for the operations of partition that are to take place once the adjustment of compensation has been carried out. The first paragraph affirms that a partition may be made in value at the choice of he whose acquests are partitioned. But the second paragraph provides for a reservation with respect to a dwelling house and property of a family nature

qui lui revient, en lui en payant la valeur.

Toutefois, si la dissolution du régime résulte du décès ou de l'absence de l'époux titulaire du patrimoine, le conjoint peut exiger que l'on place dans son lot, moyennant paiement par lui au comptant d'une soulte, s'il y a lieu, la maison d'habitation, les meubles de ménage, l'établissement industriel, agricole ou commercial de caractère familial, qui font partie de la masse partageable.

Cependant, celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets compris dans les acquêts est privé de sa part dans lesdits effets.

A défaut d'accord entre les parties, l'estimation des biens aux fins d'application des dispositions du présent article est faite par des experts désignés par les parties elles-mêmes ou, à défaut, par un juge de la Cour supérieure du district du domicile conjugal.

(nouveau)

1293 La dissolution du régime ne peut préjudicier, avant le partage, au recours des créanciers antérieurs sur l'intégralité du patrimoine de leur débiteur.

Après la partage, les deux époux, ou leurs ayants droit, deviennent solidairement responsables des dettes nées avant la dissolution du régime du chef de l'époux titulaire du patrimoine, mais ils n'en sont tenus entre eux que chacun pour moitié.

(nouveau)

ceeding to the latter's rights, by paying the whole or a part of what is due to him.

If, however, the dissolution of the regime results from the death or absence of the consort who holds the patrimony, his spouse may require, on payment in cash of any balance, that his share contain such dwelling house, household furniture and industrial, agricultural or commercial establishment of a family nature as form part of the partitionable mass.

However, the consort who has abstracted or concealed any effects forming part of the acquets, forfeits his share in the said effects.

In the absence of agreement between the parties, the evaluation of property for the purposes of the application of the provisions of the present article is done by experts designated by the parties themselves or, failing this, by a judge of the Superior Court of the district of the conjugal domicile.

(new)

1293 The dissolution of the regime cannot prejudice the recourse of prior creditors against the whole of the patrimony of their debtor before the partition takes place.

After the partition, the two consorts, or those succeeding to their rights, become jointly and severally liable for the debts incurred before the dissolution by the consort who was holder of the patrimony, but as between themselves they are each liable for only one half of such debts.

(new)

décès ou de l'absence de l'époux titulaire du patrimoine. Cette réserve a paru nécessaire pour sauvegarder l'unité de la famille.

when the dissolution of the regime results from the death or absence of the consort who holds the patrimony. This reservation appeared necessary to safeguard the unity of the family.

Enfin l'article 1293 règle le problème des dettes une fois le partage effectué. A cet égard, la préoccupation majeure doit être de sauvegarder intégralement le droit de gage des créanciers. Ceux-ci avaient un recours contre l'intégralité du patrimoine du débiteur au moment où ils ont contracté avec lui et la solution adoptée maintient ce recours.

Après le partage, les deux époux demeurent solidairement responsables des dettes non acquittées (ce qui ne peut évidemment préjudicier aux créanciers), mais ils n'en sont tenus entre eux que chacun pour moitié. Cela se comprend puisque les dettes non acquittées ont été considérées comme passif des acquêts et prises en considération dans le calcul des récompenses.
-Art. 1291, al. 3.

Finally, article 1293 regulates the problem of the debts once the partition has been accomplished. The principal concern in this regard must be the complete protection of the common pledge of the creditors. The latter had a recourse against the debtor's entire patrimony at the moment when they contracted with him and the solution adopted maintains this recourse.

After the partition, the consorts remain jointly and severally liable for the unpaid debts (which clearly does not prejudice the creditors), but as among themselves each is only liable for half. This is understandable since the unpaid debts were considered as liabilities of the acquets and were taken into account in the calculation of the compensations.
-Art. 1291, par. 3.

DISPOSITION TRANSITOIRE

1294 Les époux mariés sous le régime de la communauté légale de biens lors de la mise en vigueur de la présente loi pourront, d'un commun accord, dans l'année qui suit, opter pour la société d'acquêts.

L'option doit être constatée par acte notarié portant minute et, sous peine de déchéance, être enregistrée dans les trois mois au bureau de la division d'enregistrement dans le ressort du domicile des époux.

L'option ainsi faite emporte adoption du régime de la société d'acquêts depuis la date de la célébration du mariage, sans toutefois que le mari soit comptable des fruits et revenus des propres de sa femme.

(nouveau)

CHAPITRE III

DE LA COMMUNAUTE DE BIENS

1295 La communauté de meubles et acquêts prévue à la section 1 du présent chapitre s'établit par la simple déclaration faite au contrat de mariage que l'on entend qu'elle existe.

Cette communauté peut être modifiée par des conventions particulières dont les principales et les plus courantes sont exposées dans la section 2 du présent chapitre.

Les époux qui, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, étaient soumis au régime de la communauté légale et qui n'ont pas exercé leur option, conformément à l'article 1294, sont assujettis aux règles de

TRANSITIONAL PROVISION

1294 Consorts married under the regime of legal community of property at the time of the coming into force of the present law may opt, by common agreement and within the year, for the partnership of acquests.

The option must be established by notarial deed en minute and must, under pain of forfeiture, be registered within three months in the office of the registration division in which the consorts are domiciled.

The option so made carries with it the adoption of the regime of partnership of acquests from the date of the solemnizing of the marriage without, however, the husband being accountable for the fruits and revenues of his wife's private property.

(new)

CHAPTER III

COMMUNITY OF PROPERTY

1295 Community of moveables and acquests provided for in section 1 of the present chapter is established by the simple declaration which the parties make in the marriage contract of their intention that it shall exist.

This community may be changed by particular agreements, the principal and most usual of which are set forth in section 2 of the present chapter.

Consorts who were subjected to the regime of legal community before the coming into force of the present law and have not exercised their option according to article 1294, are subject to the rules of community of

DISPOSITION TRANSITOIRE

Article 1294:

Il s'agit ici d'une disposition transitoire permettant aux époux qui n'ont pas fait de contrat de mariage d'opter pour le nouveau régime légal s'ils le jugent à propos. La disposition a paru essentielle pour ne pas priver les époux du bénéfice de la loi nouvelle, sans pour autant les forcer malgré eux à changer le régime sous lequel ils sont mariés. Par ailleurs, il n'y avait pas lieu de permettre ce choix aux époux qui avaient déjà conventionnellement choisi un régime particulier.

TRANSITIONAL PROVISION

Article 1294:

This is a transitional provision allowing consorts who have not entered into a marriage contract to decide in favour of the new legal regime if they see fit to do so. This provision seemed essential in order not to deprive consorts of the benefit of the new law, without, however, forcing them to change against their wills the regime under which they married. There was, on the other hand, no reason to give this choice to consorts who had already chosen a particular regime by contract.

CHAPITRE III

DE LA COMMUNAUTE DE BIENS

Une fois exposées les règles du régime légal, il importe de prévoir un certain nombre de régimes conventionnels que les époux pourront adopter par contrat de mariage. Ces régimes sont soit des régimes communautaires dont les diverses modalités sont prévues sous ce chapitre, soit le régime de la séparation de biens réglé au chapitre V.

Article 1295:

Disposition transitoire qui correspond à l'article 1271 du Code actuel. Le troisième alinéa est nécessaire pour tenir compte des époux qui n'exerceront pas l'option prévue par l'article 1294.

CHAPTER III

COMMUNITY OF PROPERTY

The rules of the legal regime having been set forth, it is important to provide for a certain number of conventional regimes which the consorts may adopt by marriage contract. These regimes are either community regimes, the various forms of which are provided for in this chapter, or the regime of separation of property which is regulated in chapter V.

Article 1295:

A transitional provision which corresponds to article 1271 of the present Code. The third paragraph is necessary with respect to consorts who do not exercise the option provided for by article 1294.

la communauté de meubles et acquêts prévues à la section 1 du présent chapitre. -Art. 1268 et 1271 C.C.

Section 1

DE LA COMMUNAUTE DE MEUBLES ET ACQUETS

S/S 1: De ce qui compose la communauté de meubles et acquêts tant en actif qu'en passif -

1296 La communauté se compose activement:

1) de tout le mobilier que les époux possèdent le jour de la célébration du mariage, et aussi de tout le mobilier qu'ils acquièrent ou qui leur échoit pendant le mariage par succession, legs ou donation, si le donateur ou testateur n'a exprimé le contraire;

2) de tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, provenant des biens qui appartiennent aux époux lors de la célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage à quelque titre que ce soit;

3) de tous les immeubles qu'ils acquièrent pendant le mariage.
-Art. 1272 C.C.

1297 Tout immeuble est réputé conquis de communauté, s'il n'est établi que l'un des époux en avait la propriété ou la possession légale antérieurement au mariage, ou qu'il lui est échu depuis par succession ou à titre équipollent.
-Art. 1273 C.C.

moveables and acquests provided for in section 1 of the present chapter. -Art. 1268 and 1271 C.C.

Section 1

COMMUNITY OF MOVEABLES AND ACQUESTS

S/S 1: What things compose the assets and liabilities of the community of moveables and acquests -

1296 The assets of the community consist:

1) of all the moveable property which the consorts possess on the day when the marriage is solemnized, and also of all the moveable property which they acquire during marriage, or which falls to them, during that period, by succession, legacy or gift, if the donor or testator have not otherwise provided;

2) of all the fruits, revenues, interest, and arrears, of whatsoever nature they may be, which fall due or are received during the marriage, and arise from property which belonged to the consorts at the time of their marriage, or from property which has accrued to them during marriage, by any title whatever;

3) of all the immoveables they acquire during the marriage.
-Art. 1272 C.C.

1297 All immoveables are deemed to be joint acquests of the community, if they be not proved to have belonged to one of the consorts, or to have been in his legal possession, previously to the marriage, or to have fallen to him subsequently by succession or other equivalent title.
-Art. 1273 C.C.

Section 1

DE LA COMMUNAUTE
DE MEUBLES ET ACQUETS

L'esprit dans lequel ont été partiellement modifiées les règles du régime de communauté de biens, - qui devient en vertu du projet un régime conventionnel -, a déjà été mis en lumière (voir, plus haut, Introduction, no 13). La loi du 18 juin 1964, dans le but de rendre la femme pleinement capable et de lui accorder plus de pouvoirs sous le régime de droit commun, avait déjà porté atteinte à certaines notions traditionnelles de la communauté de meubles et acquets. Bien que le mari restât maître des biens communs, ses pouvoirs d'agir avaient été restreints et il n'était plus l'administrateur des propres de sa femme. Ces idées ont été respectées dans toutes leurs conséquences.

Sous la nouvelle communauté de biens du projet, la masse commune, constituée de la même manière que sous le Code actuel, reste sous le contrôle et sous l'administration du mari. Mais la femme n'est nullement limitée dans son pouvoir d'agir; ses actes toutefois n'engageront les biens communs qu'à défaut d'opposition du mari.

S/S 1: De ce qui compose la communauté de meubles et acquets tant en actif qu'en passif -

Articles 1296 à 1304:

La composition active de la nouvelle communauté de meubles et acquets est la même que celle prévue au Code actuel aux articles 1272 à 1279a. A remarquer toutefois que ce dernier article a été partiellement modifié dans le sens suggéré plus haut dans le commentaire concernant l'article 1272 du projet.

Section 1

COMMUNITY OF
MOVEABLES AND ACQUESTS

The spirit in which the rules of the regime of community of property - which becomes by virtue of the draft a conventional regime - have been partially changed, has already been explained (see Introduction, par. 13). The law of June 18, 1964, with the aim of making the wife fully capable and of granting her more powers under the legal regime, had already struck at certain traditional notions of community of moveables and acquets. Although the husband remained master of the community property, his powers of acting had been curtailed and he no longer administered the private property of his wife. These ideas have been carried to their logical conclusions.

Under the draft's new community of property, the common mass, which is constituted in the same way as under the present Code, remains under the control and administration of the husband. But the wife's power to act is in no way limited; she will, however, only bind the community property in the absence of the husband's opposition.

S/S 1: What things compose the assets and liabilities of the community of moveables and acquets -

Articles 1296 to 1304:

The assets of the new community of moveables and acquets are the same as those provided for in the present Code articles 1272 to 1279a. It is to be noted, however, that this last article has been partially modified in the way suggested above in the commentary on article 1272 of the draft.

1298 Les mines et les carrières sont, quant à la communauté, soumises aux règles posées à leur égard, au titre de l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation.

Le produit de celles qui ne sont ouvertes sur l'héritage propre de l'un des conjoints, que pendant le mariage, ne tombe pas dans la communauté; mais quant à celles qui étaient ouvertes et exploitées antérieurement, l'exploitation peut en être continuée au profit de la communauté. -Art. 1274 C.C.

1299 Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage ou qui leur échoient pendant sa durée, par succession ou à titre équipollent, n'entrent point en communauté.

Néanmoins si un des époux avait acquis un immeuble depuis le contrat de mariage contenant stipulation de communauté, et avant la célébration du mariage, l'immeuble acquis dans cet intervalle entre dans la communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite en exécution de quelque clause du contrat, auquel cas, elle est réglée suivant la convention.

-Art. 1275 C.C.

1300 A l'égard des immeubles, les donations par contrat de mariage, y compris celles à cause de mort, celles faites durant le mariage, et les legs faits par les ascendants de l'un des époux, soit à celui d'entre eux qui est leur successible, soit à l'autre, à moins de déclaration explicite au contraire, ne sont censés faits qu'à l'époux successible, et lui demeurent propres comme équipollents à succession.

La même règle a lieu lors même que la donation ou le legs sont faits, dans leurs termes, aux deux époux conjointement.

1298 Mines and quarries are subject, as regards community, to the rules laid down concerning them, in the title Usufruct, Use and Habitation.

The product of such mines and quarries as are opened during the marriage, upon the private property of one of the consorts, does not fall into the community; but such as were opened and worked previously to the marriage, may continue to be worked for the benefit of the community.

-Art. 1274 C.C.

1299 The immoveables which the consorts possess on the day when the marriage is solemnized, or which fall to them during its continuance, by succession or an equivalent title, do not enter into the community.

Nevertheless, if, after the contract of marriage in which community is stipulated and before the marriage is solemnized, one of the consorts purchase an immoveable, the immoveable purchased in such interval falls into the community; unless the purchase has been made in execution of some clause of the contract, in which case it is regulated according to the agreement. -Art. 1275 C.C.

1300 Gifts by contract of marriage, those which are in contemplation of death included, gifts during marriage, and legacies, made by ascendants of one of the consorts, either to the consort entitled to inherit from them or to the other, are deemed, as regards immoveables, unless there is an express declaration to the contrary, to be made to the consort entitled to inherit, and are his private property, as being acquired under a title equivalent to succession.

The same rule applies even when the gift or the legacy, in its terms, is made to both consorts jointly.

100. The first and foremost thing
to be done is to get the
system, in which the
management has been
working, into a
state of complete
collapse.

101. The second thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

102. The third thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

103. The fourth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

104. The fifth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

105. The sixth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

106. The seventh thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

107. The eighth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

108. The ninth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

109. The tenth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

110. The eleventh thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

111. The twelfth thing to be done
is to get the system
into a state of complete
collapse, in which the
management has been
working, into a state of
complete collapse.

Toutes autres donations et legs ainsi faits par d'autres, aux époux conjointement ou à l'un d'eux, suivent la règle contraire et entrent dans la communauté, à moins qu'ils n'en aient été exclus spécialement. -Art. 1276 C.C.

1301 L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant, à l'un des conjoints, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, n'entre pas en communauté; sauf récompense ou indemnité. -Art. 1277 C.C.

1302 L'immeuble acquis pendant le mariage à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des époux, n'entre pas en communauté et est subrogé aux lieu et place de celui qui a été aliéné, sauf la récompense s'il y a soulte. -Art. 1278 C.C.

1303 L'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme pas un conquêt; sauf à indemniser la communauté de la somme qui en a été tirée pour cette acquisition.

Dans le cas où le mari devient seul et en son nom personnel, acquéreur ou adjudicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, a le choix ou d'abandonner l'immeuble à la communauté, laquelle devient alors débitrice envers la femme de la portion appartenant à cette dernière dans le prix, ou de retirer l'immeuble en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition. -Art. 1279 C.C.

All gifts and legacies thus made to the consorts jointly, or to one of them, by others than ascendants, come under the contrary rule, and fall into the community unless they have been expressly excluded. -Art. 1276 C.C.

1301 Immoveables abandoned or ceded to one of the consorts by his father or mother, or any other ascendant, either in satisfaction of debts due him by the latter, or subject to the payment of the debts due by the donor to strangers, do not fall into the community; saving compensation or indemnity. -Art. 1277 C.C.

1302 Immoveables acquired during marriage, in exchange for others which belong to one of the consorts, do not enter into the community and are substituted in the place and stead of the immoveables thus alienated; saving compensation if a difference have been paid. -Art. 1278 C.C.

1303 A purchase made during marriage, under title of licitation, or otherwise, of a portion of an immoveable, in which one of the consorts owned an undivided share, does not constitute a joint acquest; saving the right of the community to be indemnified for the amount withdrawn from it, to make such purchase.

Where the husband, alone and in his own individual name, acquires by purchase or by adjudication, part or the whole of an immoveable, in which the wife owned an undivided share, she has the option, at the dissolution of the community, either of abandoning the immoveable to the community, which then becomes her debtor for her share in the price, or of taking back the immoveable and refunding to the community the price of the purchase. -Art. 1279 C.C.

1304 Sont propres à chacun des époux les indemnités perçues après la célébration du mariage à titre de dommages-intérêts pour injures, torts personnels ou blessures corporelles, ainsi que le droit à ces indemnités et l'action qui en découle. -Art. 1279a C.C.

1305 La communauté se compose passivement:

1) de toutes les dettes mobilières dont les époux sont grevés au jour de la célébration du mariage; et de toutes ou de partie de celles dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient, les legs ou les donations qui leur sont faits durant le mariage, selon les règles prévues aux articles 1307, 1308, 1309, 1310 et 1311;

2) des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme sans opposition du mari, sauf récompense s'il y a lieu;

3) des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux;

4) des réparations usufruituaires des immeubles qui n'entrent point en communauté;

5) des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants et de toute autre charge du mariage. -Art. 1280 C.C.

1306 La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme qu'autant qu'elles sont constatées par acte authentique antérieur au mariage, ou ayant acquis avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires audit acte, ou par quelque autre preuve satisfaisante, excepté

1304 Compensation received by a consort after the celebration of marriage as damages for injury, for personal wrongs or for bodily injuries, as well as the right to such compensation and the action consequent thereon, shall be the private property of the consort. -Art. 1279a C.C.

1305 The liabilities of the community consist:

1) of all moveable debts due by the consorts on the day when the marriage was solemnized; and of all or a part of those due by the successions which fall to them, or by the legacies or gifts which are made to them during the marriage, according to the rules provided in articles 1307, 1308, 1309, 1310 and 1311;

2) of the debts, whether of capital sums, arrears, or interest, contracted by the husband during the community, or by the wife without opposition by the husband, saving compensation when it is due;

3) of the arrears and interest only of such rents and debts as are personal to either of the two consorts;

4) of the repairs which attach to the usufruct of such immoveables as do not fall into the community;

5) of the maintenance of the consorts, of the education and support of the children, and of all the other charges of marriage. -Art. 1280 C.C.

1306 The community is liable for the moveable debts contracted by the wife before marriage, only in so far as they are established by an authentic deed anterior to the marriage, or by a deed which before that event had acquired a certain date either by means of registration or of the death of one or more of its signers, or other sufficient proof, except in commercial matters, in which proof

Articles 1305 à 1313:

Comme dit précédemment, la principale réforme suggérée, quant à ce régime, concerne le passif de la communauté. Il importe de donner à la femme le plein pouvoir d'agir, mais tout en sauvegardant l'unité de gestion du patrimoine commun; et le mari étant définitivement tenu des dettes de la communauté - puisqu'à la dissolution du régime il ne peut y renoncer - il importe que lui seul puisse définitivement l'engager. Bref, le mari ne doit pas pouvoir empêcher sa femme d'agir, mais il doit pouvoir empêcher que les actes de celle-ci ne lient les biens communs. C'est le grand principe nouveau posé par l'article 1312, lequel s'emploie à préciser les recours des créanciers de chacun des époux à l'égard des propres et des biens communs. Il a fallu en conséquence pour le même motif modifier l'article 1281 du Code actuel relatif aux dettes contractées par la femme avant le mariage (article 1306 du projet).

D'autre part, il est suggéré d'introduire une idée nouvelle devant présider au partage des successions échues à l'un ou à l'autre des époux, idée exprimée et mise en oeuvre aux articles 1305 (1er al.) et 1307 à 1311, qui modifient les articles 1282 à 1289 du Code actuel.

Enfin l'article 1313 modifie partiellement la règle de l'article 1291 du Code actuel, pour tenir compte du fait qu'à l'avenir seront distingués, pendant la durée du régime, les propres du mari des biens communs.

Articles 1305 to 1313:

As already stated, the principal reform recommended with respect to this regime involves the liabilities of the community. It is important to give the wife the full power to act but at the same time to protect the unity of the management of the common patrimony; and as the husband is finally bound for the debts of the community - he cannot renounce it on the dissolution of the regime - it is important that he alone be able to finally bind it. In short, the husband must not be able to prevent his wife from acting, but he must be able to prevent her acts from binding the common property. This is the new major principle laid down in article 1312, the function of which is to specify the recourses of the creditors of each of the consorts with respect to the private and common property. Consequently it was also necessary to modify article 1281 of the present Code relating to debts contracted by the wife before marriage (article 1306 of the draft).

Again, it is suggested that a new idea be introduced governing the partition of estates falling to either of the consorts, and this is expressed and put into effect in articles 1305 (1st para.) and 1307 to 1311, which modify articles 1282 to 1289 of the present Code.

Finally, article 1313 partially modifies the rule of article 1291 of the present Code by making allowance for the future distinction between the husband's private property and the common property during the existence of the regime.

dans les matières commerciales, dans lesquelles la preuve peut se faire suivant les dispositions des articles 1233, 1234 et 1235.

Le créancier de la femme en vertu d'un acte dont la date n'est pas constatée tel que ci-dessus, est dans la même situation que le créancier envers qui la femme s'engage, au cours du régime, malgré l'opposition du mari. Le mari qui prétend avoir payé pour sa femme une dette de cette nature, n'en peut demander récompense ni à sa femme, ni à ses héritiers. -Art. 1281 C.C.

1307 Les dettes dont se trouvent grevées les successions qui sont échues aux époux pendant le mariage sont à la charge de l'époux qui succède dans la mesure où les biens de la succession lui demeurent propres, et à la charge de la communauté dans la mesure où celle-ci les recueille.

Si une partie seulement des biens compris dans la succession demeure propre à l'époux qui succède, tandis que l'autre partie entre en communauté, la charge des dettes de la succession se partage entre l'époux et la communauté, proportionnellement à la valeur des biens recueillis. -Art. 1282 à 1285 C.C.

1308 Pour établir la nature et la valeur des biens compris dans la succession, l'époux qui succède doit faire procéder à un inventaire, à défaut duquel le conjoint ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit et même faire preuve de la consistance et de la valeur des biens non inventoriés, tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée. -Art. 1282 à 1286 C.C.

may be made according to the provisions of articles 1233, 1234 and 1235.

Creditors of the wife who claim under acts the date of which has not been established as stated above, are in the same situation as creditors towards whom the wife binds herself during the regime in spite of the opposition of her husband. The husband who claims to have paid a debt of this nature for his wife, cannot demand repayment of it either from her or her heirs.

-Art. 1281 C.C.

1307 Debts due by successions which fall to the consorts during marriage are chargeable to the consort who succeeds to the extent that the property of the succession remains his private property, and are chargeable to the community to the extent that the latter receives it.

If a part only of the property comprising a succession remains the private property of the consort who succeeds, whereas the other part enters the community, the debts are chargeable to the consort and the community in proportion to the value of the property received.

-Art. 1282 to 1285 C.C.

1308 In order to establish the nature and the value of the property comprised in the succession, the consort who succeeds must cause an inventory to be made, failing which the spouse or his heirs may, at the dissolution of the community, sue for lawful compensation and may even make proof of the description and value of the property not inventoried either by deeds or family papers or witnesses and, if necessary, by general rumour. -Art. 1282 to 1286 C.C.

1309 Les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur la pleine propriété comprise dans l'hérédité, et en outre, en cas d'acceptation pure et simple, tant sur les biens propres de l'époux qui succède que sur les biens de la communauté, dans la mesure précisée à l'article qui suit, sauf les récompenses respectives au cas où la dette ne doit pas rester à la charge de celui qui l'a payée.
-Art. 1282 à 1287 C.C.

1310 Si la succession est échue au mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur ses biens propres et sur les biens de la communauté, sauf les biens réservés de la femme, sans qu'il y ait lieu de distinguer suivant que les biens de la succession demeurent ou non propres au mari.

Si la succession est échue à la femme et qu'elle l'accepte purement et simplement, sans opposition du mari, les créanciers de la succession peuvent poursuivre leur paiement sur les biens propres et réservés de la femme, aussi bien que sur les biens de la communauté.

Mais si la succession échue à la femme est acceptée par elle malgré l'opposition du mari, les créanciers peuvent poursuivre leur paiement sur les biens de l'hérédité, sur ceux de la femme, tant propres que réservés, et aussi sur les biens de la communauté, mais seulement jusqu'à concurrence du profit que celle-ci en retire. C'est au mari qu'il incombe de prouver la limite de l'émolument de la communauté.
-Art. 1282 à 1287 C.C.

1311 Les règles établies par les articles 1307 et suivants régissent les dettes dépendant d'une donation ou d'un legs comme celles résultant d'une succession. -Art. 1289 C.C.

1309 The creditors of the succession have the right to be paid from the entire property comprising the inheritance and furthermore, in the case of outright acceptance, from both the personal property of the consort who succeeds and the property of the community to the extent stated in the following article, subject to the respective compensations where the debt does not remain at the charge of he who paid it.
-Art. 1282 to 1287 C.C.

1310 If the succession fall to the husband, the creditors of the succession have the right to be paid from his personal property and the property of the community, except the reserved property of the wife, without any distinction having to be made as to whether or not the property of the succession remains the private property of the husband.

If the succession fall to the wife and she accept it outright, without any opposition on the part of the husband, the creditors of the succession have the right to be paid from the wife's private and reserved property, as well as from the property of the community.

But if the succession falling to the wife is accepted by her in spite of the opposition of her husband, the creditors have the right to be paid from the property of the inheritance, from both the wife's private and reserved property and also from the property of the community but, as regards the latter, only to the extent that it profits. It is for the husband to prove the limit to which the community has benefited. -Art. 1282 to 1287 C.C.

1311 The rules established by article 1307 and the articles which follow it, govern the debts attached to a gift or a legacy as well as those which attach to a succession.
-Art. 1289 C.C.

1312 Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par le mari pendant le mariage non seulement sur ses biens propres, mais aussi sur les biens de la communauté, à l'exclusion toutefois des biens réservés de la femme.

Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par la femme sans opposition du mari tant sur les biens de la communauté que sur les biens propres et réservés de la femme. Le mari peut s'opposer à un acte passé par son épouse dans les trois mois de la connaissance qu'il en a, s'il n'y a pas déjà consenti; le consentement ou le défaut d'opposition du mari à un acte de sa femme n'a pour effet que de lier la communauté.

Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes contractées par la femme malgré l'opposition du mari sur les biens propres et réservés de la femme, mais ils ne peuvent poursuivre leur paiement sur les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit que celle-ci a retiré de l'acte de la femme.

-Art. 1290 C.C.

1313 Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari est à la charge de la communauté, et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens propres ou réservés. -Art. 1291 C.C.

1314 Les condamnations pécuniaires tant civiles que pénales encourues par le mari pour crime, délit, quasi-délit ou pour tout manquement à une obligation procédant de la loi seule, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté. Celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur ses biens propres et réservés. -Art. 1294 C.C.

1312 The creditors have a right to be paid the debts contracted by the husband during the marriage not only from his private property but also from the property of the community to the exclusion, however, of the reserved property of the wife.

The creditors have a right to be paid the debts contracted by the wife without opposition by her husband either from the community property or from her private or reserved property. If he has not already consented thereto, the husband may oppose an act entered into by his wife within three months of his knowledge of it; the only effect of the consent of, or absence of opposition by, the husband is for the community to be bound.

The creditors have a right to be paid the debts contracted by the wife, in spite of the opposition of the husband, from the private and reserved property of the wife, but their right to be paid from the property of the community is limited to the amount of profit it has derived from the act of the wife.

-Art. 1290 C.C.

1313 All debts which the wife contracts only in virtue of a general or special power of attorney from her husband, are chargeable to the community; and the creditors cannot sue for their payment either against the wife or against her private or reserved property.

-Art. 1291 C.C.

1314 Pecuniary condemnations whether civil or penal incurred by the husband for criminal offences, offences, quasi-offences, or any failure to perform an obligation arising from the operation of the law solely, may be recovered from the property of the community. Those incurred by the wife can only be executed against her private or reserved property.

-Art. 1294 C.C.

Article 1314:

L'article 1314 correspond à l'article 1294 C.C. La loi du 18 juin 1964, voulant placer la femme sur le même pied que le mari, avait décidé que les condamnations encourues par l'un ou l'autre des époux pouvaient se poursuivre sur les biens de la communauté. Mais on a oublié qu'à l'égard des dettes communes, les époux ne sont pas sur le même pied, puisque le mari en est définitivement tenu, alors qu'au contraire la femme peut s'en libérer en renonçant au moment de la dissolution de la communauté. La conséquence du texte de 1964 est que le mari peut être en définitive seul tenu des condamnations encourues par sa femme. Il a paru nécessaire de modifier sur ce point le texte actuel, tout en précisant formellement, en outre, que la disposition concerne à la fois les condamnations pénales et les condamnations civiles.

Article 1314:

Article 1314 corresponds to article 1294 C.C. With a view to putting the wife on the same footing as the husband, the law of June 18, 1964 had decided that condemnations incurred by either of the consorts could be recovered from the property of the community. But it was forgotten that the consorts are not on the same footing with respect to common debts, since the husband is finally bound for them whereas the wife, on the contrary, can free herself by renouncing the community at the time of dissolution. The consequence of the 1964 text is that the husband alone can be held finally liable for the condemnations incurred by his wife. It appeared necessary to amend the present text on this point, and moreover to formally specify that the provision covers both penal and civil condemnations.

S/S 2: De l'administration de la communauté de meubles et acquêts et de l'effet des actes des époux.

1315 Le mari administre seul les biens de la communauté. Il ne peut, sans le concours de sa femme, aliéner ou hypothéquer les immeubles de la communauté, ni aliéner ou nantir les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

Sous réserve des dispositions de la Loi de l'assurance des maris et des parents, il ne peut non plus, sans le concours de sa femme, disposer entre vifs à titre gratuit des autres meubles de la communauté, si ce n'est de sommes modiques et de présents d'usage.

-Art. 1292 C.C.

1316 L'un des époux ne peut, au préjudice de l'autre, léguer plus que sa part dans la communauté.

Le legs d'un effet de la communauté suit les règles applicables au cas du legs de la chose dont le testateur n'est propriétaire que pour partie.

Si la chose est tombée dans le lot du testateur et qu'elle se retrouve dans sa succession, le légataire a droit de la prendre en entier. -Art. 1293 C.C.

1317 Sous réserve des dispositions de l'article 180, les actes faits par la femme malgré l'opposition du mari conformément aux dispositions de l'article 1312 n'engagent les biens de la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire. -Art. 1296 C.C.

1318 La femme a l'administration de tous ses biens propres, mais à charge de verser à la communauté les revenus qu'elle en perçoit.

S/S 2: The administration of the community of moveables and acquets and the effect of the acts of the consorts.

1315 The husband alone administers the property of the community. He cannot alienate or hypothecate without the concurrence of his wife any immoveable property of the community, nor alienate or pledge a stock in trade or household furniture in use by the family.

Under reserve of the provisions of the Husbands and Parents Life Insurance Act, neither can he, without the concurrence of his wife, dispose by gratuitous title inter vivos of the other moveables of the community, except small sums of money and customary presents. -Art. 1292 C.C.

1316 One consort cannot, to the prejudice of the other, bequeath more than his share in the community.

The bequest of an object belonging to the community is subject to the rules which apply to the bequest of a thing of which the testator is only part owner.

If the thing have fallen into the share of the testator and be found in his succession the legatee has a right to the whole of it.

-Art. 1293 C.C.

1317 Saving the case of article 180, acts done by the wife, in spite of her husband's opposition according to the provisions of article 1312, do not affect the property of the community beyond the amount of the benefit it derives from them.

-Art. 1296 C.C.

1318 The wife has the administration of all her private property, but must turn over to the community the revenue she receives therefrom.

S/S 2: De l'administration de la communauté de meubles et acquêts et de l'effet des actes des époux -

Articles 1315 et 1316:

Le projet n'apporte aucune modification substantielle aux articles du Code relatifs à l'administration de la communauté. Ainsi les articles 1315 et 1316 reproduisent les articles 1292 et 1293, C.C.

S/S 2: The administration of the community of moveables and acquets and the effect of the acts of the consorts -

Articles 1315 and 1316:

The draft makes no change in the substance of the articles of the Code relating to the administration of the community. Thus, articles 1315 and 1316 reproduce articles 1292 and 1293 C.C.

Article 1317:

Ce texte modifie la disposition de l'article 1296 du Code actuel, selon la règle nouvelle établie par l'article 1312 du projet.

Article 1318:

L'article 1297 C.C. tel qu'adopté par la loi du 18 juin 1964 est ici reproduit, mais avec une modification essentielle visant à reconnaître à la femme le droit d'exercer seule, non seulement ses actions mobilières

Article 1317:

This text modifies the provision of article 1296 of the present Code according to the new rule established by article 1312 of the draft.

Article 1318:

Article 1297 C.C. as adopted by the law of June 18, 1964 is reproduced but with an essential change which recognizes the wife's right to exercise alone not only her moveable and possessory actions but also

Elle exerce seule toutes les actions en justice se rapportant à ses biens propres.

Elle ne peut, sans le consentement de son mari, aliéner ou hypothéquer ses immeubles propres, mais elle peut, sans ce consentement, aliéner ou nantir ses biens meubles autres que les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

-Art. 1297 C.C.

1319 Le mari peut, sur requête signifiée à sa femme et adressée à un juge de la Cour supérieure du district du domicile des conjoints, obtenir le retrait partiel ou entier de ces pouvoirs, ainsi que le droit d'administrer lui-même les biens propres de sa femme et d'exercer les actions mobilières qui s'y rapportent, lorsqu'il y a :

- 1) refus de rendre compte au mari, sur demande, des revenus de ses biens propres; ou
- 2) abus du pouvoir d'administration ou mauvaise gestion.

Le jugement rendu sur cette requête est exécutoire, nonobstant appel.

Le juge peut, même lorsque ce jugement est devenu définitif, le modifier, sur requête de l'un ou l'autre conjoint, s'il est d'avis que les circonstances le justifient.

Les jugements rendus en vertu du présent article ne sont pas opposables aux tiers qui n'en ont pas connaissance.

Le juge peut, en cas d'urgence, enjoindre de surseoir à tout acte que la femme se propose de passer avec un tiers.

Le retrait des pouvoirs de la femme sur ses biens propres ne peut s'étendre à ceux qui lui sont nécessaires à l'exercice de sa profession. -Art. 1298 C.C.

She exercises alone all actions relating to her private property.

She cannot alienate or hypothecate immoveables forming part of her private property without her husband's consent but she can, without such consent, alienate or pledge her moveable property other than a business or household furniture in use by the family.

-Art. 1297 C.C.

1319 The husband may, by motion served upon his wife and addressed to a judge of the Superior Court of the district of the domicile of the consorts, obtain the withdrawal, in whole or in part, of such powers, and the right to administer himself the private property of his wife and to exercise the moveable and possessory actions relating thereto, when there is:

- 1) refusal to account to the husband, on demand, for the revenues of her private property; or
- 2) abuse of the power of administration or bad management.

The judgment rendered upon such motion shall be executory, notwithstanding any appeal.

The judge may, even after the judgment has become final, amend it, upon the motion of either consort, if he is of the opinion that the circumstances justify it.

The judgments rendered under the present article may not be invoked against third persons who have no knowledge of them.

The judge may, in an urgent case, order the stay of any act that the wife proposes to enter into with a third person.

The withdrawal of the powers of the wife on her private property cannot extend to those necessary for the practice of her profession. -Art. 1298 C.C.

res et possessoires, mais aussi ses actions pétitoires.

her petitory actions.

Article 1319:

Il s'agit d'une reproduction intégrale de l'article 1298 C.C. adopté par la loi du 18 juin 1964, à l'exception du dernier alinéa qui est de droit nouveau et qui a paru nécessaire pour ne pas rendre illusoire le droit accordé à la femme d'exercer une profession séparée.

Article 1319:

This is a reproduction of article 1298 C.C. adopted by the law of June 18, 1964 with the exception of the last paragraph which is new law and which appeared necessary so as not to render illusory the right granted the wife to practise a separate profession.

1320 La femme ne peut, sans le consentement de son mari, donner à bail ses immeubles propres pour une période excédant neuf ans.

-Art. 1299 C.C.

1321 La femme qui s'oblige solidairement avec son mari pour les affaires de la communauté ou pour celles du mari, n'est réputée, à l'égard de celui-ci, ne s'être obligée que comme caution. -Art. 1301 et 1374 C.C.

1322 Le mari qui s'oblige pour les affaires propres de sa femme a, sur les biens de cette dernière, un recours pour se faire indemniser de ce qu'il est appelé à payer par suite des obligations qu'il a ainsi contractées. -Art. 1302 C.C.

1323 S'il est vendu un immeuble ou autre objet propre à l'un des époux, et que le prix en soit versé dans la communauté sans qu'il en soit fait emploi, ou si elle reçoit quelque autre chose appartenant exclusivement à l'un d'eux, il y a lieu, en faveur de l'époux propriétaire, au prélèvement du prix de l'objet ou de la valeur de la chose ainsi tombée dans la communauté.

-Art. 1303 C.C.

1324 Si, au contraire, l'on a tiré de la communauté des deniers qui ont servi à améliorer ou libérer de charges réelles l'immeuble appartenant à l'un des conjoints, ou qui ont été employés au paiement des dettes personnelles ou pour l'avantage exclusif de l'un d'eux, l'autre a droit de prélever, à titre de récompense sur les biens de la communauté, une somme égale à celles ainsi employées.

-Art. 1304 C.C.

1320 The wife cannot lease immoveables forming part of her private property for a period exceeding nine years without the consent of her husband.

-Art. 1299 C.C.

1321 The wife who binds herself jointly and severally with her husband for the affairs of the community or for those of her husband, is deemed with respect to the latter, to have bound herself only as surety.

-Art. 1301 and 1374 C.C.

1322 A husband who contracts obligations for the private affairs of his wife, has a recourse against her property in order to obtain the reimbursement of what he is obliged to pay by reason of such obligations. -Art. 1302 C.C.

1323 If an immoveable or other object which is private to one of the consorts be sold, and the price of it be paid into the community and be not invested in replacement, or if the community receive any other thing which is private to one of the consorts, such consort has a right to pretake such price or the value of the thing which has thus fallen into the community.

-Art. 1303 C.C.

1324 If, on the contrary, moneys have been withdrawn from the community and have been used to improve or to free from incumbrance an immoveable belonging to one of the consorts, or have been applied to the payment of his private debts, or for his exclusive benefit, the other consort has a right to pretake by way of compensation out of the property of the community, a sum equal to the moneys thus appropriated. -Art. 1304 C.C.

Article 1320:

Le texte reproduit sous une forme différente la règle de l'article 1299 C.C., mais en limite la portée aux baux ayant pour objet des immeubles.

Article 1321:

Les auteurs du projet ont déjà exprimé leur opinion sur la prohibition contenue dans l'article 1301 C.C. Il n'y a aucune raison d'empêcher la femme de s'engager pour son mari - le cautionnement, malgré le danger qu'il recèle, étant avant tout un acte d'entraide. Le présent article rejette donc la règle actuelle, mais il précise que l'engagement solidaire de la femme avec son mari n'est réputé à l'égard de celui-ci qu'un engagement en qualité de caution. Cela se comprend puisqu'un tel engagement ne profite en définitive qu'au mari.

Articles 1322 à 1325:

Ces textes reproduisent les articles 1302 à 1305 du Code civil actuel sauf, quant à ce dernier, une modification de concordance.

Article 1320:

The text reproduces under a different form the rule of article 1299 C.C. but limits its application to leases of immoveables.

Article 1321:

The authors of the draft have already expressed their opinion on the prohibition in article 1301 C.C. There is no reason for preventing the wife from binding herself for her husband - suretyship, in spite of the danger it conceals, is above all an act of mutual aid. The present article, therefore, rejects the present rule, but it specifies that the joint and several undertaking by the wife with her husband is, with respect to the latter, deemed to be an undertaking only as surety. This is natural as only the husband is finally benefited by such an undertaking.

Articles 1322 to 1325:

These texts are a reproduction of articles 1302 to 1305 of the present Civil Code with the exception, as to the latter, of a modification by way of concordance.

1325 Le remploi est parfait à l'égard des époux toutes les fois que, lors de l'acquisition, l'époux a déclaré qu'il la faisait des deniers provenus de l'aliénation de l'immeuble qui lui était propre, ou pour lui tenir lieu de remploi. -Art. 1305 C.C.

1326 Lorsque, conformément à l'article 1319, le mari s'est vu conférer l'administration des propres de sa femme, sa déclaration à l'effet que l'acquisition est faite des deniers provenus de l'immeuble vendu par la femme et pour lui servir de remploi, ne suffit pas, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme, soit par l'acte d'acquisition même, soit par tout acte subséquent fait avant la dissolution de la communauté. -Art. 1306 C.C.

1327 La récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté; celle du prix de l'immeuble de la femme s'exerce sur les biens propres du mari, en cas d'insuffisance des biens de la communauté.

Dans tous les cas, cette récompense consiste dans le prix même qu'a rapporté la vente, et non dans la valeur réelle ou convenue de l'immeuble vendu. -Art. 1307 C.C.

1328 Si les époux ont conjointement avantage l'enfant commun, sans exprimer la proportion pour laquelle ils entendaient contribuer, ils sont censés avoir voulu le faire également, soit que l'objet ait été fourni ou promis en effets de la communauté, soit qu'il l'ait été en biens propres à l'un des époux; au dernier cas, cet époux a sur les biens de l'autre une action en indemnité

1325 The replacement is perfect, as regards the consorts, whenever, at the time, the consort declares that he makes the purchase with moneys arising from the alienation of an immoveable which belonged to himself alone, or for the purpose of replacing such immoveable. -Art. 1305 C.C.

1326 When the husband has been granted the administration of the private property of the wife according to article 1319, his declaration to the effect that the acquisition is made with moneys arising from an immoveable sold by his wife and for the purpose of replacing it, is not sufficient, if such replacement have not been formally accepted by the wife, either by the deed of acquisition itself, or by any other subsequent act made before the dissolution of the community. -Art. 1306 C.C.

1327 The compensation for the price of an immoveable belonging to the husband can be claimed only out of the mass of the community; that for the price of an immoveable belonging to the wife, may be claimed from the private property of the husband, if the property of the community prove insufficient.

In all cases, such compensation consists in the price brought by the sale and not in the real or conventional value of the immoveable sold. -Art. 1307 C.C.

1328 If the consorts have jointly benefited their common child, without mentioning the proportion in which they each intended to contribute, they are deemed to have intended to contribute equally, whether such benefit has been furnished or promised out of the effects of the community, or out of the private property of one of the consorts; in the latter case,

Article 1326:

La règle est au même effet que celle de l'article 1306 C.C., mais ne peut jouer que dans les cas exceptionnels où le mari s'est vu conférer l'administration des biens propres de sa femme.

Article 1326:

The rule is to the same effect as that of article 1306 C.C., but can only apply in those exceptional cases where the husband has been granted the administration of the private property of the wife.

Articles 1327 et 1328:

Ces textes reproduisent intégralement les articles 1307 et 1308 C.C.

Articles 1327 and 1328:

These texts are a reproduction of articles 1307 and 1308 C.C.

pour la moitié de ce qu'il a ainsi fourni, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation. -Art. 1308 C.C.

1329 L'avantage fait par le mari seul avant le 1er juillet 1964, à l'enfant commun, est à la charge de la communauté, et dans le cas d'acceptation, la femme doit en supporter la moitié, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il se chargeait de cet avantage pour le tout ou pour une portion plus forte que la moitié. -Art. 1309 C.C.

Section 2

DES CONDITIONS LES PLUS USUELLES QUI PEUVENT MODIFIER LA COMMUNAUTE DE MEUBLES ET ACQUETS

1330 Les époux peuvent modifier la communauté par toute espèce de conventions conformément aux articles 1260 et 1261.

Les principales modifications sont celles qui ont lieu en stipulant:

1) que le mobilier présent ou futur n'entrera pas en communauté, ou n'y entrera que pour partie, par voie de réalisation;

2) que seuls les acquêts entreront en communauté;

3) que les époux paieront séparément leurs dettes antérieures au mariage;

4) qu'en cas de renonciation, la femme pourra reprendre ses apports francs et quittes;

5) que le survivant aura un préciput;

such consort has a right to be indemnified out of the property of the debtor, for one-half of what he has so furnished, regard being had to the value which the object given had at the time of the gift. -Art. 1308 C.C.

1329 Any benefit conferred by the husband alone upon a common child before July 1, 1964 is chargeable to the community, and if the wife accept the community she bears one-half, unless the husband has declared expressly that he charged himself with the whole or with more than the half of such benefit. -Art. 1309 C.C.

Section 2

THE MOST USUAL CONDITIONS WHICH MAY MODIFY THE COMMUNITY OF MOVEABLES AND ACQUESTS

1330 The consorts may modify the community by all kinds of agreements, according to articles 1260 and 1261.

The principal modifications are those which result from stipulating:

1) by way of realisation, that the moveable property either present or future, shall not enter into the community or shall only enter for part;

2) that acquets alone will enter into the community;

3) that the consorts shall be separately liable for their debts contracted before marriage;

4) that in case of renunciation, the wife may take back from the community, free and clear from all claims, whatever she brought into it;

5) that the survivor shall have a preciput;

Article 1329:

La règle de l'article 1309 C.C. devait être reproduite, mais uniquement pour la période allant jusqu'au 1er juillet 1964. Depuis cette date, le mari ne peut plus disposer seul à titre gratuit des biens communs: il n'y a donc pas lieu de présumer que la donation qu'il ferait seul affecte la communauté.

Section 2

DES CONDITIONS LES PLUS USUELLES
QUI PEUVENT MODIFIER LA COMMUNAUTE
DE MEUBLES ET ACQUETS

Il a paru préférable d'exposer les principales clauses pouvant modifier la communauté de meubles et acquêts avant de parler de sa dissolution, puisque ces clauses se rapportent principalement à la composition de la masse commune.

Article 1330:

Le texte reproduit la disposition de l'article 1384 C.C., sauf qu'il a été ajouté un paragraphe pour couvrir la communauté réduite aux acquêts introduite dans notre droit en 1931.

Article 1329:

The rule of article 1309 C.C. had to be reproduced but only for the period up to July 1, 1964. Since that date the husband alone can no longer dispose of the community property by gratuitous title: there is, therefore, no need for the presumption that a donation made by him alone affects the community.

Section 2

THE MOST USUAL CONDITIONS
WHICH MAY MODIFY THE COMMUNITY
OF MOVEABLES AND ACQUESTS

It appeared preferable to set forth the principal clauses by which the community of moveables and acquets may be modified before speaking of its dissolution, since these clauses relate principally to the composition of the common mass.

Article 1330:

The text reproduces the provision of article 1384 C.C., except that a paragraph has been added to cover community restricted to acquets introduced into our law in 1931.

6) que les époux auront des parts inégales;

7) qu'il y aura entre eux communauté universelle ou à titre universel. -Art. 1384 et 1413 C.C.

1331 Dans tous les cas où il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat, la communauté reste soumise aux règles de la communauté de meubles et acquêts. -Art. 1414 C.C.

S/S 1: De la clause de réalisation -

1332 Par la clause de réalisation, les parties excluent de la communauté, pour le tout ou pour partie, leur mobilier qui sans cela y tomberait.

Lorsqu'elles stipulent qu'elles en mettront réciproquement dans la communauté jusqu'à concurrence d'une certaine somme ou d'une valeur déterminée, elles sont, par cela seul, censées se réserver le surplus. -Art. 1385 C.C.

1333 Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier cet apport. -Art. 1386 C.C.

1334 L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage, que son mobilier est de telle valeur.

Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari donne, soit à elle, soit à ceux qui lui ont fait l'avantage.

6) that the consorts shall have unequal shares;

7) that universal community, or a community by general title, shall exist between them. -Art. 1384 and 1413 C.C.

1331 The community remains subject to the rules of the community of moveables and acquets in all cases where they have not been implicitly or explicitly departed from by the contract. -Art. 1414 C.C.

S/S 1: The clause of realization -

1332 By the clause of realization the parties exclude from the community, either wholly or in part, the moveable property which would otherwise fall into it.

When they stipulate that they will reciprocally put into the community moveable property to the extent of a certain sum or of a determinate value, they are, by such stipulation alone, presumed to have reserved the remainder. -Art. 1385 C.C.

1333 This clause renders the consort debtor to the community for the amount which he promised to contribute and obliges him to substantiate such contribution. -Art. 1386 C.C.

1334 The contribution is sufficiently substantiated, as regards the husband, by the declaration made in the contract of marriage that his moveable property is of a certain value.

It is sufficiently substantiated, as regards the wife by the discharge which the husband gives either to her or to those who made the endowment.

S/S 1: De la clause de réalisation -

Articles 1332 à 1336:

Les dispositions des articles 1385 à 1388 C.C. sont ici reproduites intégralement. Mais celle de l'article 1389 C.C. est modifiée quant à ses deuxième et troisième alinéas. En effet, la femme étant devenue pleinement capable et administratrice de ses biens, c'est à elle qu'il revient de faire l'inventaire des meubles qui peuvent lui échoir. D'où la nécessité de mettre les deux époux sur le même pied à cet égard.

S/S 1: The clause of realization -

Articles 1332 to 1336:

The provisions of articles 1385 to 1388 C.C. are reproduced but the second and third paragraphs of article 1389 C.C. are modified. In effect, the wife having become fully capable and the administrator of her property, it is for her to make the inventory of the moveables that may fall to her; whence the necessity of putting the two consorts on the same footing in this respect.

Si l'apport n'est pas exigé dans les dix ans, la femme est censée l'avoir fait, sauf preuve contraire. -Art. 1387 C.C.

1335 Chaque époux a le droit de reprendre et prélever sur les biens de la communauté, lors de sa dissolution, la valeur du mobilier qu'il y a apporté lors du mariage ou qui lui est échu depuis, en sus de ce qu'il s'est obligé d'y faire entrer. -Art. 1388 C.C.

1336 Dans le cas de l'article précédent, le mobilier qui échoit à chacun des conjoints pendant le mariage doit être constaté par un inventaire ou autre titre équivalent.

Le défaut de tel inventaire ou titre rend l'époux non recevable à exercer la reprise du mobilier qui lui est échu pendant le mariage. -Art. 1389 C.C.

S/S 2: De la communauté réduite aux acquêts -

1337 Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté tous leurs biens et dettes existant à l'époque du mariage, ainsi que ceux qui leur adviennent plus tard à titre de propres. En ce cas et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par la communauté. -Art. 1389a C.C.

If such contribution be not claimed within ten years the wife is presumed to have made it; saving the right of proving the contrary. -Art. 1387 C.C.

1335 After the dissolution, each consort has a right to take back, before partition, out of the property of the community, the value of the moveable property which he brought into it at the marriage or which accrued to him after it, over and above what he bound himself to bring into the community. -Art. 1388 C.C.

1336 In the case of the preceding article, the moveable property which accrues to either consort during marriage must be established by an inventory or some other equivalent title.

In default of such inventory or title, the consort forfeits his right to take back the moveable property which has fallen to him during the marriage. -Art. 1389 C.C.

S/S 2: Community restricted to acquests -

1337 When the consorts stipulate that the community between them shall consist only of acquests, they are deemed to exclude from the community all their property and debts existing at the date of the marriage as well as all property devolving upon them thereafter as their private property. In such case, after each consort has pre-taken his or her duly established contributions, the partition is limited to the acquests made by the community. -Art. 1389a C.C.

S/S 2: De la communauté réduite aux
acquêts -

Articles 1337 et 1338:

Il n'y avait rien à modifier aux
articles 1389a et 1389b C.C.

S/S 2: Community restricted to
acquests -

Articles 1337 and 1338:

There were no modifications to be
made to articles 1389a and 1389b
C.C.

1338 Les biens meubles existant lors du mariage ou échus depuis sont réputés acquêts, sauf preuve contraire par inventaire ou autre titre équivalent, et, quant aux époux entre eux, conformément aux règles des articles 1334 et 1336.

Quant aux dettes, elles sont régies par les règles des articles 1345 à 1348. -Art. 1389b C.C.

S/S 3: De la clause d'ameublis-
sement -

1339 La clause d'ameublisement est celle par laquelle les époux, ou l'un d'eux, font entrer en communauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs. -Art. 1390 C.C.

1340 L'ameublisement est général ou particulier.

Il est général, quand les époux déclarent vouloir être communs en tous biens, ou que toutes les successions qui leur adviendront seront communes.

Il est particulier, lorsqu'ils ont promis seulement d'apporter à la communauté quelques immeubles déterminés. -Art. 1391 C.C.

1341 L'ameublisement peut être déterminé ou indéterminé.

Il est déterminé quand l'époux a déclaré ameubler et mettre en communauté un tel immeuble en tout ou jusqu'à concurrence d'une certaine somme.

Il est indéterminé quand l'époux a simplement déclaré avoir apporté en communauté ses immeubles jusqu'à concurrence d'une certaine somme. -Art. 1392 C.C.

1338 Moveable property existing at the time of the marriage or falling to the consorts afterwards shall be considered to be acquets, unless the contrary is proven by an inventory or other equivalent title, and, as between the consorts themselves, according to the rules in articles 1334 and 1336.

The debts are governed by the rules contained in articles 1345 to 1348. -Art. 1389b C.C.

S/S 3: The clause of mobilization -

1339 The clause of mobilization is that by which the consorts, or either of them, bring into the community the whole or a portion of their immoveables, whether present or future. -Art. 1390 C.C.

1340 Mobilization is either general or special.

It is general when the consorts declare their intention of being in community as to all their property, or that all successions falling to them shall belong to the community.

It is particular when they have only undertaken to bring into the community some determinate immoveables. -Art. 1391 C.C.

1341 Mobilization may be either determinate or indeterminate.

It is determinate when the consort declares that he brings as moveable into the community, a certain immoveable either wholly or to the extent of a certain sum.

It is indeterminate when the consort simply declares that he brings into the community his immoveables to the extent of a certain sum. -Art. 1392 C.C.

S/S 3: De la clause d'ameublissement -

Articles 1339 à 1344:

Les articles 1390, 1391, 1392 et 1395 C.C. ont été reproduits intégralement. Quant aux articles 1393 et 1394 C.C., il a fallu les modifier partiellement pour tenir compte des règles relatives à l'administration des biens dans un régime de communauté.

S/S 3: The clause of mobilization -

Articles 1339 to 1344:

Articles 1390, 1391, 1392 and 1395 C.C. were reproduced. Articles 1393 and 1394 C.C. had to be partially modified in order to take into account the rules relating to the administration of property in a community regime.

1342 L'effet de l'ameublement déterminé est de rendre l'immeuble ou les immeubles qui en sont frappés biens de communauté, comme les meubles mêmes.

Si l'immeuble n'est ameubli que pour une certaine somme, l'immeuble tant en ce qui concerne son administration que sa disposition reste propre à l'époux.

-Art. 1393 C.C.

1343 L'ameublement indéterminé ne rend pas la communauté propriétaire des immeubles qui en sont frappés; son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a consenti à comprendre dans la masse, lors de la dissolution, quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme qu'il a promise.

-Art. 1394 C.C.

1344 L'époux qui a ameubli un héritage a, lors du partage, la faculté de le retenir en le précomptant sur sa part pour le prix qu'il vaut alors, et ses héritiers ont le même droit. -Art. 1395 C.C.

S/S 4: De la clause de séparation de dettes -

1345 La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non; mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les cré-

1342 The effect of determinate mobilization is to convert the immoveable or immoveables affected by it into community property, as moveables themselves would be.

If the immoveable be contributed as moveable only to the extent of a certain sum, the immoveable remains the private property of the consort for both administration and disposal. -Art. 1393 C.C.

1343 Indeterminate mobilization does not confer upon the community the ownership of the immoveables affected by it; its effect is merely to oblige the consort who has undertake it to include in the mass, at the time of the dissolution, some of his immoveables to the extent of the sum which he has promised. -Art. 1394 C.C.

1344 The consort who has contributed an immoveable as moveable, has the right, when the partition takes place, to retain it, on account of his share, at the price it is then worth, and his heirs have the same right. -Art. 1395 C.C.

S/S 4: The clause of separation of debts -

1345 The clause by which the consorts stipulate that they will separately pay their personal debts, obliges them to account to each other respectively, at the time of the dissolution of the community, for such debts as are established to have been paid by the community in discharge of the consort who was liable for them.

This obligation is the same, whether an inventory has been made or not; but if the moveable property brought in by the consorts have not been determined by an inventory or an authentic statement anterior

S/S 4: De la clause de séparation
de dettes -

Articles 1345 à 1348:

Les articles 1396 à 1399 C.C. ont été repris sans autre modification que celle du deuxième alinéa de l'article 1399 rendue nécessaire par suite du fait qu'en vertu du projet, la femme commune peut être poursuivie pour ses dettes tant sur ses propres que sur ses biens réservés.

S/S 4: The clause of separation of
debts -

Articles 1345 to 1348:

Articles 1396 to 1399 C.C. have been retained with no change other than to the second paragraph of article 1399, made necessary by the fact that the wife common as to property can, in virtue of the draft, be sued for her debts on both her private and reserved property.

anciers de l'un et de l'autre époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui sont réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique. -Art. 1396 C.C.

1346 Lorsque les époux apportent dans la communauté une somme certaine ou un corps déterminé, un tel apport emporte la convention tacite qu'il n'est point grevé de dettes antérieures au mariage, et il doit être fait raison par l'époux débiteur à l'autre de toutes celles qui diminueraient l'apport promis. -Art. 1397 C.C.

1347 La clause de séparation de dettes n'empêche pas que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage. -Art. 1398 C.C.

1348 Lorsque la communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré par contrat franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité qui se prend soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur ses biens propres; et en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre ceux qui ont fait la déclaration de franc et quitte.

Cette garantie peut même être exercée par le mari durant la communauté si la dette provient du chef de la femme, sauf en ce cas le rem-

to the marriage, the creditors of either consort without regard to any distinctions that may be claimed, have a right to be paid out of such property, as well as out of all the other property of the community.

The creditors have the same right with regard to such moveable property as may have fallen to the consorts during the community, if likewise it not have been determined by an inventory or authentic statement. -Art. 1396 C.C.

1346 When either of the consorts brings into the community a certain sum or a determinate object, such a contribution implies a tacit agreement that it is not encumbered with debts anterior to the marriage, and he must account to the other for all such incumbrances as lessen its value. -Art. 1397 C.C.

1347 The clause of separation of debts does not prevent interest and arrears which have accrued since the marriage from being chargeable to the community. -Art. 1398 C.C.

1348 When the community is sued for the debts of one of the consorts, who is declared by the contract to be free and clear from all debts anterior to the marriage, the other consort has a right to an indemnity, to be taken from the share in the community which belongs to the indebted consort, or from his private property; and in case of insufficiency, such indemnity may be sued for by way of warranty, against the parties who made the declaration that such consort was free and clear.

This guarantee may even be exercised by the husband during the community, if the debt have originated with the wife; saving, in

boursement dû par la femme ou ses héritiers au garant.

-Art. 1399 C.C.

S/S 5: De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte -

1349 La femme peut stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra tout ou partie de ce qu'elle a apporté soit lors du mariage, soit depuis; mais cette stipulation ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit de personnes autres que celles désignées.

Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme a apporté lors du mariage ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage.

Ainsi la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme et que la communauté aurait acquittées. -Art. 1400 C.C.

S/S 6: Du préciput conventionnel -

1350 La clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever avant tout partage une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature, ne donne droit à ce prélèvement, au profit de la femme survivante, que lorsqu'elle accepte la communauté; à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit même en renonçant.

such case, the right of the warrantor to be reimbursed by the wife or her heirs. -Art. 1399 C.C.

S/S 5: The right given to the wife of taking back free and clear what she brought into the community -

1349 The wife may stipulate, that in case of renunciation of the community, she shall take back the whole or a part of what she brought into it either before or since the marriage; but such stipulation cannot extend beyond things formally specified, nor to other persons than those who are designated.

Thus, the right of taking back the moveable property brought in by the wife at the time of the marriage, does not extend to similar property accrued to her during the marriage.

Thus, the right given to the wife does not extend to the children; and that given to the wife and to the children, does not extend to her ascendant or collateral heirs.

In all cases, the wife can only take back her contributions after deduction has been made of such of her private debts as have been paid out of the community.

-Art. 1400 C.C.

S/S 6: Conventional Preciput -

1350 The clause by which the surviving consort is authorized to pretake before any partition, a certain sum or a certain quantity of moveable effects in kind, does not take effect in favor of the surviving wife who does not accept the community; unless by the contract of marriage such right is reserved to her, even when she renounces.

S/S 5, 6, 7 et 8 -

Articles 1349 à 1361:

Il en sera de même des autres articles de cette section qui correspondent aux dispositions actuelles du Code, sauf quant à l'article 1352 (art. 1403 C.C.) où le mot "naturelle" a été supprimé en raison de son inutilité.

S/S 5, 6, 7 and 8 -

Articles 1349 to 1361:

The same applies to the other articles of this section which correspond to the present provisions of the Code, save as to article 1352 (article 1403 C.C.) where the word "natural" was suppressed as being unnecessary.

Hors le cas de cette réserve, le préciput ne s'exerce que sur la masse partageable, et non sur les biens propres de l'époux prédécédé. -Art. 1401 C.C.

1351 Le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage. -Art. 1402 C.C.

1352 La mort donne, de plein droit, ouverture au préciput. -Art. 1403 C.C.

1353 Lorsque la communauté est dissoute du vivant des époux par suite de la séparation soit de corps ou de biens, soit de biens seulement, cette dissolution, à moins de stipulation contraire, ne donne ouverture au préciput ni en faveur de l'un, ni en faveur de l'autre des époux. Le droit demeure en suspens jusqu'à la mort du prédécédé.

Dans l'intervalle, la somme ou la chose qui constitue le préciput reste provisoirement au mari, contre la succession duquel la femme peut le réclamer au cas de survie. -Art. 1404 C.C.

1354 Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux conformément à l'article 1350. -Art. 1405 C.C.

S/S 7: Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté -

1355 Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la commu-

Excepting the case of such reservation, preciput can only be taken from the mass to be divided, and not from the private property of the predeceased consort. -Art. 1401 C.C.

1351 Preciput is not regarded as a benefit subject to the formalities of gifts, but as a marriage covenant. -Art. 1402 C.C.

1352 Death opens the right to preciput by the sole operation of law. -Art. 1403 C.C.

1353 When the community is dissolved during the lifetime of the consorts in consequence of separation from bed and board or of separation of property only, such dissolution does not, unless the contrary be stipulated, open the right to preciput in favor of either of the consorts. The right remains suspended until the death of the consort who dies first.

In the interval, the sum or the thing which constitutes the preciput remains provisionally with the husband, from whose succession the wife may claim it, if she have survived him. -Art. 1404 C.C.

1354 The creditors of the community have always a right to cause the effects comprised in the preciput to be sold; saving the recourse of the consort, conformably to article 1350. -Art. 1405 C.C.

S/S 7: Clauses by which unequal shares in the community are assigned to the consorts -

1355 The consorts may depart from the equal division established by law, either by giving to the surviving consort or his heirs, only

nauté, qu'une part moindre que la moitié; soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté; soit en stipulant que la communauté entière, en certains cas, appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement. -Art. 1406 C.C.

1356 Lorsqu'il est stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part dans la communauté, comme le tiers, le quart, l'époux ainsi réduit, ou ses héritiers, ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

La convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit ou ses héritiers à supporter une plus forte part, ou si elle dispense de supporter une part dans les dettes égale à celle qu'ils prennent dans l'actif. -Art. 1407 C.C.

1357 Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux, ou ses héritiers, à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non pour acquitter la somme. -Art. 1408 C.C.

1358 Si la clause établit le forfait à l'égard des héritiers seulement de l'un des époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié. -Art. 1409 C.C.

1359 Le mari ou ses héritiers, qui retiennent, en vertu de la clause énoncée en l'article 1355, la totalité de la communauté, sont obligés d'en acquitter toutes les dettes. Les créanciers n'ont, en ce cas,

a share in the community less than half, or by giving him only a fixed sum in lieu of all rights in the community, or by stipulating that the entire community, in certain cases, shall belong to the surviving consort, or to one of the consorts solely. - Art. 1406 C.C.

1356 When it is stipulated that the consort or his heirs shall have only a certain share in the community, as a third, a fourth, the consort whose share is so reduced or his heirs bear the debts of the community only in proportion to the share they take in the assets.

The agreement is void if it oblige such consort or his heirs to bear a greater share, or if it exempt them from bearing a share of the debts equal to that which they take in the assets. -Art. 1407 C.C.

1357 When it is stipulated that one of the consorts or his heirs shall be entitled only to a certain sum in lieu of all rights of community, the clause is a definitive agreement which obliges the other consort or his heirs to pay the sum agreed upon, whether the community be good or bad, or sufficient or not to pay such sum. -Art. 1408 C.C.

1358 If the clause establishes this definitive agreement with regard to the heirs only of one of the consorts, such consort, if he survive, has a right to the legal partition by halves. -Art. 1409 C.C.

1359 The husband or his heirs who, in virtue of the clause mentioned in article 1355, retain the whole of the community, are obliged to pay all its debts. The creditors in such case have no action against

aucune action contre la femme, ni contre ses héritiers.

Si c'est la femme survivante qui a, moyennant une somme convenue, le droit de retenir toute la communauté contre les héritiers du mari, elle a le choix ou de leur payer cette somme en demeurant obligée à toutes les dettes, ou de renoncer à la communauté et d'en abandonner aux héritiers du mari les biens et les charges. -Art. 1410 C.C.

1360 Lorsque les époux stipulent que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, les héritiers de l'autre ont droit de faire reprise des apports tombés dans la communauté du chef de leur auteur.

Cette stipulation n'est qu'une convention de mariage, et non une donation sujette aux règles et formalités applicables à cette espèce d'acte. - Art. 1411 C.C.

S/S 8: De la communauté universelle ou à titre universel -

1361 Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement ou de tous leurs biens à venir seulement.

-Art. 1412 C.C.

the wife or against her heirs.

If it be the wife surviving who, in consideration of a stipulated sum, has the right of retaining the whole of the community against the heirs of the husband, she has the option of either paying such sum and remaining liable for all the debts, or of renouncing the community and abandoning to the heirs of the husband both the property and the debts. -Art. 1410 C.C.

1360 When the consorts stipulate that the whole of the community shall belong to the survivor, or to one of them only, the heirs of the other have a right to take back what had been brought into the community by the person they represent.

Such a stipulation is but a simple marriage covenant, and is not subject to the rules and formalities applicable to gifts.

-Art. 1411 C.C.

S/S 8: Universal community or community by general title -

1361 The consorts may established by their contract of marriage a universal community of their property both moveable and immoveable, present and future, or of all their present property only, or of their future property only.

-Art. 1412 C.C.

Section 3

DE LA DISSOLUTION
DE LA COMMUNAUTES/S 1: De la dissolution -

1362 La communauté se dissout pour les mêmes causes que celles qui sont prévues à l'article 1282 pour la société d'acquêts.
-Art. 1310 C.C.

S/S 2: Du droit d'option de la femme -

1363 Après la dissolution de la communauté, la femme, ou ses héritiers et représentants légaux, ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer; toute convention contraire est nulle. -Art. 1338 C.C.

1364 La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer.

Les actes conservatoires ou de pure administration n'emportent point immixtion. -Art. 1339 C.C.

1365 La femme majeure qui a une fois pris la qualité de commune, ne peut plus y renoncer, ni se faire restituer contre cette qualité, à moins qu'il n'y ait eu dol de la part des héritiers du mari.
-Art. 1340 C.C.

1366 Si la femme est mineure, elle ne peut accepter la communauté qu'avec l'assistance de son curateur et l'autorisation du juge, sur avis du conseil de famille; accompagnée de ces formalités, l'acceptation est irrévocable et a le même effet que si la femme eût été majeure.
-Art. 1341 C.C.

Section 3

THE DISSOLUTION
OF THE COMMUNITYS/S 1: Dissolution -

1362 The community is dissolved for the same reasons as those provided in article 1282 for the partnership of acquests. -Art. 1310 C.C.

S/S 2: The right of option of the wife -

1363 After the dissolution of the community, the wife or her heirs or legal representatives, have a right either to accept or renounce it; any agreement to the contrary is void. -Art. 1338 C.C.

1364 A wife who has intermeddled with the property, cannot renounce the community.

Conservatory acts or those of mere administration do not constitute intermeddling. -Art. 1339 C.C.

1365 A wife or full age who has once assumed the quality of common as to property, can no longer renounce it, nor be relieved from such quality, unless there has been fraud on the part of the heirs of the husband. -Art. 1340 C.C.

1366 If the wife be under age, she cannot accept the community without the assistance of her curator, and the authorization of a judge, upon the advice of a family council; when made with these formalities, the acceptance is irrevocable, and has the same effect as if the wife had been of age. -Art. 1341 C.C.

Section 3

DE LA DISSOLUTION
DE LA COMMUNAUTE

La section III qui traite de la dissolution de la communauté est divisée en quatre sous-sections et comprend les articles 1362 à 1407. Ces articles reproduisent les dispositions des articles 1310 à 1383 du Code actuel, auxquels n'ont été apportée que quelques changements mineurs. En effet, les articles 1367 et 1369 ne parlent pas de la clôture en justice de l'inventaire puisque le nouveau Code de procédure n'y fait aucune allusion; par ailleurs, l'article 1378 reproduit des dispositions qui se trouvaient édictées aux articles 1314b et 2126 C.C.

Section 3

THE DISSOLUTION
OF THE COMMUNITY

Section III, dealing with the dissolution of the community, is divided into four sub-sections and comprises articles 1362 to 1407. These articles reproduce the provisions of articles 1310 to 1383 of the present Code to which only a few minor changes have been made. In effect, articles 1367 and 1369 do not speak of the judicial closing of the inventory since the new Code of Procedure makes no allusion to it; furthermore, article 1378 reproduces provisions found in articles 1314b and 2126 C.C.

1367 La femme survivante doit, dans les trois mois du jour du décès de son mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

Cet inventaire doit être fait en forme notariée portant minute.

-Art. 1342 C.C.

1368 La femme peut cependant renoncer à la communauté sans faire inventaire dans les cas suivants: quand la dissolution a eu lieu du vivant du mari; quand les héritiers de ce dernier sont en possession de tous les effets; s'il a été fait un inventaire à leur requête, ou s'il y en a eu un peu de temps avant le décès du mari; s'il y a eu récemment saisie et vente générale des biens de la communauté; ou s'il est justifié par un procès-verbal de carence qu'il n'y en avait aucun.

-Art. 1343 C.C.

1369 Outre les trois mois accordés à la femme pour faire inventaire, elle a, pour délibérer sur son acceptation ou répudiation, un délai de quarante jours, qui commence à courir à l'expiration des trois mois ou de la clôture de l'inventaire s'il a été terminé avant les trois mois. -Art. 1344 C.C.

1370 Dans ces délais de trois mois et de quarante jours, la femme doit faire sa renonciation, laquelle se fait par acte notarié portant minute ou par une déclaration judiciaire dont il est donné acte par le tribunal. -Art. 1345 C.C.

1371 La veuve poursuivie comme commune peut cependant, suivant les circonstances, obtenir du tribunal la prorogation des délais fixés par

1367 The wife surviving her husband must, within three months from his death, cause a faithful and correct inventory of all the property of the community to be made in the presence of the heirs of the husband, or after having duly summoned them.

This inventory must be made in notarial form en minute.

-Art. 1342 C.C.

1368 The wife may however renounce the community, without making an inventory, in the following cases: when the dissolution takes place during the lifetime of the husband; when the heirs of the latter are in possession of all the property; when an inventory has been made at their instance, or one has been made shortly before the death of the husband; when a general seizure and sale of the property of the community have been recently made, or when it has been established by an official return that none existed.

-Art. 1343 C.C.

1369 Besides the three months allowed the wife to make the inventory, she has, in order to deliberate upon her acceptance or repudiation, a delay of forty days, which commence to run from the expiration of the three months, or from the closing of the inventory, if it have been completed within the three months.

-Art. 1344 C.C.

1370 Within these delays of three months and forty days, the wife must make her renunciation, by a notarial deed en minute, or by a judicial declaration which is recorded by the court.

-Art. 1345 C.C.

1371 The wife who is sued as being in community, may nevertheless, according to circumstances, obtain from the court an extension of the

les articles précédents.
-Art. 1346 C.C.

1372 La femme qui n'a ni procédé à l'inventaire, ni renoncé dans les délais prescrits ou accordés, n'est pas pour cela privée de la faculté de le faire; elle y est au contraire admise tant qu'elle ne s'est pas immiscée et qu'elle n'a pas fait acte de commune; elle peut seulement être poursuivie comme telle jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.
-Art. 1347 C.C.

1373 La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est déclarée commune, notwithstanding sa renonciation; il en est de même à l'égard de ses héritiers. -Art. 1348 C.C.

1374 Si la femme meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers ont, pour le faire et terminer, un nouveau délai de trois mois à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer après la clôture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers ont, pour délibérer, un nouveau délai de quarante jours après son décès.

Ils peuvent au surplus, dans tous les cas, renoncer à la communauté dans les formes établies à l'égard de la femme, et les articles 1371 et 1372 leur sont applicables.
-Art. 1349 C.C.

1375 Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs droits, et accepter la communauté de leur chef.

delays established by the foregoing articles. -Art. 1346 C.C.

1372 The wife who has neither made an inventory nor renounced within the delays above prescribed or granted is not therefor precluded from doing so; she is, on the contrary, allowed to do so, so long as she has not intermeddled or has not acted as being in community; but she can be sued as being in community so long as she has not renounced, and she is liable for the costs incurred against her up to the time of such renunciation. -Art. 1347 C.C.

1373 The widow who has abstracted or concealed any of the effects of the community is declared to be in community, notwithstanding her renunciation; the same rule applies to her heirs. -Art. 1348 C.C.

1374 If the widow die before the expiration of the three months, without having made or completed the inventory, her heirs have, in order to make and complete it, a further delay of three months, reckoning from her death, and of forty days after the closing of the inventory, in order to deliberate.

If the widow die after completing the inventory, her heirs have, in order to deliberate, a fresh delay of forty days from her death.

They may moreover in all cases renounce the community, according to the forms established with regard to the wife, and articles 1371 and 1372 are applicable to them. -Art. 1349 C.C.

1375 The creditors of the wife may impugn the renunciation which she or her heirs may have made in fraud of their claims and may accept the community in their own right.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers et jusqu'à concurrence de leurs créances. Elle ne l'est pas au profit de la femme ou de ses héritiers qui ont renoncé. -Art. 1351 C.C.

1376 La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les délais prescrits ou qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de vivre avec ses domestiques sur les provisions existantes et, à défaut, par emprunt au compte de la communauté, à la charge d'en user modérément.

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a faite, pendant les délais, dans la maison où elle est restée après le décès de son mari, soit que cette maison appartienne à la communauté, soit qu'elle appartienne aux héritiers du mari, ou qu'elle soit tenue à titre de loyer; dans ce dernier cas, la femme, pendant les délais, ne contribue pas au paiement du loyer, lequel est pris sur la masse. -Art. 1352 C.C.

1377 Lorsque la communauté est dissoute par le prédécès de la femme, ses héritiers peuvent y renoncer dans le délai et dans les formes que prescrit la loi à l'égard de la femme survivante, sauf qu'ils ne sont pas tenus pour cela de faire inventaire. -Art. 1353 C.C.

1378 La renonciation doit être enregistrée tel que prévu au titre De l'enregistrement des droits réels.

Lorsque la dissolution du régime résulte d'un jugement de séparation de corps ou de biens, la renonciation doit être enregistrée au bureau d'enregistrement dans la cir-

In such case, the renunciation is annulled only in favour of the creditors, and to the extent of the amount of their claims. It is not annulled in favour of the wife or of her heirs who have renounced. -Art. 1351 C.C.

1376 The widow, whether she accepts or renounces, has a right, during the delays which are prescribed or allowed her in order to make the inventory and to deliberate, to sustain herself and her domestics, upon the provisions then existing, and in default of these by means of loans obtained on account of the community, subject to the condition of making a moderate use thereof.

She owes no rent for her occupation, during these delays, of the house in which she remains after the death of her husband, whether such house belongs to the community or to the heirs of the husband, or is held under lease; in the last case the wife does not contribute to the payment of the rent during these delays but it is taken out of the mass. -Art. 1352 C.C.

1377 When the community is dissolved by the previous death of the wife, her heirs may renounce it within the delays and according to the forms prescribed by law with regard to the surviving wife, saving that they are not obliged for that purpose to make an inventory. -Art. 1353 C.C.

1378 The renunciation must be registered as provided for in the title of Registration of real rights.

When the dissolution of the regime results from a judgment of separation from bed and board or of property, the renunciation must be registered in the registry office of

conscription duquel le mari était domicilié au temps où la demande a été intentée ou, si le mari avait alors quitté la province, au bureau d'enregistrement dans la circonscription duquel les époux ont eu leur dernier domicile commun avant l'institution de l'action.

Cet enregistrement se fait par dépôt. -Art. 1314a et b C.C.

S/S 3: Du partage de la communauté -

1379 Après l'acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage et le passif est supporté en la manière ci-après déterminée. -Art. 1354 C.C.

I. Partage de l'actif -

1380 Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse des biens communs tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les règles ci-dessus prescrites à la sous-section 2 de la section 1 du présent chapitre. -Art. 1355 C.C.

1381 Chaque époux, ou ses héritiers, rapporte également les sommes qui ont été tirées de la communauté ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre lit, ou pour doter personnellement l'enfant commun. -Art. 1356 C.C.

1382 Sur la masse des biens, chaque époux, ou ses héritiers, prélève:

1) ses biens propres qui ne sont pas entrés en communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi;

the division in which the husband was domiciled at the time when the suit was brought, or, if the husband had then left the Province, in the registry office of the division in which the consorts had their last common domicile before the institution of the action.

This registration is effected by deposit. -Art. 1314a and b C.C.

S/S 3: The partition of the community -

1379 After the acceptance of the community by the wife or her heirs, the assets are divided and the liabilities borne in the manner hereinafter determined. -Art. 1354 C.C.

I. Partition of the assets -

1380 The consorts or their heirs return into the mass of the community all that they owe it by way of compensation or indemnity, according to the rules prescribed above in sub-section 2 of section 1 of the present chapter. -Art. 1355 C.C.

1381 Each consort or his heirs return likewise the sums drawn from the community, or the value of the property taken therefrom by such consort, in order to endow a child of another marriage, or to endow personally their common child. -Art. 1356 C.C.

1382 Out of the mass of the community each consort or his heirs pretake:

1) such of his private property as did not enter into the community, if it exists in kind, or such property as has been acquired in replacement of it:

2) le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté et dont il n'a pas été fait remploi;

3) les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

-Art. 1357 C.C.

1383 Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari. Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement sur les immeubles de la communauté; dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déferé à la femme ou à ses héritiers. -Art. 1358 C.C.

1384 Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.

La femme ou ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, les exercent sur les biens propres du mari. -Art. 1359 C.C.

1385 Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit du jour de sa dissolution. -Art. 1360 C.C.

1386 Après les prélèvements faits et les dettes payées sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent. -Art. 1361 C.C.

1387 Si les héritiers de la femme sont divisés, de sorte que l'un ait accepté la communauté à laquelle les autres ont renoncé, celui qui a accepté ne peut prendre dans les biens qui étoient au lot de la femme que la portion qu'il y aurait eue si tous eussent accepté.

2) the price of such of his immoveables as have been alienated during the community and have not been replaced;

3) the indemnities due him by the community. -Art. 1357 C.C.

1383 The pretakings of the wife take precedence over those of the husband. They are effected, as regards such property as no longer exists in kind, first upon the ready money, next upon the moveable property, and subsidiarily upon the immoveables of the community; in the last case, the choice of the immoveables is left to the wife or to her heirs. -Art. 1358 C.C.

1384 The husband takes his reprises only upon the property of the community.

The wife or her heirs, in case the community proves insufficient, may exercise theirs upon the private property of the husband. -Art. 1359 C.C.

1385 The replacements and compensations due by the community to the consorts, and the compensations and indemnities due by them to the community, bear interest, by law, from the day of its dissolution. -Art. 1360 C.C.

1386 After the pretakings have been effected and the debts have been paid out of the mass, the remainder is divided equally between the consorts or their representatives. -Art. 1361 C.C.

1387 If the heirs of the wife be divided, so that some have accepted and others have renounced the community, those who have accepted cannot take out of the property falling to the wife's share any more than they would have received if all had accepted.

Le surplus reste au mari qui demeure chargé, envers les héritiers renonçants, des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation, mais jusqu'à concurrence seulement de la portion héréditaire de chacun de ces renonçants. -Art. 1362 C.C.

1388 Le partage de la communauté pour tout ce qui regarde ses formes, la licitation des immeubles quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes sont soumis aux règles qui sont établies au titre Des successions pour les partages entre cohéritiers. -Art. 1363 C.C.

1389 Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans ses effets. -Art. 1364 C.C.

1390 Après le partage consommé, si l'un des époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce sa créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la communauté ou sur ses biens propres. -Art. 1365 C.C.

1391 Les créances personnelles que les époux ont à exercer l'un contre l'autre ne portent intérêt que suivant les règles ordinaires. -Art. 1366 C.C.

1392 Les donations que l'un des époux a faites à l'autre ne s'exécutent pas sur la communauté, mais seulement sur la part qu'y a l'époux donateur, ou sur ses biens propres. -Art. 1367 C.C.

The residue remains with the husband, who is liable toward the heirs who have renounced for such rights as the wife might have exercised in case of renunciation, but only to the extent of the hereditary share of each heir who has thus renounced. -Art. 1362 C.C.

1388 The partition of the community, in all that regards its forms, the licitation of immoveables when there is occasion for it, the effects of the partition, the warranty which results from it, and the payment of differences, is subject to all the rules established in the title of Successions for the partition among coheirs. -Art. 1363 C.C.

1389 The consort who has abstracted or concealed effects belonging to the community, forfeits his share of such effects. -Art. 1364 C.C.

1390 After the partition has been effected, if one of the consorts be the personal creditor of the other, such as when the price of a property of the former has been applied to the payment of a personal debt of the other, or for any other cause, he has a right to be paid his claim out of the share of the community allotted to his debtor or out of the private property of such debtor. -Art. 1365 C.C.

1391 The personal claims which the consorts may have to enforce against each other bear interest only according to the ordinary rules. -Art. 1366 C.C.

1392 Gifts made by one consort to the other are not taken out of the community, but only from the share of the donor therein, or from his private property. -Art. 1367 C.C.

1393 Le deuil de la femme est aux frais des héritiers du mari prédécédé.

La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune du mari.

Il est dû même à la femme qui renonce à la communauté.

-Art. 1368 C.C.

II. Partage du passif -

1394 Les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers.

Les frais de scellés, inventaires, ventes de mobilier, liquidation, licitation et partage font partie de ces dettes.

-Art. 1369 C.C.

1395 La femme n'est tenue des dettes de la communauté, même en l'acceptant, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers, que jusqu'à concurrence de son émolument; pourvu qu'il y ait eu un bon et fidèle inventaire et en rendant compte, tant du contenu de cet inventaire, que de ce qui lui est échu par le partage.

-Art. 1370 C.C.

1396 Le mari est tenu envers les créanciers pour la totalité des dettes de la communauté par lui contractées; sauf son recours contre la femme ou ses héritiers, s'ils acceptent, pour la moitié de ces dettes ou jusqu'à concurrence de leur émolument. -Art. 1371 C.C.

1397 Il n'est tenu que pour moitié de celles personnelles à la femme et qui sont tombées à la charge de la communauté, à moins que la part afférente à la femme ne suffise pas pour acquitter sa moitié.

-Art. 1372 C.C.

1393 The mourning of the wife is chargeable to the heirs of her deceased husband.

The cost of such mourning is to be regulated according to the fortune of the husband.

It is due even to the wife who renounces the community.

-Art. 1368 C.C.

II. Partition of the liabilities -

1394 The debts of the community are chargeable one-half to each of the consorts or his heirs.

The expenses of seals, inventories, sales of moveable property, liquidation, licitation and partition, are included in such debts.

-Art. 1369 C.C.

1395 The wife even though she accepts the community, is not liable for its debts, either toward her husband or toward creditors, beyond the amount of the benefit she derives from it; provided that a good and faithful inventory has been made and that she has rendered an account both of what is contained in such inventory and of what has fallen to her in the partition.

-Art. 1370 C.C.

1396 The husband is liable toward the creditors for the whole of the debts of the community which were contracted by himself; saving his recourse against his wife or her heirs, if they accept, for the half of such debts, or for an amount equivalent to the benefit which they have derived from the community.

-Art. 1371 C.C.

1397 He is liable only for half of such personal debts of his wife as were chargeable to the community, unless the share coming to the wife proves insufficient to pay her half.

-Art. 1372 C.C.

1398 La femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes qui précèdent de son chef et qui sont entrées dans la communauté, sauf son recours contre le mari, ou ses héritiers, pour la moitié de ces dettes si elle accepte, et pour la totalité, à moins qu'elle seule en ait profité, si elle renonce.
-Art. 1373 C.C.

1399 La femme qui a payé une dette de la communauté au-delà de sa moitié, n'a pas de répétition pour l'excédent, à moins que la quittance n'exprime que ce qu'elle a payé était pour sa moitié.

Mais elle a un recours contre son mari ou ses héritiers.
-Art. 1375 C.C.

1400 Celui des deux époux qui, par l'effet de l'hypothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partage, se trouve poursuivi pour la totalité d'une dette de la communauté, a, de droit, son recours pour la moitié de cette dette contre l'autre époux ou ses héritiers. -Art. 1376 C.C.

1401 Les dispositions précédentes ne font pas obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre des copartageants soit chargé de payer une quotité de dettes autre que la moitié, même de les acquitter entièrement. -Art. 1377 C.C.

1402 Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard du mari ou de sa femme, a lieu à l'égard des héritiers de l'un ou de l'autre, et ces héritiers exercent les mêmes droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjoint qu'ils représentent.
-Art. 1378 C.C.

1398 The wife may be sued for the whole of the debts which are attributable to herself and have fallen into the community; saving her recourse against the husband or his heirs, for half of such debts if she accept, and for the whole, unless she alone profited from them, if she renounce.
-Art. 1373 C.C.

1399 The wife who has paid more than her half of a debt of the community, cannot get back what she has overpaid, unless the receipt expresses that what she paid was for her half.

But she retains her recourse against her husband or his heirs.
-Art. 1375 C.C.

1400 The consort who, by reason of the enforcing of a hypothec upon the immoveable which has fallen to his share, is sued for the whole of a debt of the community, has his legal recourse for one-half of such debt against the other consort or his heirs. -Art. 1376 C.C.

1401 Notwithstanding the foregoing provisions, either of the copartitioners may, by the partition, be charged with the payment of a proportion of the debts, other than half, or even with the payment of the whole. -Art. 1377 C.C.

1402 All that has been declared above in respect of the husband or of the wife applies to the heirs of either, and such heirs exercise the same rights and are subject to the same actions as the consort whom they represent.
-Art. 1378 C.C.

The Effect of the

1. The first effect of the...
2. The second effect of the...
3. The third effect of the...

4. The fourth effect of the...
5. The fifth effect of the...

6. The sixth effect of the...
7. The seventh effect of the...

8. The eighth effect of the...
9. The ninth effect of the...

10. The tenth effect of the...
11. The eleventh effect of the...
12. The twelfth effect of the...

13. The thirteenth effect of the...
14. The fourteenth effect of the...
15. The fifteenth effect of the...

16. The sixteenth effect of the...
17. The seventeenth effect of the...
18. The eighteenth effect of the...

19. The nineteenth effect of the...
20. The twentieth effect of the...

The Effect of the

1. The first effect of the...
2. The second effect of the...
3. The third effect of the...

4. The fourth effect of the...
5. The fifth effect of the...

6. The sixth effect of the...
7. The seventh effect of the...

8. The eighth effect of the...
9. The ninth effect of the...

10. The tenth effect of the...
11. The eleventh effect of the...
12. The twelfth effect of the...

13. The thirteenth effect of the...
14. The fourteenth effect of the...
15. The fifteenth effect of the...

16. The sixteenth effect of the...
17. The seventeenth effect of the...
18. The eighteenth effect of the...

19. The nineteenth effect of the...
20. The twentieth effect of the...

S/S 4: De l'effet de la renonciation-

1403 La femme qui renonce ne peut prétendre aucune part dans les biens de la communauté, pas même dans le mobilier qui y est entré de son chef. -Art. 1379 C.C.

1404 Elle peut cependant retenir ses hardes et linges à son usage personnel, sans y comprendre d'autres bijoux que les gages et dons nuptiaux. -Art. 1380 C.C.

1405 La femme renonçante a droit de reprendre:

1) les immeubles à elle appartenant s'ils existent en nature, ou l'immeuble qui a été acquis en remploi;

2) le prix de ses immeubles aliénés dont le remploi n'a pas été fait et accepté, comme il est dit ci-dessus en l'article 1326;

3) les indemnités qui peuvent lui être dues par la communauté. -Art. 1381 C.C.

1406 La femme renonçante est déchargée de toute contribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard du mari qu'à l'égard des créanciers.

Elle reste cependant tenue des dettes qu'elle a assumées personnellement, sauf en ce cas son recours possible contre le mari, suivant les règles établies aux articles 1321 et suivants. -Art. 1382 C.C.

1407 Elle peut exercer toutes les actions et reprises ci-dessus détaillées, tant sur les biens de la communauté que sur les biens propres du mari.

S/S 4: The effect of renunciation -

1403 The wife who renounces, cannot claim any share in the property of the community, not even in the moveable property she herself brought into it. -Art. 1379 C.C.

1404 She may however, retain the wearing apparel and linen in use, for her own person, exclusive of all other jewelry than her wedding presents. -Art. 1380 C.C.

1405 The wife who renounces has a right to take back:

1) the immoveables belonging to her, if they exist in kind, or those which have been acquired to replace them;

2) the price of her immoveables which have been alienated, and the replacement of which has not been made and accepted as mentioned above in article 1326;

3) the indemnities which may be due to her from the community. -Art. 1381 C.C.

1406 The wife who renounces is freed from all contribution to the debts of the community, both as regards her husband and as regards creditors.

She remains liable, however, for debts she assumed personally saving, in such case, a possible recourse against her husband according to the rules established in articles 1321 and following. -Art. 1382 C.C.

1407 She may exercise all the rights and reprises hereinabove enumerated as well against the property of the community as against the private property of her husband.

Ses héritiers le peuvent de même, sauf en ce qui concerne le prélèvement des linges et hardes, ainsi que le logement et la nourriture pendant les délais donnés pour faire inventaire et délibérer, lesquels droits sont purement personnels à la femme survivante.

-Art. 1383 C.C.

Section 4

DES BIENS RESERVES

1408 Les produits du travail personnel de la femme commune en biens, les économies qui en proviennent et les meubles ou immeubles qu'elle acquiert en en faisant emploi, sont, à peine de nullité de toute convention contraire, réservés à l'administration de la femme, et elle en a la jouissance et la libre disposition.

Elle ne peut, cependant, sans le concours de son mari, les aliéner à titre gratuit, ni aliéner ou hypothéquer les immeubles, ni aliéner ou nantir les fonds de commerce et les meubles meublants affectés à l'usage du ménage.

La femme peut ester en justice, sans autorisation, dans toute action ou contestation relative à ses biens réservés.

Ces biens réservés ne comprennent pas les gains résultant du travail commun des époux. -Art. 1425a C.C.

1409 L'article 1319 s'applique aux pouvoirs mentionnés à l'article 1408, au cas d'abus ou de mauvaise gestion. -Art. 1425b C.C.

1410 La qualité de biens réservés des biens au sujet desquels la femme a contracté en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1408 est présumée en faveur des tiers de bonne foi s'il y a eu, au moment de l'acte, déclaration écrite de la femme qu'elle exerce une profession séparée de celle de son mari. -Art. 1425c C.C.

Her heirs may do the same, except as regards the pretaking of linen and wearing apparel, and as regards lodging and maintenance during the delays allowed for the inventory and for deliberating, which rights are purely personal to the surviving wife.

-Art. 1383 C.C.

Section 4

RESERVED PROPERTY

1408 The proceeds of the personal work of the wife common as to property, the savings therefrom and the moveable or immoveable property she acquires by investing the same, are, on pain of the nullity of any covenant to the contrary, reserved to the administration of the wife and she has the enjoyment and free disposal of them.

She cannot, however, alienate them by gratuitous title, nor alienate or hypothecate the immoveables, nor alienate or pledge the stocks in trade and the household furniture in use by the family, without the concurrence of her husband.

The wife may appear before the courts without authorization in any action or contestation relating to her reserved property.

Such property shall not include the earnings from the joint work of the consorts. -Art. 1425a C.C.

1409 Article 1319 shall apply to the powers mentioned in article 1408 in the case of abuse or bad management. -Art. 1425b C.C.

1410 With respect to property concerning which the wife has contracted in virtue of the powers conferred upon her by article 1408 the character of such property as reserved is presumed in favour of third persons in good faith, if there was, at the time of the act, a written declaration by the wife that she is engaged in a calling separate from that of her husband. -Art. 1425c C.C.

Section 4

DES BIENS RESERVES

Cette section correspond au chapitre II (A) du Code actuel et reproduit les dispositions des articles 1425a à 1425i C.C., telles que modifiées par la loi du 18 juin 1964, sauf sur trois points:

1) la loi du 18 juin 1964 a introduit dans les pouvoirs respectifs des époux sur les biens communs un déséquilibre qui a paru discutable. En effet, le mari, d'après le nouvel article 1292 C.C. (art. 1315 du projet), ne peut, sans le concours de sa femme, aliéner ou hypothéquer les immeubles de la communauté, alors que la femme peut librement disposer de tous ses biens réservés qui sont, au même titre, des biens communs. Il est proposé de rétablir l'équilibre, d'où l'énoncé du deuxième alinéa de l'article 1408;

2) un texte quelque peu modifié est suggéré en remplacement de l'article 1425c tel qu'édicte par la loi du 18 juin 1964. Il importe pour comprendre le sens de la modification de rappeler brièvement l'objet des dispositions contenues dans les articles 1425c et 1425d. Les règles relatives à l'exercice des pouvoirs de la femme qui lui sont conférés par la présente section mettent constamment en cause la question de savoir si tel bien est ou non réservé. C'est, par exemple, le créancier qui, voulant saisir certains biens pour une dette de la femme, se doit de prouver leur caractère de "réservés", ou encore c'est la femme qui, ayant refusé la communauté, veut démontrer qu'elle a droit de conserver tel bien parce que "réservé", etc...

Section 4

RESERVED PROPERTY

This section corresponds to chapter II (A) of the present Code and reproduces the provisions of articles 1425a to 1425i C.C. as modified by the law of June 18, 1964, save for three points:

1) the law of June 18, 1964 introduced an imbalance in the respective powers of the consorts over the community property that is debatable. In effect, under the new article 1292 C.C. (art. 1315 of the draft), the husband cannot alienate or hypothecate the immovables of the community without the concurrence of his wife, whereas the wife can freely dispose of all her reserved property which is, at the same time, common property. It is proposed that the balance be re-established; whence the statement in the second paragraph of article 1408;

2) a slightly modified text is suggested by way of replacement of article 1425c as enacted by the law of June 18, 1964. In order to understand the meaning of the change, it is necessary to recall briefly the object of the provisions of articles 1425c and 1425d. The rules relating to the exercise of the wife's powers which are conferred upon her by the present section constantly raise the question of determining whether any particular property is or is not reserved. For example, the creditor who wishes to seize property for a debt of the wife, or the wife who, having renounced the community, wishes to show that she has the right to keep any particular property because it is "reserved", must establish its "reserved" character. In principle, the law intended to submit this proof to the ordinary rules, and this was enacted in article 1425d C.C.

1411 En toutes circonstances et à l'égard de tous, la preuve est soumise aux règles ordinaires pour établir la consistance et la provenance des biens réservés.

-Art. 1425d C.C.

1412 Les créanciers de la femme peuvent poursuivre le paiement de leurs créances sur ses biens réservés.

Les créanciers du mari ou de la communauté peuvent aussi le faire pour dettes contractées dans l'intérêt du ménage. -Art. 1425e C.C.

1413 Les biens réservés entrent dans le partage de la communauté.

Si la femme renonce à la communauté, elle les garde francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont ils étaient le gage en vertu de l'article 1412. Cette faculté appartient à ses héritiers légitimes ou testamentaires en ligne directe descendante.

Si la femme ou ses héritiers sans distinction acceptent la communauté et si la femme a disposé des biens réservés, même à titre onéreux, mais en fraude des droits du mari ou de ses héritiers, il doit être fait remise au fonds commun de tous biens réservés ainsi aliénés ou de leur valeur à la date de la dissolution.

-Art. 1425f C.C.

1414 La femme reste soumise à l'obligation de contribuer aux charges du mariage à même ses biens réservés, dans la proportion établie selon l'article 1427; toute convention au contraire est nulle.

-Art. 1425h C.C.

1411 The ordinary rules of evidence shall apply in all circumstances and with regard to all, to prove the nature and source of the reserved property.

-Art. 1425d C.C.

1412 The creditors of the wife may proceed for the payment of their claims against her reserved property.

The creditors of the husband or of the community may also do so for debts contracted in the interest of the household. -Art. 1425e C.C.

1413 The reserved property shall be included in the partition of the community.

If the wife renounces the community, she shall keep such property free and clear of all debts other than those for which such property was liable under article 1412. Her legal or testamentary heirs in the direct line descending shall have the same power.

If the wife or her heirs without distinction accept the community, and the wife has disposed of the reserved property, even by onerous title, but in fraud of the rights of the husband or of his heirs, all reserved property so alienated or its value at the date of the dissolution must be returned as part of the community property.

-Art. 1425f C.C.

1414 The wife shall remain subject to the obligation to contribute to the expenses of marriage out of her reserved property, in the proportion established according to article 1427; any agreement to the contrary is null. -Art. 1425h C.C.

La loi a entendu soumettre cette preuve en principe aux règles ordinaires et c'est ce qu'elle édicte dans l'article 1425d C.C. (devenu art. 1410 du projet). Mais, dans une hypothèse, elle a voulu qu'il en soit autrement pour éviter que le co-contractant de la femme se voit constamment forcé d'exiger, pour éviter tous risques, la preuve formelle du caractère du bien au sujet duquel la femme entend agir avec lui, ce qui naturellement aurait constitué un obstacle à l'exercice des pouvoirs qu'elle entendait lui accorder. Et c'est ainsi que par l'article 1425c, elle a édicté une présomption susceptible de lever tout doute. Le projet n'entend pas modifier cette conception, mais il propose un texte (art. 1409) qui a paru plus clair et plus juridiquement acceptable. A noter en outre que le terme "séparée" a été ré-introduit dans l'énoncé de la règle parce qu'il est moins équivoque que celui de la loi du 18 juin 1964: si par exemple le mari et la femme sont tous deux médecins, ils peuvent fort bien exercer leur profession "séparément" sans pour autant que l'on puisse dire que leurs professions sont "distinctes".

3) l'article 1408, al. 3, reproduit la disposition de l'ancien article 1425g C.C., qui avait été abrogé par la loi du 18 juin 1964. Il a paru nécessaire de prévoir formellement le droit pour la femme d'ester en justice relativement à ses biens réservés.

(which became article 1411 of the draft). But there was one hypothesis where the law intended that a different rule should apply in order to render unnecessary, for parties contracting with the wife, the constant requiring, to avoid all risks, of formal proof of the character of the property with respect to which the wife intends to contract; this naturally would have created obstacles to the exercise of the powers which the law intended to grant her. Thus, a presumption capable of removing all doubt was enacted by article 1425c. It is not intended that the draft should modify this idea, but a clearer and more juridically acceptable text is proposed (article 1410). It is also to be noted that the term "separate" has been re-introduced into the text of the rule because it is less ambiguous than that used in the law of June 18, 1964. If, for example, the husband and the wife are both medical doctors, they can very well exercise their professions "separately" without it being thereby possible to say that they are "distinct".

3) the third paragraph of article 1408 reproduces the provision of the former article 1425g C.C. which had been abrogated by the law of June 18, 1964. It appeared necessary to make formal provision for the wife's right to appear before the courts with respect to her reserved property.

Section 5

DU DOUAIRE

1415 Réserve faite des droits acquis antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi, les règles spéciales relatives au douaire légal ou conventionnel sont abrogées.

(nouveau)

CHAPITRE IV

DE L'USUFRUIT LEGAL
DU CONJOINT SURVIVANT

1416 Après la dissolution du régime légal ou du régime de communauté par décès, et en l'absence de testament à ce contraire, le survivant des conjoints a la jouissance des acquêts ou des biens de la communauté venant à ses enfants du chef du conjoint prédécédé; cette jouissance dure quant à chacun des enfants jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis ou jusqu'à son émancipation. -Art. 1323 C.C.

1417 Les charges de cette jouissance sont:

- 1) celles auxquelles sont tenus les usufruitiers;
- 2) la nourriture, l'entretien et l'éducation des enfants, selon leur fortune;
- 3) le paiement des arrérages ou intérêts des capitaux;
- 4) les frais funéraires et ceux de dernière maladie du conjoint prédécédé. -Art. 1324 C.C.

1418 Cette jouissance cesse dans le cas d'un second mariage.
-Art. 1325 C.C.

Section 5

DOWER

1415 Under reserve of rights vested prior to the coming into force of the present law, the special rules relating to legal or conventional dower are repealed.

(new)

CHAPTER IV

THE LEGAL USUFRUCT
OF THE SURVIVING CONSORT

1416 After the dissolution of the legal regime or of the community regime by death and in the absence of any will to the contrary, the surviving consort has the enjoyment of the acquests or of the property of the community coming to their children from the deceased consort; such usufruct lasts as to each child until he is of the age of eighteen years or until he is emancipated. -Art. 1323 C.C.

1417 The obligations incurred by this enjoyment are:

- 1) those to which usufructuaries are held;
- 2) the food, maintenance and education of the children, according to their fortune;
- 3) the payment of arrears or interest on capital;
- 4) the funeral expenses and those of the last illness of the predeceased consort. -Art. 1324 C.C.

1418 This enjoyment ceases in the event of a second marriage.
-Art. 1325 C.C.

Section 5

DU DOUAIRE

L'on sait que l'institution du douaire n'a plus aujourd'hui aucune portée pratique, et les commentateurs sont unanimes à souligner son inutilité.

Les auteurs du projet suggèrent son abolition pure et simple. Il fallait néanmoins réserver les droits acquis antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

C'est là l'objet de l'article 1415 du projet.

CHAPITRE IV

DE L'USUFRUIT LEGAL
DU CONJOINT SURVIVANT

Les praticiens sont d'avis que l'usufruit légal du conjoint survivant a, contrairement au douaire, une utilité pratique et qu'il permet d'éviter que le décès d'un époux ne désorganise trop la vie familiale. Les articles 1323 à 1332 C.C. ont donc été reproduits, mais en étendant ce système au nouveau régime légal de la société d'acquêts.

Section 5

DOWER

It is known that the institution of dower no longer has any practical significance today, and the commentators are unanimous in emphasizing its uselessness.

The authors of the draft suggest its outright abolition. Nevertheless, it was necessary to make a reservation for rights vested before the coming into force of the present law.

This is the object of article 1415 of the draft.

CHAPTER IV

THE LEGAL USUFRUCT
OF THE SURVIVING CONSORT

Practitioners are of the opinion that the legal usufruct of the surviving consort, unlike dower, has a practical usefulness, and that it renders possible a prevention of too great a dislocation of family life upon the death of a consort. Articles 1323 to 1332 C.C. have been reproduced therefore, but their application has been extended to the new legal regime of partnership of acquests.

1419 Elle ne s'étend pas aux biens donnés ou légués sous la condition expresse que les père et mère n'en jouiront pas.

-Art. 1326 C.C.

1420 Dans les trois mois du décès d'un des époux, le survivant est tenu de faire inventaire des biens sur lesquels porte son usufruit.

Ce délai peut être prolongé par un juge de la Cour supérieure sur requête du survivant.

-Art. 1327 et 1329 C.C.

1421 Cet inventaire doit être fait par acte notarié portant minute et avec un légitime contradicteur.

-Art. 1328 C.C.

1422 Le défaut d'inventaire dans le délai mentionné fait perdre à l'époux survivant la jouissance des revenus de ses enfants mineurs.

-Art. 1330 C.C.

1423 Le subrogé tuteur qui n'a point obligé le survivant à faire inventaire dans le délai, est solidairement tenu avec lui de toutes les condamnations qui peuvent être prononcées au profit des mineurs.

-Art. 1331 C.C.

1424 Le subrogé tuteur peut demander la cessation de la jouissance du conjoint survivant si celui-ci ne se conforme pas aux obligations ci-dessus mentionnées résultant de son usufruit.

A défaut par le subrogé tuteur de demander cette cessation d'usufruit, tout parent des mineurs, jusqu'au degré de cousin germain inclusivement, peut demander la nomination d'un tuteur ad hoc pour poursuivre cette demande.

-Art. 1332 C.C.

1419 It does not extend to the property given or bequeathed upon the express condition that the father and mother shall not enjoy it.

-Art. 1326 C.C.

1420 Within the three months next after the decease of one of the consorts, the survivor is obliged to make an inventory of the property subject to his usufruct.

The said delay may be extended by a judge of the Superior Court on motion of the survivor.

-Art. 1327 and 1329 C.C.

1421 The inventory must be made by notarial deed en minute and in the presence of a person qualified to contest. -Art. 1328 C.C.

1422 The want of an inventory within the delay mentioned causes the surviving consort to lose the enjoyment of the revenue of his minor children. -Art. 1330 C.C.

1423 The subrogate tutor, who has not compelled the survivor to make an inventory within the delays, is jointly and severally responsible with him for all the condemnations that may be pronounced in favour of the minors. -Art. 1331 C.C.

1424 The subrogate tutor may demand that the usufruct of the surviving consort cease if the latter does not fulfill the above obligations resulting from his usufruct.

In default of the subrogate tutor so demanding that the usufruct cease, any relation of the minor to the degree of cousin german inclusive, may demand the appointment of a tutor ad hoc for the purpose of proceeding with such demand.

-Art. 1332 C.C.

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON

From the first settlement of the
city in 1630 to the present time.

By SAMUEL JOHNSON, Esq.
of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON

From the first settlement of the
city in 1630 to the present time.

By SAMUEL JOHNSON, Esq.
of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

THE HISTORY OF THE CITY OF BOSTON, from the first settlement of the city in 1630 to the present time. By SAMUEL JOHNSON, Esq. of the Middle Temple, Barrister at Law.

CHAPITRE V

DE LA SEPARATION DE BIENS

Section 1

DE LA SEPARATION DE BIENS CONVENTIONNELLE

1425 Le régime de séparation de biens conventionnelle existe lorsque les époux l'ont stipulé dans leur contrat de mariage.
-Art. 1422 C.C.

1426 Sous le régime de séparation de biens, chaque époux a la pleine administration et la libre disposition de ses biens tant mobiliers qu'immobiliers.

La femme séparée de biens peut ester en justice et contracter sans l'autorisation de son mari.
-Art. 1422 C.C.

1427 Chaque époux contribue aux charges du mariage suivant les conventions contenues au contrat de mariage ou, à défaut, en proportion de leurs ressources respectives.

A défaut d'accord entre les époux, le tribunal peut, à la requête de l'un ou de l'autre, décider de la part contributoire de chacun. -Art. 1423 C.C.

1428 Lorsque la femme séparée a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit sur la demande que sa femme peut lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.
-Art. 1425 C.C.

CHAPTER V

SEPARATION OF PROPERTY

Section 1

CONVENTIONAL SEPARATION OF PROPERTY

1425 The regime of conventional separation of property exists when the consorts have stipulated it in their marriage contract.
-Art. 1422 C.C.

1426 Under the regime of separation of property, each consort has the entire administration and free disposal of his property both moveable and immoveable.

The wife separate as to property may appear before the courts and contract without the authorization of her husband. -Art. 1422 C.C.

1427 Each consort contributes to the expenses of marriage according to the covenants contained in their marriage contract and in default thereof in proportion to their respective resources.

In default of agreement between the consorts, the Court may, on the motion of either, determine the contributory share of each.
-Art. 1423 C.C.

1428 When the wife who is separate as to property has left the enjoyment of her property to her husband, the latter upon the demand which his wife may make, or upon the dissolution of the marriage, is bound to give up only the fruits which are then existing, and is not accountable for those which up to such time, have been consumed.
-Art. 1425 C.C.

CHAPITRE V

DE LA SEPARATION DE BIENS

Pour plus de logique et de clarté, le projet traite dans un même chapitre de la séparation de biens conventionnelle et de la séparation de biens judiciaire.

Section 1

DE LA SEPARATION
DE BIENS CONVENTIONNELLE

Les articles 1425, 1426, 1427 et 1428 du projet reproduisent la substance des articles 1422 à 1425 C.C.

Des modifications de forme ont été apportées afin de clarifier les textes et d'appuyer sur la complète égalité des époux, telle que promulguée par la loi du 18 juin 1964.

CHAPTER V

SEPARATION OF PROPERTY

For greater logic and clarity, the draft deals with conventional separation of property and judicial separation of property in the same chapter.

Section 1

CONVENTIONAL SEPARATION
OF PROPERTY

Articles 1425, 1426, 1427 and 1428 of the draft reproduce the substance of articles 1422 to 1425 C.C.

Modifications of form have been made in order to clarify the texts and to emphasize the complete equality of the consorts as proclaimed by the law of June 18, 1964.

Section 2

DE LA SEPARATION
DE BIENS JUDICIAIRE

1429 Sous le régime de la société d'acquêts, la séparation judiciaire de biens peut être poursuivie par l'un ou l'autre des époux, lorsque l'application des règles du régime se révèle contraire à l'intérêt du ménage.

Sous un régime de communauté conventionnelle, la séparation ne peut être poursuivie que par la femme et dans les cas suivants:

- 1) lorsque ses intérêts sont mis en péril;
- 2) lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme;
- 3) lorsque le mari a abandonné sa femme ou que la femme est forcée de pourvoir seule, ou avec ses enfants, aux besoins de la famille;
- 4) lorsque, pour des raisons graves, il paraît juste et nécessaire que la séparation soit prononcée pour sauvegarder les intérêts de la femme.

Sous tout régime, la séparation volontaire est nulle. -Art. 1311 C.C.

1430 La séparation de biens prononcée en justice remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

Elle est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée en la manière réglée au Code de procédure civile, à moins qu'elle ne soit jointe à un jugement de séparation de corps ou ne résulte de ce jugement.
-Art. 1312 et 1314 C.C.

Section 2

JUDICIAL SEPARATION
OF PROPERTY

1429 Under the regime of the partnership of acquests, either of the consorts may obtain the judicial separation of property when it is revealed that the application of the rules of the regime is contrary to the interests of the household.

Under a regime of conventional community, separation can only be obtained by the wife and in the following cases:

- 1) when her interests are imperilled;
- 2) when the disordered state of the husband's affairs gives reason to fear that his property will not be sufficient to satisfy her rights and reprises;
- 3) when the husband has abandoned his wife or the wife is forced to provide alone or with her children for the wants of the family;
- 4) when, for serious reasons, it appears just and necessary that the separation be granted to safeguard the wife's interests.

Voluntary separation is null under any regime. -Art. 1311 C.C.

1430 Separation of property judicially obtained has a retroactive effect to the day of the institution of the action.

It has no effect so long as it has not been carried into execution in the manner provided for in the Code of Civil Procedure, unless it is joined to a judgment of separation from bed and board or results from such judgment.
-Art. 1312 and 1314 C.C.

Section 2

DE LA SEPARATION
DE BIENS JUDICIAIRE

Le projet ne traite pas de la séparation judiciaire en même temps qu'il réglemente la communauté de meubles et acquêts comme le fait le Code actuel. C'est que la séparation judiciaire peut être prononcée à l'égard d'époux mariés sous tout régime quelconque, sauf bien entendu la séparation de biens conventionnelle.

Article 1429:

Pour les époux mariés sous un régime communautaire, les règles actuelles ont été reproduites à quelques exceptions près, mais des règles nouvelles sont proposées pour le cas où les époux sont mariés sous le régime légal de la société d'acquêts. En ce dernier cas, en effet, rien n'exige que seule la femme puisse demander la séparation et le premier alinéa de l'article 1429 du projet prévoit que l'un ou l'autre des époux peut l'obtenir dès que l'application des règles du régime se révèle contraire aux intérêts du ménage.

Article 1430:

L'article 1430 reproduit la substance des articles 1312 et 1314 C.C. Toutefois, le texte précise que la séparation peut être effective malgré le défaut d'exécution, lorsqu'elle résulte d'un jugement en séparation de corps, comme l'ont suggéré avec instance les auteurs et les praticiens, puisqu'en telle hypothèse la possibilité d'équivoque n'existe plus, ce qui est la raison d'être de la règle.

Section 2

JUDICIAL SEPARATION
OF PROPERTY

Unlike the present Code, the draft does not deal with judicial separation at the same time as it regulates the community of moveables and acquêts. The reason is that judicial separation can be pronounced with respect to consorts married under any regime whatsoever, with the obvious exception of the conventional separation of property.

Article 1429:

With few exceptions, the present rules have been reproduced for consorts married under a regime of community, but new rules are proposed for the case where the consorts are married under the legal regime of the partnership of acquêts. In effect, in the latter case, nothing requires that the wife alone be able to ask for separation, and the first paragraph of article 1429 of the draft provides that either of the consorts may obtain it as soon as the application of the rules of the regime is revealed to be contrary to the interests of the household.

Article 1430:

Article 1430 reproduces the substance of articles 1312 and 1314 C.C. However, the text specifies that the separation can be effective in spite of the failure to execute it when it results from a judgment in separation from bed and board; this is in accordance with the earnest recommendations of authors and practitioners since, and this is the reason for the rule, in such a hypothesis the possibility of ambiguity no longer exists.

1431 L'un ou l'autre des époux peut, au cours de l'instance en séparation judiciaire de biens, enregistrer sur tout immeuble de la société d'acquêts ou de la communauté un avis de la demande.

(nouveau)

1432 Si les époux étaient mariés sous un régime communautaire et que le montant de la sentence en liquidation des droits de la femme n'est pas payé volontairement, l'exécution forcée a lieu comme dans les cas ordinaires.

Néanmoins, le mari peut contraindre sa femme à recevoir en paiement des immeubles, sur estimation par expert, pourvu que ces immeubles soient convenables et ne rendent pas la condition de la femme désavantageuse.

-Art. 1314e C.C.

1433 Les créanciers des époux ne peuvent demander la séparation, même du consentement de l'époux débiteur.

Néanmoins, au cas de déconfiture d'un époux, les créanciers de l'autre peuvent exercer les droits de leur débiteur jusqu'à concurrence de leurs créances.

-Art. 1315 C.C.

1434 Les créanciers d'un époux peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

-Art. 1316 C.C.

1435 Les époux judiciairement séparés de biens doivent contribuer, chacun proportionnellement à ses ressources, tant aux frais du ménage qu'à ceux de l'éducation des enfants communs. -Art. 1317 C.C.

1431 Either of the consorts may, during the proceedings in judicial separation of property, register against any immovable belonging to the partnership of acquets or to the community a notice that suit has been brought.

(new)

1432 If the consorts were married under a community regime and if the amount at which the rights of the wife have been determined is not voluntarily paid, execution may be enforced as in ordinary cases.

Nevertheless, the husband may compel the wife to receive immovables in payment, at a valuation established by experts, provided such immovables are suitable and do not prejudice her interests.

-Art. 1314e C.C.

1433 The creditors of the consorts cannot ask for separation, even with the consent of the consort who is their debtor.

Nevertheless, in the case of insolvency of a consort, the creditors of the other may exercise the rights of their debtor to the extent of the amounts due them.

-Art. 1315 C.C.

1434 The creditors of a consort may adopt proceedings against a separation of property which has been pronounced, or even executed, in fraud of their rights; they may even intervene in the suit in which it is demanded, in order to contest it. -Art. 1316 C.C.

1435 Consorts judicially separated as to property must contribute, each in proportion to his means, to the expenses of the household as well as to those of the education of their common children. -Art. 1317 C.C.

Article 1431:

L'article 1431 est de droit nouveau et vise à protéger un époux contre les fraudes possibles de son conjoint pendant l'instance en séparation.

Article 1431:

Article 1431 is new law and seeks to protect a consort against possible frauds on the part of his spouse during the proceedings in separation.

Article 1432:

L'article 1432 reproduit les dispositions de l'article 1314e C.C. en précisant qu'elles ne s'appliqueront à l'avenir que si les époux étaient mariés sous un régime communautaire.

Article 1432:

Article 1432 reproduces the provisions of article 1314e C.C. and specifies that in the future they will only apply if the consorts were married under a regime of community.

Articles 1433 et 1434:

Les articles 1433 et 1434 sont au même effet que les articles 1315 à 1322 C.C. mais, comme il se doit, ils s'appliquent aux deux époux, et non à la femme seule, lorsque ceux-ci étaient mariés sous le régime légal de la société d'acquêts.

Articles 1433 and 1434:

Articles 1433 and 1434 are to the same effect as articles 1315 to 1322 C.C. but they necessarily apply to both consorts and not to the wife alone when they were married under the legal regime of the partnership of acquests.

Articles 1435 à 1439:

Ces textes reproduisent, en les adaptant, les dispositions des articles 1317 à 1322 C.C.

Articles 1435 to 1439:

These texts reproduce, with adaptations, the provisions of articles 1317 to 1322 C.C.

1436 Les époux judiciairement séparés de biens sont dans la même situation que les époux conventionnellement séparés de biens.

-Art. 1318 C.C.

1437 La société d'acquêts ou la communauté dissoute par la séparation, soit de corps, soit de biens seulement, peut être rétablie du consentement des parties lorsque, au premier cas, les époux se sont réunis. Mais, dans l'un et l'autre cas, ce rétablissement n'a lieu que par un acte notarié portant minute, dont une expédition est déposée au greffe du tribunal qui a rendu le jugement en séparation et jointe au dossier de la cause; mention de ce dépôt est faite dans le registre à la suite de ce jugement, ainsi que dans le registre spécial dans lequel est inscrite la séparation, selon les prescriptions du Code de procédure civile. -Art. 1320 C.C.

1438 Au cas de l'article précédent, la société d'acquêts ou la communauté rétablie reprend ses effets au jour du mariage; les choses sont remises au même état que s'il n'y eût pas eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être valablement faits par l'un ou l'autre des époux.

Toute convention par laquelle les époux rétablissent leur société d'acquêts ou leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement est nulle. -Art. 1321 C.C.

1439 La dissolution de la société d'acquêts ou de la communauté opérée par la séparation, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie, à moins que le contraire n'ait été spécialement stipulé par le contrat de mariage.

-Art. 1322 C.C.

1436 Consorts judicially separated as to property are in the same situation as consorts conventionally separate as to property.

-Art. 1318 C.C.

1437 The partnership of acquests or community dissolved by separation from bed and board, or by separation of property only, may be re-established, with the consent of the parties, in the first case, when the consorts have become re-united. But in both cases such re-establishment can only be effected by a notarial deed en minute, a copy of which is deposited in the office of the court which rendered the judgment of separation, and is joined to the record in the case; and mention of such deposit must be made in the register after such judgment and in the special register wherein the separation is inscribed, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure. -Art. 1320 C.C.

1438 In the case of the preceding article, their partnership of acquests or their community so re-established resumes its effect from the day of the marriage; things are replaced in the same condition as if there had been no separation; without prejudice, however, to such acts as either of the consorts may have validly done in the interval.

Every agreement by which the consorts re-establish the partnership of acquests or their community upon conditions different from those by which it was previously governed, is void. -Art. 1321 C.C.

1439 The dissolution of the partnership of acquests or of the community effected by separation, either from bed and board or as to property only, does not give rise to the rights of survivorship, unless the contrary has been expressly stipulated in the contract of marriage.

-Art. 1322 C.C.

THE [illegible] OF [illegible]

BY [illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

DEUXIEME PARTIE

SECOND PART

PROJET MODIFIANT QUELQUES TEXTES

DRAFT MODIFYING CERTAIN TEXTS

DU CODE CIVIL

OF THE CIVIL CODE

SE RAPPORTANT DIRECTEMENT

RELATING DIRECTLY

OU INDIRECTEMENT

OR INDIRECTLY

AU STATUT JURIDIQUE DES EPOUX

TO THE JURIDICAL STATUS OF CONSORTS

109 Sous le régime de la société d'acquêts ou sous celui de la communauté, le régime est dissous provisoirement du jour de la demande à cette fin par les héritiers présomptifs après le temps requis pour se faire envoyer en possession des biens de l'absent ou à compter de l'action que le conjoint présent porte contre eux à même effet; et, dans ces cas, il peut être procédé à la liquidation et au partage des acquêts ou des biens de la communauté à la demande de l'époux présent, des envoyés en possession ou de tous autres intéressés.

110 Aux cas de l'article précédent, les conventions et droits des conjoints subordonnés à la dissolution de la société d'acquêts ou de la communauté deviennent exécutoires et exigibles.

177 La femme mariée a la pleine capacité juridique quant à ses droits civils; seuls ses pouvoirs peuvent être restreints par son régime matrimonial.

181 La femme mariée peut exercer un négoce ou une profession séparée de celle de son mari.

182 La femme commune en biens qui exerce un négoce ou une profession, avec le consentement exprès ou présumé de son mari, oblige et engage la communauté pour tout ce qui concerne ce négoce ou cette profession.

La femme commune en biens qui exerce un négoce ou une profession, malgré l'opposition de son mari, n'engage la communauté que jusqu'à concurrence du profit que cette dernière en retire.

109 Under the regime of partnership of acquests or that of community, the regime is provisionally dissolved from the day of the demand to that effect by the presumptive heirs, after the time required for obtaining authority to take possession of the absentee's property, or from the date of the action that the consort who is present brings against them, for the same purpose; and, in these cases, the liquidation and partition of the acquests or of the property of the community may be proceeded with on the demand of such consort, or of the persons authorized to take provisional possession, or of any other parties interested.

110 In the case provided for in the preceding article, the covenants and rights of the consorts, dependent on the dissolution of the partnership of acquests or of the community, become effective and exigible.

177 A married woman has full legal capacity as to her civil rights; only her powers can be limited by her matrimonial regime.

181 A married woman may engage in a trade or a profession separate from that of her husband.

182 A wife common as to property who carries on a trade or a profession, with the express or tacit consent of her husband, binds and obligates the community for all that relates to such trade or profession.

A wife common as to property who carries on a trade or a profession, despite the opposition of her husband, does not bind the community beyond the amount of the benefit it derives from it.

La plupart des modifications suggérées ici ne requièrent que de très brèves explications, puisqu'elles sont généralement inspirées par les textes nouveaux du projet, déjà discutés dans la première partie de ce rapport.

Les textes soulignés indiquent un changement ou une addition de mots; les crochets [], une suppression.

DROIT DES PERSONNES -

Articles 109 et 110:

Il fallait prévoir les conséquences de l'absence de l'un des époux mariés sous le régime de la société d'acquêts.

Article 177:

Le texte de l'article 177 C.C., tel qu'adopté par la loi du 18 juin 1964, laisse entendre que le régime matrimonial peut restreindre la capacité de la femme mariée, ce qui n'est pas le cas. D'où la modification suggérée.

A noter que l'article 184 C.C. devient en conséquence inutile.

Article 181:

Il a paru essentiel de prévoir formellement que la femme pouvait non seulement exercer une profession, mais aussi un commerce. Le texte proposé remplace, en outre, le mot "distinct" par le mot "séparé" pour les motifs expliqués précédemment dans le commentaire sur les biens réservés (chapitre III, section 4).

Most of the changes recommended here require only brief explanations since they are generally inspired by the new texts of the draft, already discussed in the First Part of this report.

The underlined texts indicate a change or addition of words; the square brackets [], a suppression.

THE LAW OF PERSONS -

Articles 109 and 110:

It was necessary to provide for the consequences of the absence of one of the consorts married under the regime of partnership of acquets.

Article 177:

The text of article 177 C.C., as adopted by the law of June 18, 1964, implies that the matrimonial regime can limit the capacity of the married woman, which is not the case. Whence the recommended change.

It is to be noted that article 184 C.C. becomes unnecessary in consequence.

Article 181:

It seemed essential to provide formally that the wife could not only carry on a profession but also a commercial business or trade. The proposed text replaces, moreover, the word "distinct" by the word "separate" for the reasons previously given in the commentary on reserved property (chapter III, section 4).

[]

Les tiers sont censés avoir eu connaissance de l'opposition du mari à compter du jour où le mari a déposé, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district où le négoce ou la profession est exercé, une déclaration à cet effet.

[]

183 L'époux qui veut poser un acte qui requiert le concours ou le consentement de son conjoint peut être autorisé par un juge de la Cour supérieure à le faire sans ce concours ou ce consentement, s'il ne peut l'obtenir pour raison d'incapacité, d'absence, d'éloignement du conjoint, ou toute autre cause, ou si le refus de celui-ci n'est pas justifié par l'intérêt de la famille.

L'acte passé en conformité de cette autorisation est opposable à l'autre conjoint sans qu'il en résulte à sa charge aucune obligation personnelle.

184 Si l'un des époux a outrepassé ses pouvoirs sur les biens communs, sur ses propres, ou sur les biens de la société d'acquêts, l'autre, à moins qu'il n'ait ratifié l'acte, peut en demander l'annulation.

L'action en nullité est ouverte au conjoint pendant deux années à partir du jour où il a eu connaissance de l'acte, sans pouvoir jamais être intentée plus de deux ans après la dissolution de la communauté ou de la société d'acquêts.

(nouveau)

204 Sous le régime de la société d'acquêts, l'époux poursuivant ou poursuivi en séparation de corps peut, à compter de l'ordonnance dont il est question aux articles 195 et 201, obtenir du tribunal ou du juge permission de faire saisir-

[]

Third persons shall be deemed to have knowledge of the husband's opposition from the date that the husband has deposited a declaration to that effect in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district where the trade or the profession is carried on.

[]

183 The consort who wishes to enter into an act which requires the concurrence or the consent of his spouse can be authorized by a judge of the Superior Court to do it without such concurrence or consent if he cannot obtain it by reason of incapacity, absence, or remoteness of the spouse, or any other cause, or if the refusal of the latter is not justified in the family interest.

An act made in conformity with such authorization may be invoked against the other spouse without his becoming personally liable.

184 If one of the consorts has exceeded his powers over the property of the community, over his private property, or over the property of the partnership of acquets, the other, unless he has ratified the act, may ask for its annulment.

The consort may take the action in nullity during the two years next following the day on which he became aware of the act but never more than two years after the dissolution of the community or of the partnership of acquets.

(new)

204 Under the regime of the partnership of acquets, the consort, whether plaintiff or defendant in an action for separation from bed and board, may, from the date of the order mentioned in articles 195 and 201, obtain permission from the

Article 182:

Il fallait appliquer au cas de la femme commune en biens qui exerce une profession, la règle nouvelle fondamentale que le projet suggère d'adopter, à savoir que le mari peut empêcher que les biens communs, dont il a l'administration, soient liés malgré lui par les actes de sa femme. Le mari, qui demeure tenu des dettes de la communauté, même sur ses biens propres, ne devrait se voir en aucun temps priver de son droit d'opposition: il n'y a donc pas lieu de parler d'autorisation de justice.

Article 183:

Le texte suggéré reproduit la disposition de l'article actuel, sauf qu'il étend son application à tous les cas où un acte ne peut être posé sans le concours ou le consentement du conjoint, et en modifie la formule en vue d'assurer plus de souplesse dans l'application de la règle.

La finale du deuxième alinéa est suggérée afin de souligner la véritable portée de l'autorisation judiciaire dans les hypothèses envisagées.

Article 184:

Cette disposition remplace l'actuel article 184 C.C. devenu inutile.

Le principe d'égalité des pouvoirs des époux quant aux actes nécessitant leur concours devait être sanctionné par un texte qui permît à celui dont le concours était requis et n'a pas été donné, d'obtenir la nullité de l'opération sans attendre la dissolution du régime.

Article 182:

It was necessary to apply to the case of the wife in community of property, who is carrying on a profession, the new fundamental rule which the draft suggests be adopted, namely that the husband can prevent the community property, of which he has the administration, from being bound by the acts of his wife against his will. The husband, who remains bound for the debts of the community, even on his private property, should never be deprived of his right of opposition: it is, therefore, not appropriate to speak of judicial authorization.

Article 183:

The recommended text reproduces the provision of the present article except that it extends its application to all cases where an act cannot be entered into without the concurrence or the consent of the spouse and modifies the formula with a view to assuring greater flexibility in the application of the rule.

The end of the second paragraph is recommended in order to stress the real extent of the judicial authorization in the hypotheses envisaged.

Article 184:

This provision replaces the present article 184 C.C. which has become unnecessary.

With respect to acts necessitating their concurrence, the principle of equality of the powers of the conjoints had to be sanctioned by a text allowing him whose concurrence was required, but not given, to have the operation nullified without waiting for the dissolution of the regime.

gager les effets mobiliers qui font partie des acquêts de son conjoint, pour la conservation de la part qu'il aura droit d'y prétendre au cas de partage.

Sous le régime de la communauté, la femme commune peut seule exercer ce recours sur les effets mobiliers de la communauté.

205 Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté[] postérieurement à la date de l'ordonnance dont il est fait mention aux articles 195 et 201, est déclarée nulle s'il est prouvé qu'elle a été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.

208 La séparation de corps emporte celle de biens[].

Elle donne à chaque époux le droit de poursuivre l'exécution des dons entre vifs à lui consentis par contrat de mariage, à moins que le tribunal n'en décide autrement, soit pour en différer le paiement, soit pour les réduire ou même les déclarer forfaits.

209 A abroger.

211 A abroger.

217 Les époux séparés de corps, pour quelque cause que ce soit, peuvent toujours se réunir et par là faire cesser les effets de la séparation.

Par cette réunion[], les époux restent séparés de biens, à moins qu'ils ne rétablissent la société d'acquêts ou la communauté conformément aux dispositions des articles 1437 et 1438.

court or judge to cause the moveable effects which form part of the acquests of his spouse to be attached for the preservation of the share which he will have a right to claim when the partition takes place.

Under the regime of community, only the wife common as to property may exercise this recourse on the moveable effects of the community.

205 All obligations contracted by a husband affecting the community, [] subsequent to the rendering of the order mentioned in articles 195 and 201, are declared null if it be established that they were contracted or made in fraud of the rights of his wife.

208 Separation from bed and board carries with it separation of property[].

It gives each consort the right to enforce the execution of the donations inter vivos contained in the marriage contract, unless the court decides otherwise, by postponing their payment, reducing them or even declaring them forfeited.

209 To be repealed.

211 To be repealed.

217 Husband and wife thus separated, for any cause whatever, may at any time reunite and thereby put an end to the effects of the separation.

By such reunion,[] the consorts remain separate as to property, unless they re-establish the partnership of acquests or community of property in conformity with the provisions of articles 1437 and 1438.

Article 204:

La disposition du texte actuel devait être étendue à des époux mariés sous le régime de la société d'acquêts, et alors s'appliquer à l'un comme à l'autre.

Article 205:

Ont été enlevés du texte du Code actuel les mots "... toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent...", puisque, depuis la loi du 18 juin 1964, le mari ne peut aliéner seul les immeubles de la communauté.

Articles 208, 209 et 211:

Les auteurs du projet proposent de remplacer le deuxième alinéa de l'article 208, l'article 209 et l'article 211, par une règle plus claire et plus souple, comme l'ont demandé depuis longtemps les auteurs et les praticiens; la règle actuelle établit, en effet, entre les époux une inégalité incompatible avec les principes de la loi du 18 juin 1964.

Article 217:

La modification suggérée n'en est une que de concordance: les mots "... le mari reprend ses droits..." n'ont plus de sens.

Article 204:

The provision of the present text had to be extended to consorts married under the regime of partnership of acquets and then made applicable to both of them.

Article 205:

The words "... and all alienations made by him of the immoveable property of such community..." have been removed from the text of the present Code, because since the law of June 18, 1964 the husband has not been able to alienate alone the immoveables of the community.

Articles 208, 209 and 211:

The authors of the draft propose the replacement of the second paragraph of article 208, article 209 and article 211 C.C. by a clearer and more flexible rule in accordance with the longstanding demands of authors and practitioners; the present rule in effect establishes an inequality between consorts which is incompatible with the principles of the law of June 18, 1964.

Article 217:

The recommended modification is no more than one of concordance: the words "... the husband reassumes his rights..." no longer have any meaning.

272a A abroger.

282 Ne peuvent être tuteurs:

- 1) les mineurs, excepté le père qui est tenu d'accepter la charge, et la mère qui, quoique mineure, a droit à la tutelle de ses enfants, mais n'est pas tenue de l'accepter;
- 2) les interdits;

[]

3) tous ceux qui ont, ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

283 A abroger.

643

[]

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne peuvent être valablement acceptées que conformément aux dispositions contenues aux titres relatifs à la minorité et à la majorité.

692 L'époux commun en biens peut provoquer seul le partage de biens à lui échus et qui doivent lui rester propres; mais il ne peut, sans le concours de l'autre, provoquer le partage des biens à lui échus et qui peuvent tomber en communauté, en tout ou en partie.

Les cohéritiers d'un conjoint commun en biens ne peuvent provoquer le partage définitif des biens qui peuvent tomber en communauté sans mettre en cause les deux époux.

272a To be repealed.

282 The following persons cannot be tutors:

- 1) minors, except the father who is bound to accept the office, and the mother, who although a minor, has a right to the tutorship of her children, but is not bound to accept it;
- 2) interdicted persons;

[]

3) all those who themselves or whose father and mother have against the minor a suit at law involving his status, his fortune or an important portion of it.

283 To be repealed.

643

[]

Successions which devolve to minors and interdicted persons cannot be validly accepted otherwise than in conformity with the provisions contained in the titles which treat respectively of minority and of majority.

692 A consort common as to property may demand alone the partition of property which has accrued to him and which is to remain his private property; but he cannot, without the concurrence of the other, demand the partition of property which has accrued to him and which may fall, in whole or in part, into the community.

The coheirs of a consort who is in community of property cannot demand a definitive partition of the property which may fall into the community without making both consorts parties to the proceedings.

Article 272a:

Il a paru que cette disposition n'avait plus raison d'être eu égard au principe d'égalité mis en oeuvre par la loi du 18 juin 1964.

Articles 282 et 283:

Le texte suggère d'abroger le paragraphe 3 de la disposition actuelle de l'article 282 ainsi que l'article 283, qui se concilient mal avec les principes de la loi du 18 juin 1964 et, d'autre part, avec les nouvelles règles suggérées au titre Des conventions matrimoniales.

DROIT DES LIBERALITES -

Article 643:

Le premier aliéna du texte actuel doit être abrogé pour tenir compte des nouvelles règles adoptées au titre Des conventions matrimoniales.

Article 692:

Les modifications suggérées ici sont imposées par les restrictions apportées aux pouvoirs du mari sur les biens communs et sur les biens propres de sa femme, et assurent à un époux un droit de regard sur le partage de biens échus à son conjoint et qui peuvent tomber en communauté.

Article 763:

La suppression du quatrième aliéna de cet article est requise pour les mêmes motifs que ceux énoncés sous l'article 643.

Article 272a:

This provision no longer appeared appropriate in view of the principle of equality put into effect by the law of June 18, 1964.

Articles 282 and 283:

The text recommends the repeal of the third paragraph of article 282 C.C., as it now stands, as well as article 283 C.C., which do not harmonize with either the principles of the law of June 18, 1964 or the new rules recommended in the title of Marriage Covenants.

THE LAW OF LIBERALITIES -

Article 643:

The first paragraph of the present text must be repealed in order to take into account the new rules adopted in the title of Marriage Covenants.

Article 692:

The modifications recommended here were necessitated by the curtailment of the powers of the husband over the property of the community and the private property of his wife, and they ensure that a consort will have the right to watch over the partition of property accruing to his spouse which may fall into the community.

Article 763:

The suppression of the fourth paragraph of this article is required for the same reasons as those given under article 643.

Le mineur émancipé peut cependant donner des choses mobilières, suivant son état et sa fortune et sans affecter notablement ses capitaux.

Le tuteur, le curateur et autres qui administrent pour autrui ne peuvent donner les biens qui leur sont confiés, excepté des choses modiques, dans l'intérêt de leur charge.

[]

Les corporations publiques, même celles qui ont pouvoir d'aliéner, outre les dispositions spéciales et les formalités qui peuvent les concerner, ne peuvent donner gratuitement qu'avec l'assentiment de l'autorité dont elles dépendent et du corps principal des intéressés; ceux qui administrent pour les corporations en général peuvent cependant donner seuls, dans les limites ci-dessus réglées, quant aux tuteurs et curateurs.

Les corporations privées peuvent donner entre vifs comme les particuliers, avec l'assentiment du corps principal des intéressés.

770 A abroger.

810 Le donateur n'est pas tenu des conséquences du défaut d'enregistrement, quoiqu'il se soit obligé à l'effectuer.

[] Les mineurs et les interdits ne sont pas restituables contre le défaut d'enregistrement de la donation, sauf leur recours contre ceux qui ont négligé de la faire enregistrer.

[] Les tuteurs et administrateurs et autres qui sont tenus de veiller à ce que l'enregistrement ait lieu ne sont pas recevables à en opposer le défaut.

832 A abroger.

Emancipated minors may nevertheless give moveable articles, according to their condition and means, and provided they do not materially affect their capital.

Tutors, curators and other administrators cannot give the property entrusted to them, except things of moderate value, in the interest of their charge.

[]

Public corporations, even those having power to alienate, besides the special provisions and formalities which concern them, cannot give gratuitously without the sanction of the authorities to whom they are subject and of the main body of corporators; those who administer generally for corporations may nevertheless give alone, within the limits above defined as to tutors and curators.

Private corporations may give inter vivos in the same manner as individuals, with the consent of the main body of corporators.

770 To be repealed.

810 The donor is not liable for the consequences of the want of registration, although he have bound himself to effect it.

[] Minors and interdicted persons cannot be relieved from the failure to register the gift, but they have their recourse against those who neglected to effect such registration.

[] Tutors, administrators and others whose duty it is to attend to such registration, cannot avail themselves of the absence of it.

832 To be repealed.

Article 770:

Comme a été abrogé l'article 1265 C.C. prohibant les donations entre époux, il fallait abroger en même temps l'article 770 C.C.

Article 770:

As article 1265 C.C. prohibiting donations between consorts has been repealed, it was necessary to repeal article 770 C.C. at the same time.

Article 810:

Doivent être enlevés les mots "La femme mariée..." au début du deuxième alinéa, et les mots "Le mari..." au début du troisième alinéa, puisque la femme a maintenant le droit d'administrer ses biens.

Article 810:

Since the wife now has the right to administer her property, the words "Married women..." at the beginning of the second paragraph, and the word "Husbands..." at the beginning of the third paragraph, must be deleted.

Article 832:

De même que l'article 184 du Code actuel a été abrogé en raison de son inutilité, de même celui-ci doit-il être supprimé.

Article 832:

Since article 184 of the present Code has been repealed as unnecessary, this article must also be repealed.

905 Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires ou pourvoir au mode de leur nomination; il peut également pourvoir à leur remplacement successif.

Rien n'empêche que l'héritier ou le légataire ne soient nommés exécuteurs testamentaires.

Les créanciers de la succession peuvent l'être sans perdre leur créance.

[]

Les tribunaux ou les juges ne peuvent nommer ni remplacer les exécuteurs testamentaires, si ce n'est dans les cas spécifiés dans l'article 924.

S'il n'y a pas d'exécuteurs testamentaires, et qu'il n'en soit pas nommé de la manière dont ils peuvent l'être, l'exécution du testament demeure entièrement à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueille la succession.

906 A abroger.

938 Outre les effets de l'enregistrement et du défaut d'icelui quant aux donations et aux testaments respectivement comme tels, ceux de ces actes qui portent substitution fidéicommissaire, soit de biens meubles, soit d'immeubles, doivent être enregistrés dans l'intérêt des appelés et dans celui des tiers.

Les substitutions en ligne directe par contrat de mariage et celles de meubles corporels avec tradition réelle au premier donataire ne sont pas exemptées de l'enregistrement.

Le défaut d'enregistrement de la substitution opère en faveur des tiers au préjudice des appelés, même mineurs, interdits ou non nés

[], sans qu'il y ait lieu à restitution, sauf leur recours contre ceux qui étaient tenus de la faire enregistrer.

905 A testator may name one or more testamentary executors, or provide for the manner in which they shall be appointed; he may also provide for their successive replacement.

Heirs or legatees may lawfully be appointed testamentary executors.

Creditors of the succession may be executors without forfeiting their claims.

[]

The courts and judges cannot appoint nor replace testamentary executors, except in the cases specified in article 924.

If there be no testamentary executors, and none have been appointed in the manner in which they may be, the execution of the will devolves entirely upon the heir or the legatee who receives the succession.

906 To be repealed.

938 Besides the effect of registration or of the omission to register, as regards gifts and wills respectively as such, any of these acts containing fiduciary substitutions, either in respect of moveable or of immoveable property, must be registered in the interest of the substitutes and of third parties.

Substitutions in the direct line in contracts of marriage, and those in respect of corporeal moveables accompanied with actual delivery to the first donee are not exempt from registration.

The failure to register substitutions operates in favour of third parties, to the prejudice of the substitutes, though the latter be minors, or interdicted, or not yet born, [] and they cannot be relieved from it; saving their recourse against those whose duty it was to procure the registration.

Articles 905 et 906:

Le quatrième alinéa de l'article 905 ainsi que l'article 906 doivent être supprimés pour tenir compte des dispositions nouvelles suggérées par le projet, comme il a été dit précédemment. (Voir supra, Introduction, no. 13).

Articles 905 and 906:

The fourth paragraph of article 905 C.C., as well as article 906 C.C., must be suppressed in order that, as already pointed out, the new provisions recommended by the draft be taken into account. (See supra, Introduction, no. 13).

Article 938:

Les mots "... et même contre la femme mariée ..." du troisième alinéa doivent être supprimés pour les motifs déjà expliqués sous l'article 810 C.C.

Article 938:

The words "... and even against married women..." of the third paragraph must be suppressed for the reasons already explained under article 810 C.C.

942 Sont tenus de faire effectuer l'enregistrement des substitutions lorsqu'elles en connaissent l'existence, les personnes suivantes, savoir:

- 1) le grevé qui accepte le don ou le legs;
- 2) l'appelé majeur qui est lui-même chargé de rendre;
- 3) les tuteurs ou curateurs au grevé ou aux appelés et le curateur à la substitution.

[]

Ceux qui sont tenus de faire effectuer l'enregistrement de la substitution et leurs héritiers et légataires universels ou à titre universel ne peuvent se prévaloir de son défaut.

Le grevé qui a négligé de faire enregistrer est en outre passible de la perte des fruits, comme pour la négligence de faire inventaire.

967 Le grevé mineur, interdit, ou non né, [] ne peut se faire restituer contre l'omission des obligations que cette section et la précédente lui imposent, ou [] au tuteur, ou au curateur pour lui, sauf recours.

986a A abroger.

1483 A abroger.

1834 Dans les sociétés formées pour des fins de commerce, pour l'exploitation de fabrique, d'arts ou de métiers, ou pour la construction de chemins, écluses ou ponts, ou pour la colonisation, le défrichement ou le trafic des terres, les associés sont tenus de remettre au prothonotaire de la Cour Supérieure de cha-

942 The following persons are bound to register substitutions when they are aware of their existence, namely:

- 1) the institute who accepts the gift or legacy;
- 2) the substitute of age, who is himself charged to deliver over;
- 3) tutors or curators of the institute or of the substitutes, and the curator to the substitution;

[]

Those who are bound to effect the registration of the substitution, and their heirs and universal legatees, or legatees by general title, cannot avail themselves of the want of such registration.

The institute who has neglected to register is moreover subject to lose the fruits, as in the case of neglect to have an inventory made.

967 Institutes under age, interdicted, or unborn, [] are not relievable from the non-fulfilment of the obligations imposed upon them, or upon their [] tutors, or curators for them, by this and the preceding section; saving their recourse.

986a To be repealed.

1483 To be repealed.

1834 In partnerships for trading, manufacturing or mechanical purposes, or for the construction of roads, dams and bridges, or for the purpose of colonization, or of settlement, or of land traffic, the partnership must deliver to the prothonotary of the Superior Court in each district, in which they carry on business, a

Article 942:

Le no 4 du premier alinéa doit être supprimé pour les mêmes motifs.

Article 942:

Number 4 of the first paragraph must be suppressed for the same reason.

Article 967:

Les mots "... et la femme grevée sous puissance de mari..." de même que "... au mari..." sont à supprimer.

Article 967:

The words "... or under coverture" and "husbands" are to be suppressed.

DROIT DES OBLIGATIONS -

Article 986a:

Puisque la loi reconnaît à la femme sa pleine capacité juridique, cette disposition n'a plus de sens.

THE LAW OF OBLIGATIONS -

Article 986a:

This provision no longer has any relevance since the law recognizes the wife's full juridical capacity.

DROIT DE LA VENTE -

Article 1483:

Les auteurs du projet se sont expliqués sur l'opportunité de supprimer les prohibitions faites aux époux de contracter l'un avec l'autre.

THE LAW OF SALE -

Article 1483:

The authors have already given their view on the advisability of suppressing the prohibitions preventing the consorts from contracting with each other.

DROIT DES SOCIÉTÉS -

Article 1834:

Il était nécessaire de prévoir le cas des époux mariés sous le régime de la société d'acquêts.

THE LAW OF PARTNERSHIP -

Article 1834:

It was necessary to provide for the case of consorts married under the regime of partnership of acquêts.

que district dans lequel le commerce ou l'affaire doit être fait, une déclaration par écrit en la forme et suivant les règles prescrites dans le statut intitulé: Loi des déclarations des compagnies et des sociétés.

L'omission de la remise de cette déclaration ne rend pas la société nulle; elle assujettit les parties qui y contreviennent aux pénalités et obligations imposées par ce statut.

Toute personne mariée faisant affaires comme commerçant seule, ou en société avec d'autres personnes, doit, sujette aux pénalités ci-dessus mentionnées faire enregistrer au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel ce commerce est fait, dans les quinze jours qui suivent le jour du commencement de ce commerce, ou dans les quinze jours qui suivent la date de son mariage, une déclaration par écrit attestant le régime matrimonial sous lequel elle est mariée, société d'acquêts, communauté de biens ou séparation de biens. Au cas de société d'acquêts ou de communauté de biens, si c'est par contrat de mariage, et au cas de séparation de biens, si c'est par contrat de mariage ou par jugement; au cas de contrat de mariage, cette déclaration devra mentionner la date, le nom du notaire qui l'aura reçu et le domicile de ce dernier lors de la passation de ce contrat; et si c'est par jugement, cette déclaration devra mentionner le numéro de la cause, la date du jugement et le nom du district où tel jugement aura été rendu.

Le protonotaire de chaque district doit tenir un registre pour cet objet.

declaration in writing, in the form and subject to the rules provided in the statute intituled: Partnership Declaration Act.

The omission to deliver such declaration does not render the partnership null; it subjects the contravening parties to the penalties and liabilities imposed by the statute.

Every married person doing business as a trader whether alone or in partnership with others, shall be bound, under the above mentioned penalties, to register, in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district wherein such business is carried on, within fifteen days from the day on which trading commenced, or within fifteen days from the date of his marriage, a declaration in writing certifying the matrimonial regime under which he is married, partnership of acquets, community of property or separation of property. In the case of partnership of acquets or of community of property, if by contract of marriage, and in case of separation of property, if by marriage contract or by judgment; if by marriage contract, the declaration shall mention the date, the name of the notary before whom the deed was passed and the domicile of the latter when the contract was made; and if by judgment, the declaration shall mention the number of the case, the date of the judgment and the name of the district in which the judgment was rendered.

The prothonotary of each district shall keep a register for this purpose.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

CHAPTER I

The first chapter of the history of the United States is the discovery of the continent by Christopher Columbus in 1492. This event marked the beginning of European settlement in North America.

The second chapter of the history of the United States is the establishment of the first permanent English colony in Jamestown, Virginia, in 1607.

The third chapter of the history of the United States is the Pilgrim Fathers' journey to Plymouth in 1620.

The fourth chapter of the history of the United States is the founding of the Massachusetts Bay Colony in 1630.

The fifth chapter of the history of the United States is the founding of the Maryland colony in 1634.

The sixth chapter of the history of the United States is the founding of the Virginia colony in 1607.

The seventh chapter of the history of the United States is the founding of the New England colonies in the 17th century.

The eighth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 17th century.

The ninth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 17th century.

The tenth chapter of the history of the United States is the founding of the Western colonies in the 18th century.

The eleventh chapter of the history of the United States is the founding of the Northern colonies in the 18th century.

The twelfth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 18th century.

The thirteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 18th century.

The fourteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Western colonies in the 18th century.

The fifteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Northern colonies in the 18th century.

The sixteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 18th century.

The seventeenth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 18th century.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

CHAPTER II

The second chapter of the history of the United States is the establishment of the first permanent English colony in Jamestown, Virginia, in 1607.

The third chapter of the history of the United States is the Pilgrim Fathers' journey to Plymouth in 1620.

The fourth chapter of the history of the United States is the founding of the Massachusetts Bay Colony in 1630.

The fifth chapter of the history of the United States is the founding of the Maryland colony in 1634.

The sixth chapter of the history of the United States is the founding of the Virginia colony in 1607.

The seventh chapter of the history of the United States is the founding of the New England colonies in the 17th century.

The eighth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 17th century.

The ninth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 17th century.

The tenth chapter of the history of the United States is the founding of the Western colonies in the 18th century.

The eleventh chapter of the history of the United States is the founding of the Northern colonies in the 18th century.

The twelfth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 18th century.

The thirteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 18th century.

The fourteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Western colonies in the 18th century.

The fifteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Northern colonies in the 18th century.

The sixteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Southern colonies in the 18th century.

The seventeenth chapter of the history of the United States is the founding of the Middle colonies in the 18th century.

The eighteenth chapter of the history of the United States is the founding of the Western colonies in the 18th century.

2029 A abroger.

2029 To be repealed.

2113 A abroger.

2113 To be repealed.

2114

2114

et

and

2115

2115

2234 A abroger.

2234 To be repealed.

2235 La prescription ne court point [] contre la femme pendant le mariage, même en faveur des tiers acquéreurs, à l'égard du douaire et des autres gains de survie, ni à l'égard du préciput ou autres droits distincts qu'elle ne peut exercer qu'après la dissolution de la communauté, soit en l'acceptant ou en y renonçant, à moins que la communauté n'ait été dissoute durant le mariage, à l'époque de laquelle dissolution la prescription commence contre la femme, quant aux droits qu'elle peut exercer dès lors par suite de cette dissolution.

Sauf ce qui est excepté au présent article, la prescription acquise ou qui a couru contre les biens de la communauté nuit pour sa part à la femme qui l'accepte.

2235 [] Prescription does not run against the wife during marriage, even in favour of subsequent purchasers, with respect to dower and other rights of survivorship, nor with respect to the preciput or other distinct rights which she can only exercise after the dissolution of the community, either by accepting or renouncing unless the community has been dissolved during the marriage; at the time of which dissolution prescription begins against the wife, as regards the rights which she may then exercise in consequence of such dissolution.

Saving what is excepted in the present article, prescription acquired or which has run against the property of the community affects the share of the wife who accepts.

DROIT DES HYPOTHEQUES -

Article 2029:

Le projet suggère l'abolition pure et simple de l'hypothèque légale des femmes mariées, puisqu'à l'avenir elles auront presque toujours l'administration de leurs biens propres. D'ailleurs, il y avait là une protection qui, chez nous, ne présentait plus d'utilité pratique.

DROIT DE LA PRESCRIPTION -

Articles 2113, 2114 et 2115:

Ces articles doivent être supprimés, vu la suppression de l'hypothèque légale d'une part, et la reconnaissance de la pleine capacité de la femme mariée d'autre part.

Article 2234:

La disposition actuelle n'a plus de motif, étant donné la capacité de la femme mariée et son droit d'administrer ses propres.

Article 2235:

Modification de pure forme requise par la suppression de l'article 2234: les mots "... non plus ..." sont supprimés.

THE LAW OF HYPOTHECS -

Article 2029:

The draft recommends the outright abolition of the legal hypothec of married women, since in the future they will nearly always have the administration of their own private property. Moreover, this protection was no longer of any practical utility here.

THE LAW OF PRESCRIPTION -

Articles 2113, 2114 and 2115:

These articles must be suppressed in view of the suppression of the legal hypothec on the one hand and the recognition of the full capacity of the married woman on the other.

Article 2234:

The capacity of the married woman and her right to administer her private property no longer justify the present provision.

Article 2235:

The word "Neither..." is deleted (and other words are changed in consequence), this being simply an alteration of form required as a result of the suppression of article 2234.

ALBANY, N.Y.

NEW YORK, N.Y.

1891

1891

The Board of Trustees of the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, has the honor to acknowledge the receipt of the sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891.

The sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891, is hereby acknowledged.

ATTEST:

ATTEST:

JOHN J. BROWN, Secretary.

JOHN J. BROWN, Secretary.

ALBANY, N.Y.

NEW YORK, N.Y.

1891

1891

The sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891, is hereby acknowledged.

The sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891, is hereby acknowledged.

The sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891, is hereby acknowledged.

The sum of \$100.00, paid by the New York Public Library, Astor Lenox Tilden Foundation, on the 1st day of January, 1891, is hereby acknowledged.

TABLE DE CONCORDANCETABLE OF CONCORDANCEArt. du Code civilArt. du projetArt. of the Civil CodeArt. of the draft

1257	1260
1258	1261
1259	1261
1260	1258
1261	aucun correspondant no corresponding article
1262	"
1263	"
1264	1262
1265	1262
1266	1258
1267	1263
1268	1295
1269	1259
1270	1258
1271	1295
1272	1296
1273	1297
1274	1298
1275	1299
1276	1300
1277	1301
1278	1302
1279	1303
1279a	1304
1280	1305
1281	1306
1282	1307
à-to	à-to
1288	1310
1289	1311
1290	1312
1291	1313
1292	1315
1293	1316
1294	1314
1296	1317
1297	1318
1298	1319
1299	1320
1301	1321
1302	1322

Art. du Code civilArt. du projetArt. of the Civil CodeArt. of the draft

1303	1323
1304	1324
1305	1325
1306	1326
1307	1327
1308	1328
1309	1329
1310	1362
1311	1428
1312	1429
1314	1430
1314a	1431
1314b	1431
1314c	1432
1315	1433
1316	1434
1317	1435
1318	1436
1319	1437
1320	1438
1321	1439
1322	1440
1323	1415
1324	1416
1325	1417
1326	1418
1327	1419
1328	1420
1329	1419
1330	1421
1331	1422
1332	1423
1338	1363
1339	1364
1340	1365
1341	1366
1342	1367
1343	1368
1344	1369
1345	1370
1346	1371
1347	1372
1348	1373
1349	1374
1351	1375
1352	1376
1353	1377
1354	1378

Art. du Code civilArt. du projetArt. of the Civil CodeArt. of the draft

1355	1379
1356	1380
1357	1381
1358	1382
1359	1383
1360	1384
1361	1385
1362	1386
1363	1387
1364	1388
1365	1389
1366	1390
1367	1391
1368	1392
1369	1393
1370	1394
1371	1395
1372	1396
1373	1397
1374	1321
1375	1398
1376	1399
1377	1380
1378	1401
1379	1402
1380	1403
1381	1404
1382	1405
1383	1406
1384	1330
1385	1332
1386	1333
1387	1334
1388	1335
1389	1336
1389a	1337
1389b	1338
1390	1339
1391	1340
1392	1341
1393	1342
1394	1343
1395	1344
1396	1345
1397	1346
1398	1347
1399	1348
1400	1349

Art. du Code civilArt. du projetArt. of the Civil CodeArt. of the draft

1401	1350
1402	1351
1403	1352
1404	1353
1405	1354
1406	1355
1407	1356
1408	1357
1409	1358
1410	1359
1411	1360
1412	1361
1413	1330
1414	1331
1415	aucun correspondant no corresponding article
1422	1425 et-and 1426
1423	1427
1424	aucun correspondant no corresponding article
1425	1428
1425a	1407
1425b	1408
1425c	1409
1425d	1410
1425e	1411
1425f	1412
1425h	1414
1425i	aucun correspondant no corresponding article
1426	1415
à-to	
1471	



file

file

file

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON

FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
BY
JOHN B. BOWEN
OF THE CITY OF BOSTON

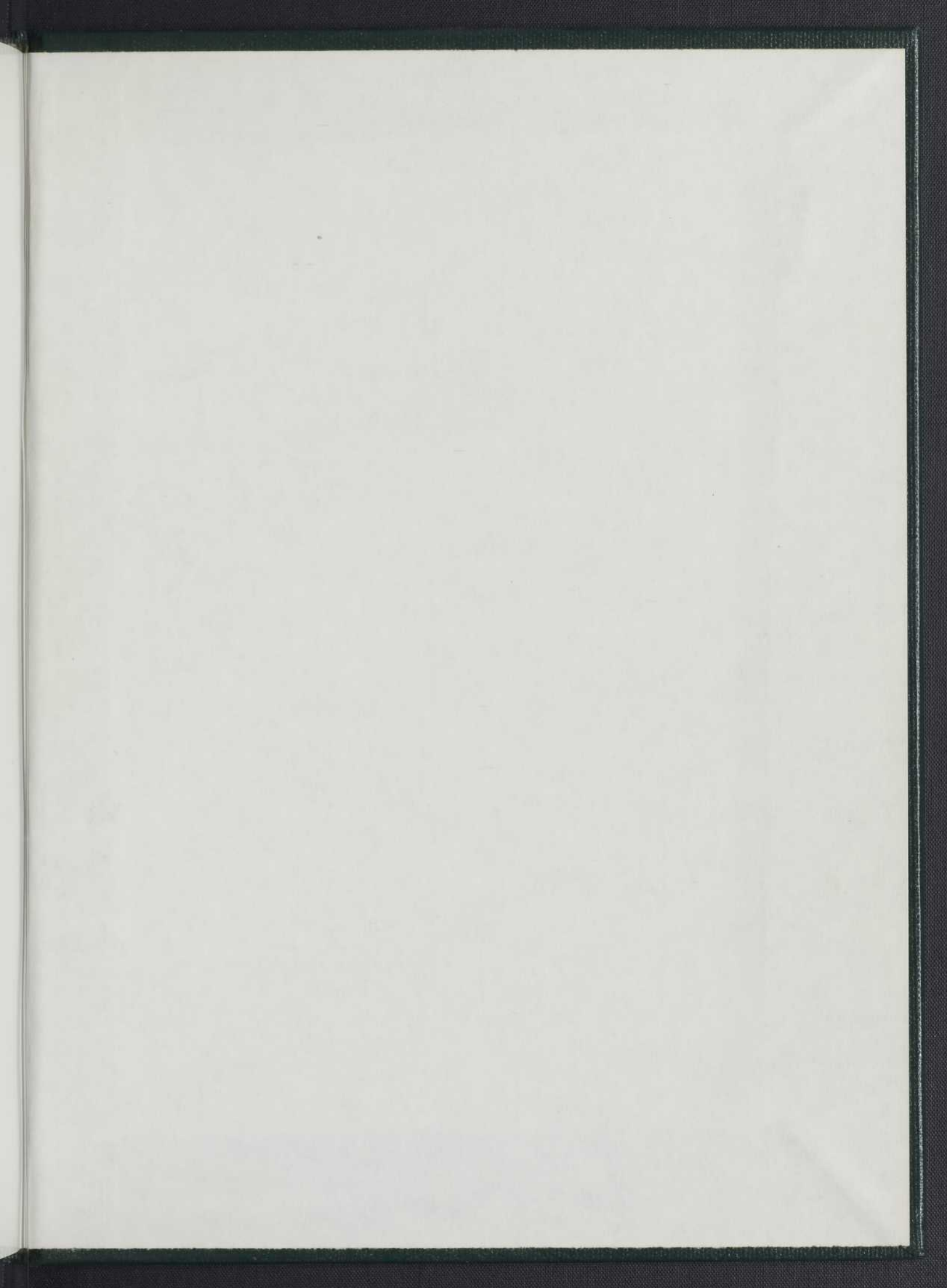
IN TWO VOLUMES.
VOL. I.

BOSTON:
PUBLISHED BY
J. B. BOWEN,
1871.

THE HISTORY OF THE
CITY OF BOSTON
FROM THE FIRST SETTLEMENT
TO THE PRESENT TIME
BY
JOHN B. BOWEN
OF THE CITY OF BOSTON

IN TWO VOLUMES.
VOL. II.

BOSTON:
PUBLISHED BY
J. B. BOWEN,
1871.



BNQ



000 263 596